

L'ENTREVUE DU LUNDI



PHOTO JACQUES GRENIER

MARIO BUNGE

La rigoureuse obsession de l'Homme universel

Page 9

Chrétien se résigne au droit de veto du Québec

Pierre O'Neill

SHERBROOKE — En complète harmonie avec le concept de société distincte, les libéraux fédéraux du Québec ont fait l'unité autour d'un Jean Chrétien plus conciliant qui souscrit au principe d'un droit de veto pour le Québec.

Sans réserve, le chef du PLC a endossé hier la nouvelle position constitutionnelle définie en fin de semaine par le congrès de son aile québécoise. Un texte qu'il voit comme un cadre de référence pour le reste du pays. « L'unité canadienne passe par un Québec heureux. Le nouveau Canada aura pris son départ ici même à Sherbrooke ».

Essentiellement, la résolution parainée par le député Paul Martin de LaSalle-Émard et adoptée à l'unanimité prévoit: une profession de foi dans un régime fédéral profondé-

ment réformé sur la base du respect de la dualité linguistique; la protection constitutionnelle du caractère distinct du Québec; l'exercice, par le Québec, des pouvoirs nécessaires à la protection et la promotion de la langue et de la culture françaises sur son territoire, dans le respect des droits et libertés reconnus; un droit de veto au Québec; l'inclusion, dans une nouvelle formule d'amendement, d'un droit de retrait avec pleine compensation financière pour toutes les provinces; l'exercice par les provinces du droit de retrait avec pleine compensation financière, de tout programme fédéral cofinancé et initié dans leurs champs de compétences exclusives; l'inclusion, dans un Sénat réformé et élu, de la règle du vote à double majorité, pour les projets de loi et les décisions gouvernementales pouvant avoir un effet sur le statut, la protection et la pro-

Voir page 4: Chrétien

Les taux d'intérêt vont continuer de diminuer

Serge Truffaut

LES ÉCONOMISTES de la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) s'attendent pour affirmer que les taux d'intérêt à court terme continueront de diminuer au cours des deux prochains mois pour, ensuite, demeurer stables jusqu'à la fin de l'année.

Dans le dernier numéro de son bulletin intitulé *Tendances du marché hypothécaire*, la SCHL prévoit une

retraite de 0,5 % des taux prélevés sur les hypothèques d'une durée d'un an d'ici juillet prochain. De fait, les intérêts sur les prêts d'un an qui seront proposés aux consommateurs tout au long du deuxième semestre varieront entre 10,25 % et 10,75 %.

En ce qui concerne les taux sur les prêts d'une durée de cinq ans, la SCHL s'attend à un scénario pratiquement analogue à celui brossé pour les prêts d'un an. De sorte qu'on prévoit une légère diminution au

Voir page 4: Les taux

LE SILENCIEUX

Les Aphorismes de Maxime

LA PENSÉE du jour : Nous n'osons pas nous prendre pour ce que nous sommes de peur d'être pris pour un autre.

Un homme trompé est un cocu; une femme trompée est une femme.

Le présent ne dure pas, et pourtant il est toujours là.

Racisme aux dépens des animaux : « L'ivrognerie rend l'homme semblable à la bête. »

Dans une république, seul le président a la dignité requise pour se rendre coupable de haute trahison.

On dit que la jeunesse est une maladie dont on est vite guéri, mais ce qu'on ne dit pas, c'est que la convalescence ne finit jamais.

Quand on a l'esprit nuancé, on économise ses jugements.

Il n'y a plus de grands hommes parce qu'il n'y a plus de grands statuaire.

ALBERT BRIE

L'Office des professions estime que la réforme Côté fait fi des professionnels

Isabelle Paré

L'OFFICE des professions du Québec s'inquiète vivement des impacts du projet de loi 120 sur le secret professionnel et juge que la réforme de la santé laisse une bien mince place à tous les professionnels de la santé.

Le président de l'Office des professions du Québec, M. Thomas J. Mulcair, soutient même que le projet de loi du ministre Côté comportait de « graves lacunes » en ce qui concerne les corporations professionnelles.

« Dans l'état actuel du dossier, nous observons tout d'abord qu'à plusieurs égards le projet de loi ne tient pas compte de la participation des corporations professionnelles ou des professionnels à certaines instances décisionnelles », a-t-il affirmé la semaine dernière au Congrès de l'Or-

dre des techniciens en radiologie du Québec.

Il a également affirmé son scepticisme face à la possibilité que les professionnels de la santé puissent participer, même à titre consultatif, à la détermination des priorités et des orientations du futur système de santé.

« À notre avis, il s'agit de lacunes graves car les corporations, constituées dans le but d'assurer la protection du public, pourraient être mises à contribution de façon utile sans compromettre de quelque manière que ce soit la réforme », a-t-il dé- fendu.

« Il en est de même en ce qui concerne la participation des professionnels qui constituent en fait les piliers sur lesquels cette réforme, pour être efficace, devra se baser », a ajouté M. Mulcair.

LE DEVOIR a d'ailleurs appris que le président de l'Office des professions du Québec, préoccupé par les lacunes du projet de loi, avait pris la peine de soumettre ses réserves par lettre au ministre Côté en mars dernier. Une lettre dont on attend toujours l'accusé de réception.

L'Office des professions, qui veille à ce que les corporations professionnelles se dotent d'un Code de déontologie, de règles de pratique et de mesures disciplinaires destinées à assurer la protection du public, reconnaît une quarantaine de corporations professionnelles dont la moitié sont reliées au domaine de la santé.

Outre les médecins, les infirmières, les infirmières-auxiliaires, les physiothérapeutes, les inhalothérapeutes, une foule d'autres spécialistes de la santé sont régis par les ré-

Voir page 4: L'Office



PHOTO CP

Dans les airs

Le premier ministre canadien Brian Mulroney a chanté, hier, à 12 000 mètres d'altitude, la chanson *Paper Doll* pour son épouse Mila dans l'avion qui les menait de Hong-kong à Tokyo. Le couple célébrait ainsi son 18e anniversaire de mariage. Mulroney entreprend aujourd'hui une délicate mission au Japon. **Page 4.**

Voir page 4: Les taux

Voir page 4: L'Office

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Voir page 4: Un Boeing

Québec s'engage à nourrir près de 50 000 écoliers dès la rentrée

Michel Venne

POUR LUTTER contre l'impact de la pauvreté sur l'échec et le décrochage scolaire, le gouvernement du Québec va nourrir les enfants pauvres de Montréal et de Québec qui se présentent à l'école le ventre vide.

À compter de septembre prochain, le ministère de l'Éducation offrira gratuitement aux 19 000 enfants de 112 écoles primaires et secondaires des quartiers les plus pauvres de Montréal et de Québec un petit déjeuner et une collation soutenante en fin d'après-midi. L'aide pourra s'étendre également à quelque 27 000 autres enfants pauvres qui fréquentent les écoles situées dans d'autres parties de ces deux villes. Cela coûtera un peu plus de 10 millions \$ par an.

Les menus seront composés par des diététistes, suivant les consignes du Guide alimentaire canadien. Les petits déjeuners pourraient par exemple être constitués d'un jus d'orange, d'un muffin et d'un verre de

lait. L'après-midi, il pourrait s'agir d'un sandwich au thon.

Le programme sera élargi au reste de la province à l'automne 1992.

Le but de cette initiative est de « donner à tous les enfants du Québec des chances égales de réussir, quelle que soit leur origine », a soutenu le ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, en rendant publiques les grandes lignes de ce programme que devrait approuver le conseil des ministres dans les prochaines semaines. Le ministre prenait la parole au conseil général du Parti libéral du Québec réuni à Laval ce week-end. Une résolution d'appui a été adoptée sans débat.

L'intervention de Québec vient en réaction à des demandes formulées par le Conseil scolaire de l'île de Montréal. Ce regroupement des différentes commissions scolaires de l'île avait attiré l'attention du minis-

tre au début de 1991 sur l'impact de la pauvreté et de la malnutrition des enfants des quartiers pauvres de Montréal sur leurs résultats scolaires.

Le taux d'échec et le taux de décrochage scolaire des enfants vivant sous le seuil de la pauvreté est deux fois plus élevé que la moyenne. Le seul coût pour l'État du doublement des écoliers (qui doivent reprendre une année échouée) s'élève à plus de 500 millions \$ annuellement, affirme le ministre. Sans parler des coûts sociaux reliés au phénomène.

Les intervenants du milieu ont plusieurs fois dénoncé le fait que les enfants pauvres arrivent souvent en classe le ventre vide, ce qui nuit considérablement à leur concentration. Dans certains quartiers, les professeurs s'assurent de ne tenir aucun examen après le 15 du mois, c'est-à-dire après la date à laquelle la

prestation d'aide sociale est épuisée.

Bien que la responsabilité de nourrir les enfants devrait revenir aux parents, reconnaît le ministre, le gouvernement juge qu'il ne peut rester insensible devant une situation pareille. Il en va de l'avenir de milliers d'enfants, insiste M. Pagé, et par conséquent de l'avenir du Québec.

Comment le Québec pourra-t-il être à la hauteur face aux concurrents étrangers dans le contexte de la mondialisation des marchés, si « 36 % de nos fils et de nos filles n'obtiennent pas même un diplôme de secondaire V », demande le ministre. La question déborde le privé. Elle est devenue une responsabilité collective. Un enfant pauvre mal nourri est un candidat à l'échec, dit-il. Et c'est le même enfant qui est, à 16 ans, susceptible de quitter l'école sans diplôme pour aller travailler.

Le plan d'intervention que présentera dans ses détails le ministre dans quelques semaines requiert la collaboration des ministères de l'Agri-

Voir page 4: Québec

Un Boeing autrichien s'écrase en Thaïlande

Les 223 occupants auraient péri

d'après AP et AFP

BANGKOK — Un Boeing 767 de la compagnie autrichienne Lauda Air transportant 213 passagers et 10 membres d'équipage a explosé en vol hier soir au-dessus de la Thaïlande, a annoncé ce matin la police thaïlandaise.

Un officier de police, le commandant Charan Palung, a annoncé que huit corps avaient été retrouvés. Il n'a toutefois pu préciser combien de personnes comptait l'équipage de l'avion accidenté.

Selon lui, des témoins du drame ont affirmé que l'appareil de la compagnie fondée par l'ancien champion autrichien de Formule 1, Nikki Lauda, s'était transformé en une immense boule de feu avant de s'écraser non loin du poste de police de la province de Suphanburi, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Bangkok.

Il a ajouté que l'appareil s'approchait de la frontière de la Birmanie au moment de l'accident.

L'avion effectuait la liaison entre Bangkok et Vienne quand il a explosé, a-t-on appris auprès de responsables de l'aéroport international Don Muang de Bangkok. Inscrit sous le numéro de vol NG 004, il avait décollé hier soir à 22 h 45 à destination de la capitale autrichienne où il devait atterrir à 23 h 11, heure locale.

À Vienne, l'ancien champion du monde de Formule 1, Nikki Lauda, dirigeant de la compagnie aérienne privée autrichienne Lauda Air, a confirmé ce matin à la télévision autrichienne qu'un Boeing 767 de sa

compagnie avait explosé en vol au-dessus de la Thaïlande.

Il a précisé que l'appareil du type Boeing 767-300, d'une capacité de 243 places, était en service depuis dix-huit mois et qu'il n'avait jamais eu de problèmes. « Un grand nombre de passagers sont des Autrichiens » a-t-il ajouté.

« Je n'ai pas d'autres détails et je vais me rendre le plus rapidement sur place à Bangkok », a conclu Nikki Lauda.

Il s'agit de la première tragédie impliquant un Boeing 767, un bi-réacteur gros porteur qu'utilise notamment Air Canada. Il y a quatre ans un 767 d'Air Canada avait dû se poser en catastrophe sur une piste désaffectée de Grimby, dans le nord de l'Alberta, à la suite d'une panne sèche.

Après l'explosion en vol de l'appareil de la compagnie autrichienne Lauda Air, voici la liste des principaux accidents d'avion survenus dans le monde ces dix dernières années (sans compter les attentats):

14 novembre 1990: un DC-9 d'Alitalia, assurant la liaison Milan-Zurich, s'écrase à quelques kilomètres de l'aéroport de Zurich. 46 morts, aucun survivant.

21 octobre 1989: un Boeing 727 de la compagnie hondurienne Tan-Sahsa, effectuant la liaison San Jose-Tegucigalpa se désintègre en vol et s'écrase au Honduras: 131 morts. Il y a 15 survivants.

7 juin 1989: 177 morts dans l'accident d'un avion des Surinam Airways qui s'écrase dans le brouillard, dans une forêt près de Paramaribo.

Voir page 4: Un Boeing

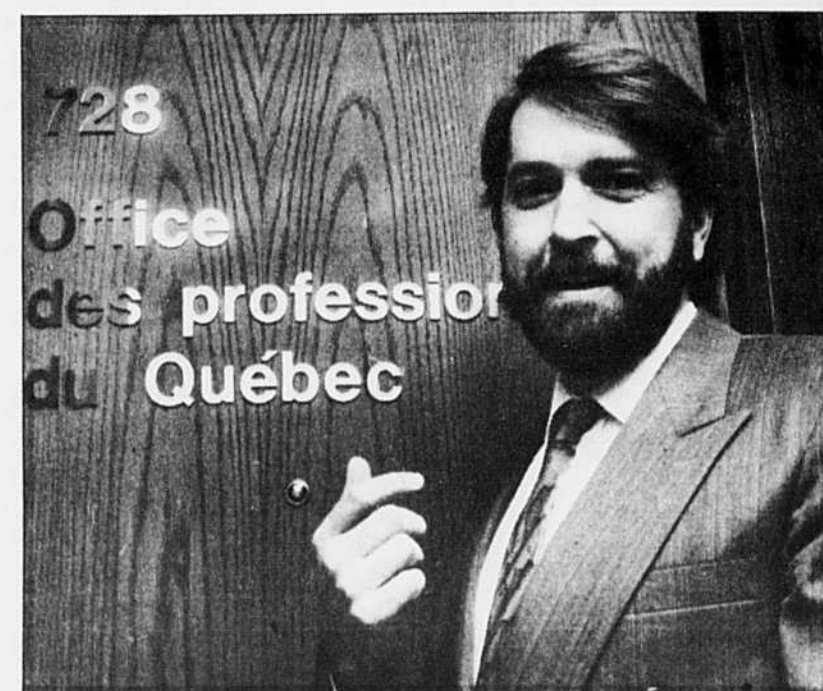


PHOTO JACQUES NADEAU

Thomas J. Mulcair, président de l'Office des professions du Québec.

CAHIER SPÉCIAL

TROISIÈME ÂGE ET SANTÉ

PARUTION LE 14 JUIN DANS LE DEVOIR

Un dossier spécial où il sera question du bien-être des personnes âgées, de gériatrie, des approches alternatives en santé, du stress à la retraite, des centres d'accueil, des universités du troisième âge.

Réservation publicitaire: 842-9645
Date de tombée: 6 juin

Le nouveau président de l'ACFAS mise avant tout sur la visibilité

Catherine Leconte

« VISIBILITÉ », tel est le mot d'ordre du nouveau président de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, Gilles Delisle, pour le mandat d'un an que lui a confié l'ACFAS lors du 59e congrès annuel qu'elle vient de tenir à Sherbrooke.

Ingénieur de formation, chercheur bien connu au Canada dans son domaine de spécialisation, les télécommunications, M. Delisle enseigne depuis 1973 au département de génie électrique de la faculté des sciences et de génie de l'Université Laval, où il est actuellement vice-doyen au développement et transfert technologique.

« L'ACFAS a déjà une bonne visibilité dans les milieux universitaires, mais elle a maintenant une maturité suffisante pour accroître sa visibilité auprès des moyennes et grandes entreprises, des centres de recherche gouvernementaux, des ministères et de la société québécoise en général », a expliqué M. Delisle au DEVOIR.

Créée en 1923, l'ACFAS compte quelque 5500 membres, réunit une quarantaine de sociétés savantes et se flatte d'être, en nombre de scientifiques et de disciplines représentées, le plus vaste lieu mondial de promotion de la culture scientifique d'expression française. L'une des ses missions premières est de prouver qu'on peut « vivre scientifiquement en français en milieu canadien », selon l'expression de M. Delisle.

Ce dernier s'indigne que des chercheurs francophones rédigent leurs demandes de subventions en anglais « pour être mieux perçus », alors que, dit-il, « il se fait proportionnellement autant, sinon plus, de recherche scientifique d'excellente qualité au Québec que dans l'ensemble du Canada ». Même si politiquement, le Québec ne fait pas mieux que le Canada en termes de soutien à la recherche : « L'implication gouvernementale est là en termes de volonté, mais pas en termes de ressources, et elle est très largement inférieure à celle qu'on trouve dans des pays comparables comme la

Suède », déplore M. Delisle. « Et avec la mondialisation de l'économie, si on n'investit pas bientôt de façon majeure dans la recherche scientifique, on va avoir de graves problèmes de compétitivité. » D'où la nécessité d'accroître la « visibilité » de l'ACFAS pour faire passer ce type de message.

Le nouveau président de l'ACFAS aspire à faire de l'association l'équivalent québécois de la Société Royale du Canada : « une réunion de scientifiques qui ont des opinions valables à donner dans tous les grands débats de société » tels que l'environnement, l'énergie, l'élimination des déchets, thèmes qui tenaient d'ailleurs déjà une large place à son congrès cette année.

Mais il ne suffit pas d'être « la plus grosse association scientifique francophone au monde » pour être crédible. Si l'ACFAS compte tant de membres, c'est qu'elle accueille toutes les disciplines : sciences sociales, humaines, biologiques, sciences de la santé, sciences physiques, mathématiques, génie... Un éventail qui peut sembler aimablement disparate et pas nécessairement très sérieux dans un monde qui privilégie précisément les spécialistes. De cette diversité, M. Delisle veut faire un atout. « On a la qualité de notre défaut », dit-il : « On dispose d'une équipe pluridisciplinaire et c'est exactement le type d'approche requises dans l'analyse de beaucoup de projets. »

On a pu constater au congrès la première manifestation de cette volonté d'affirmation de l'ACFAS dans la *res publica*, avec la tenue d'un forum sur « l'avenir politique et constitutionnel du Québec : le point de vue des universitaires ». Ce type de forum devrait se multiplier dans les congrès à venir. M. Delisle compte aussi lancer une campagne de financement pour acquérir, sans doute à Montréal, une « maison de l'ACFAS » qui insufflerait vie à l'association entre les congrès annuels.

Parizeau n'a pas réussi à marquer de points en Alberta

Pierre April
de la Presse Canadienne

EDMONTON — Le voyage de deux jours du chef de l'Opposition, M. Jacques Parizeau, à Calgary et Edmonton a coïncidé avec l'ouverture des audiences publiques de la Commission albertaine sur la constitution où les premiers témoins entendus ont démontré sans équivoque qu'un Québec souverain, dans leur esprit sera incapable de négocier à sa satisfaction une association économique avec l'Alberta.

Alors que M. Parizeau a entretenu ses interlocuteurs sur ce qui sera possible de mettre en commun comme le transport interprovincial, les forces armées, le système monétaire, les postes et d'autres services fédéraux, l'ancien lieutenant-gouverneur de l'Alberta, Mme Helen Hunley, qui a comparu vendredi devant la Commission, a indirectement ramené le chef péquiste à la réalité telle que perçue dans l'Ouest.

« Si le Québec veut se séparer, a-t-elle soutenu, il devra avoir sa propre monnaie, son système monétaire, sa défense, ses bureaux de poste et tous les autres services qui lui sont fournis avec l'argent des contribuables canadiens. »

Mme Hunley a fustigé le bilinguisme « parce qu'il est un élément de division ».

Elle a expliqué qu'elle s'était tue sur ces questions au cours des six dernières années parce qu'elle occupait un poste non-partisan.

Elle a précisé qu'elle souhaite que le Québec demeure dans la Canada « mais pas à n'importe quel prix ».

Récemment, le premier ministre albertain Don Getty a clairement rappelé qu'il n'était pas question d'association économique avec le Québec sans union politique.

Samedi, le ministre albertain des Corporations, Dennis Anderson, présent au dîner de la Chambre de commerce à Calgary, où M. Parizeau a



Jacques Parizeau

vainement tenté de convaincre son auditoire de la faisabilité d'une union économique canadienne avec un Québec souverain, a soutenu les propos de son premier ministre.

Dans l'assistance, un jeune avocat, dirigeant de la Chambre John A. Knebel a apprécié le fait que M. Parizeau ait eu le courage de se présenter devant les gens d'affaires d'Alberta. Mais il a été celui qui a applaudi le plus fort lorsque le présentateur a lancé que le Canada sera sauvé envers et contre tous.

La présidente de l'Association canadienne française de l'Alberta, Mme France-Levasseur-Ouimet a trouvé M. Parizeau charmant même s'il a été incapable de la rassurer sur le sort qui sera réservé aux Franco-albertains au lendemain d'une éventuelle accession du Québec à la souveraineté.

Le chef de l'Opposition officielle de l'Alberta, M. Ray Martin, est ressorti d'un rencontre à huis clos de 30

minutes avec le chef péquiste, vendredi, avec la même impression mais plus convaincu que jamais que le Québec sortirait perdant d'une rupture politique et économique avec l'Alberta et le reste du Canada.

Au cours de ces deux jours, M. Parizeau, n'a calmé personne et il a été le premier à l'admettre lors d'une rencontre de presse dans le grand hall de la législature d'Edmonton.

« Nous croyons toujours que le Québec pour être fort doit rester dans un Canada uni », a précisé Mme Levasseur-Ouimet.

Elle a raconté que M. Parizeau lui a parlé de soutien financier pour les francophones hors-Québec, en lui affirmant qu'il comprenait l'importance de maintenir des écoles françaises dans l'Ouest. Mme Levasseur-Ouimet n'a vu dans ces propos que du déjà entendu.

« J'ai trouvé les propos de M. Parizeau très intéressants, a expliqué la présidente de la LCFA, mais je ne crois pas qu'on puisse me convaincre qu'un Québec souverain sera capable de supporter adéquatement les francophones hors-Québec. »

« Si l'on considère la façon dont le Québec s'est désintéressé des minorités francophones hors-Québec dans le passé, ça augure très mal. »

Le seul point positif que la présidente de l'ACFA a retenu de cette rencontre avec le chef souverainiste, c'est qu'avec lui, contrairement à ce qui se passe avec M. Bourassa, la position est claire. Les gens d'affaires de la Chambre de commerce ont repris la même remarque.

En Alberta, les gens sont unanimes sur un objectif : Il faut faire échouer le projet souverainiste de M. Parizeau. Mais ils s'interrogent encore sur le comment tout en admettant que le temps presse.

« Je suis convaincu, a expliqué le chef du NPD albertain, que M. Parizeau n'est pas venu ici dans l'espoir de faire changer d'opinion à l'autre. Mais le dialogue est de la plus haute importance. Je suis trop préoccupé par les conséquences de la souveraineté du Québec pour penser autrement. »

Au cours de cette tournée, ceux qui ont approché le chef péquiste ont été polis. Les reporters locaux ont été surpris par le ton calme et les propos cordiaux de M. Parizeau. Il n'y a pas eu de manifestation, pas de mots déplacés. A Calgary on l'a écouté et applaudi poliment.

Visiblement, M. Parizeau a été enchanté par ce premier contact.

Le 6 juin il reprendra le bâton du pèlerin et ira dialoguer à Vancouver, de l'autre côté des Rocheuses.

La Bible traduite en « québécois »

(PC) — On pourra se demander pourquoi il aura fallu près de 2000 ans, mais voilà !, c'est presque fait : la Bible est traduite en langue « québécoise ».

Après un labeur de deux ans, une

équipe de l'université Laval, de Sainte-Foy, est en train de mettre la dernière main à la traduction en québécois de l'épître de Saint-Marc.

Par exemple, maintenant le Christ ne dira plus au paralytique (ou peut-être au paraplégique) : « Prends ton grabat, lève-toi et marche ! ». Il lancera plutôt : « Lève-toi, ramasse tes affaires et va-t'en chez toi ! »

Selon Claude Cossette, directeur de l'équipe pastorale de l'université Laval et l'un des traducteurs, la nouvelle Bible sera plus accessible aux lecteurs québécois.

L'ouvrage devrait être publié dans le courant de l'année prochaine.

Un bon conseil

Evitez l'embonpoint

LA FONDATION DU QUÉBEC DES MALADIES DU COEUR

AUX 6 400 000 FUMEURS DU PAYS

4^{20\$*} de taxes du paquet de cigarettes... ce n'est pas juste!

Dites-le au gouvernement : les fumeurs comptent!

Voici la RÉPARTITION DES TAXES qui vous sont imposées sur un paquet de 25 cigarettes :

Gouv. fédéral : 2,33\$
Gouv. provincial : 1,87\$
Total des taxes : 4,20\$*

Dès le 1er janvier 1992, le total de la taxe augmentera de 32 cents le paquet.

TAX PROTEST
OPPOSITION À LA TAXE

Complete form below and drop in mail.

I am of voting age.
I want you to stop the unfair taxation of tobacco products in Canada.
What are you going to do about it?
I expect a reply.

My comments
Mes commentaires :

Name
Nom :

Address
Adresse :

Postal Code
Code postal :

Signature :

Voice your opinion as many times as you wish.

Remplir le carton ci-dessous et le mettre à la poste.

Je suis majeur(e).
Je vous demande de cesser de taxer injustement les produits du tabac au Canada.
Qu'allez-vous faire à ce sujet?
J'attends votre réponse.

Plier le long de la ligne pointillée et détacher.

Exprimez votre opinion autant de fois que vous le désirez.

VOICI COMMENT PROTESTER... SANS FRAIS!

- Cette carte de protestation sera bientôt imprimée à l'intérieur de la plupart des paquets de cigarettes. Sortez-la ou demandez-la à un comptoir de tabac.
- Inscrivez (en lettres majuscules) vos nom et adresse et signez.
- Détachez les quatre côtés le long du pointillé et postez la partie imprimée du centre. AUCUN TIMBRE NÉCESSAIRE : la Société canadienne des postes livrera votre carte au premier ministre GRATIS!

Exprimez votre opinion aussi souvent que vous le voulez. Exigez une réponse.

Conseil canadien des fabricants des produits du tabac et Syndicat international des travailleurs et travailleuses de la boulangerie, confiserie et du tabac, Les tabaculteurs du Québec, de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince Édouard, Association nationale des distributeurs de tabac et de la confiserie, Société pour la liberté des fumeurs.



Gérard Delage

Hommage à Gérard Delage

LE MINISTRE du Tourisme du Québec, André Vallerand, a rendu samedi un hommage particulier à Gérard Delage, décédé vendredi dernier à l'âge de 78 ans.

La mort de ce grand gastronome, a souligné le ministre Vallerand, laisse toute l'industrie du tourisme en deuil.

« Monsieur Delage a été un instigateur de premier plan dans les domaines touristiques et de la gastronomie. L'héritage qu'il nous laisse est inestimable », a souligné le ministre.

Le ministre Vallerand a affirmé que par son travail et son implication, M. Delage avait donné naissance à toute une génération de grands chefs cuisiniers qui font maintenant honneur au Québec lors de compétitions internationales.

Surnommé « Monsieur Tourisme » ou le « Prince des gastronomes », Gérard Delage a présidé à la fondation de l'Institut du tourisme et de l'hôtellerie et en a assumé la direction pendant plusieurs années. Il a aussi participé de près à la création de l'Association des hôteliers du Québec et fut de tous les grands rassemblements touristiques.

CARTES D'AFFAIRES

ROBIC
Fondée en 1892

55 St-Jacques
Montréal, Québec
Canada, H2Y 3X2
Télex: 05 268956
Fax: (514) 865 7874
Tél.: (514) 987-6242

Agents de brevets d'invention et de marques de commerce

Bourassa consultera son parti s'il décide d'annuler le référendum

Michel Venne

LAVAL — Le premier ministre Robert Bourassa s'est engagé en fin de semaine à revenir devant les militants de son parti si jamais des circonstances l'incitaient à annuler la tenue du référendum sur la souveraineté prévu en 1992 par le programme libéral et le rapport Bélanger-Campeau.

Mais pour l'heure, à moins d'un « tremblement de terre ou d'une guerre mondiale », le gouvernement maintient son engagement de consulter la population sur la souveraineté à l'automne de l'an prochain si des offres acceptables en faveur du renouvellement du fédéralisme n'ont pas été faites au Québec dans les délais requis. Le Parti libéral, a déclaré le premier ministre hier devant ses partisans réunis en conseil général à Laval, a démontré « sa détermination pour une obligation de résultat, une obligation de changement, en impliquant la population du Québec ».

M. Bourassa a dû faire ces mises au point à la suite de la publication samedi dans deux quotidiens — *The Globe and Mail* de Toronto et *La Presse* —, d'informations selon lesquelles le gouvernement du Québec étudie déjà des scénarios de remplacement du référendum que M. Bourassa préférait ne pas tenir.

Les deux quotidiens citent des « sources proches du premier ministre ». Ils évoquent la possibilité que le gouvernement du Québec tienne, au lieu d'un référendum conventionnel, des élections référendaires. Ces élections pourraient n'avoir lieu qu'en 1993, soit dans les délais prévus pour les prochaines élections générales. Cette hypothèse aurait pour

avantage de laisser plus de temps au reste du Canada pour faire des offres convenables au Québec.

Il faut faire la distinction entre « du oui-dire au 2e degré et un projet de loi formellement adopté par le Parti libéral et le Parti québécois à l'Assemblée nationale », a répété M. Bourassa durant tout le week-end, entre autres pour rassurer des militants inquiets de voir le gouvernement prendre ainsi ses distances du programme officiel du parti.

Cette loi à laquelle M. Bourassa fait allusion c'est bien sur le projet de loi 150, déposé récemment à l'Assemblée nationale. Le projet législatif prévoit un référendum sur la souveraineté en 1992 et la création de deux commissions, l'une pour étudier les questions relatives à l'accession du Québec au statut d'État souverain, l'autre pour étudier les offres qui doivent en principe venir d'Ottawa et des autres provinces l'automne prochain.

Le premier ministre a d'ailleurs fait remarquer que ce projet de loi laisse au gouvernement « toute sa marge d'initiative ». Il a indiqué que c'est à la suite du travail des deux commissions parlementaires que le gouvernement « pourra décider de l'orientation à suivre ». Le chef libéral fait remarquer qu'il devrait faire amender la loi à l'Assemblée nationale s'il décidait de passer outre à un référendum, ce qui constitue une contrainte additionnelle pour le gouvernement.

Des sources au Parti libéral supputent une fuite calculée de la part de l'état-major de l'aile fédéraliste du parti dans le but de rassurer les députés favorables au maintien du Québec dans la fédération canadienne. La plupart d'entre eux ne prient guère la stratégie dite du « cou-



Robert Bourassa et Jean Allaire.

PHOTO JACQUES NADEAU

teau sur la gorge » et qui consiste à s'engager dès maintenant à tenir un référendum sur la souveraineté alors que le premier choix du parti est de réformer le Canada sans le détruire.

L'unité du parti est une préoccupation constante de son chef. À deux reprises hier, dans un discours de 20 minutes, il s'est félicité du « climat d'unité qui règne au Parti libéral » en dépit des sombres prédictions faites par les observateurs sur les risques d'éclatement de la fragile coalition libérale dans la foulée de l'échec de

l'accord du lac Meech.

Tous s'entendent pour dire que c'est au moment où des offres formelles provenant du reste du pays seront faites au Québec, lorsqu'il faudra déterminer si elles sont acceptables ou non, que les hostilités pourraient reprendre. Des députés de l'aile nationaliste (leurs adversaires au sein du parti préférent parler d'un « aileron » nationaliste), sont prêts entre-temps à patienter et à laisser dire.

Le comité du suivi des engagements électoraux du parti, chargé également de surveiller l'application par le gouvernement du programme constitutionnel libéral, décrit très nettement la situation dans un document distribué ce week-end aux militants : « Le dépôt des rapports des commissions Spicer, Beaudoin-Edwards ; le dépôt d'éventuelles offres constitutionnelles du gouvernement fédéral et les rapports des commissions parlementaires du Québec, comme ceux des commissions parlementaires des autres provinces, mettront à l'épreuve, de façon répétitive, le consensus qui s'est dégagé sur les orientations à l'intérieur du parti ».

Ce comité, présidé par M. Thierry Vandal (un proche du directeur général du parti, le nationaliste Pierre Anctil), se propose de surveiller de près le gouvernement dans ce dossier et à « saisir diligemment le comité exécutif de tout développement qui viendrait à l'encontre de l'esprit ou qui s'éloignerait sensiblement de la plate-forme constitutionnelle dûment adoptée par le P.L.Q. ». Ce n'est pas que la suspicion règne, mais on ne prend jamais trop de précautions.

Le document du comité entend toutefois éviter « les attitudes sectaires » en distinguant « l'essentiel de l'accessoire, la substance de la tactique ». Le document précise que « l'échéance de l'automne 92 prévient pour réaliser la réforme est sûrement considérée par les militants comme une question de fond ».

Ce comité annonce enfin son intention de consulter les associations locales du parti sur le contenu des offres qui seront présentées par Ot-

tawa, en principe l'automne prochain.

Le premier ministre ne croit pas, par ailleurs, que les messages contradictoires lancés dans le public sur la tenue d'un référendum sur la souveraineté soit de nature à affaiblir ou discréditer la stratégie du gouvernement. On sait que pour le premier ministre, la promesse de tenir cette consultation sur la souveraineté est avant tout un moyen pour obliger les autres provinces canadiennes à un résultat dans des délais convenus. Une espèce d'épée de Damoclès.

« Ceux qui auront à prendre des décisions au Canada anglais sont capables d'examiner les faits, dit-il. Ils vont faire les distinctions entre des conversations téléphoniques entre un collaborateur X ou Y (rapportées dans les journaux) et un projet de loi adopté par le Parti libéral et le Parti québécois ».

L'idée de tenir des élections référendaires, plutôt qu'un référendum et qui apparaissait samedi comme une révélation n'est pourtant pas nouvelle. Le premier ministre l'évoquait lui-même publiquement en janvier, à son retour de convalescence. Il donnait alors l'exemple de l'élection de Jean Lesage en 1962 qui s'était transformée en un véritable plébiscite sur la nationalisation de l'électricité. M. Bourassa a plusieurs fois déclaré ces derniers mois qu'un gouvernement ne peut se permettre de tenir un référendum qu'il n'est pas sûr de gagner. Il affirmait dans une entrevue récente au DEVOIR qu'il s'agissait là d'ailleurs de la plus grande faute politique que l'ex-premier ministre René Lévesque avait commise durant sa carrière.

Les casinos, c'est pour Charlevoix

Michel Venne

LAVAL — Ceux qui veulent parier sur l'emplacement du premier casino au Québec devraient miser à neuf contre un sur le comté de Charlevoix.

Les militants libéraux réunis en conseil général ce week-end ont en effet recommandé hier au gouvernement, sur une proposition soutenue par 24 associations de comté, de permettre l'instauration d'un premier casino dans cette région, au titre d'expérience pilote.

Le premier ministre Robert Bourassa a lui aussi exprimé sa préférence pour cette région « assez loin des centres urbains et très bien équipée sur le plan hôtelier ».

M. Bourassa a toutefois prévenu qu'il était « totalement prématuré

d'annoncer quelque décision que ce soit » à ce sujet. Le conseil des ministres n'a été saisi d'aucune proposition formelle, dit-il.

Sans se prononcer dans un sens ou dans l'autre, M. Bourassa a laissé entendre qu'il ne s'opposerait pas à l'implantation d'un premier casino « si on a des garanties sur la sécurité, la moralité et, c'est très important, sur la rentabilité. Si on a un rapport qui nous dit que ce n'est pas rentable, on ne discutera pas longtemps ».

Le ministre du Tourisme, M. André Vallerand, a expliqué pour sa part que l'implantation d'une salle de jeu est « un moyen complémentaire, qui vient en soutien aux efforts de redressement pour réduire le déficit touristique du Québec. Cela doit contribuer à attirer de nouveaux touristes », dit-il.

Or, d'après un reportage publié sa-

medi dans le *Journal de Montréal*, la seule expérience de casino permanent au Canada dans l'hôtel Fort Garry de M. Raymond Malenfant à Winnipeg n'a contribué que très peu à augmenter l'affluence des touristes au Manitoba depuis son ouverture il y a un an. Les joueurs sont des Manitobains dans 75 % des cas, affirme la porte-parole de la Manitoba Loteries Foundation (l'équivalent de Loto-Québec). Et les étrangers qui s'y aventurent sont généralement des gens de passage pour d'autres raisons et qui profitent de l'occasion pour miser quelques dollars.

Ce casino (le Crystal), aura rapporté quelque 8,5 millions \$ de profits pour sa première année d'opération. M. Vallerand fait miroiter des recettes de 100 millions \$ pour l'État au Québec.

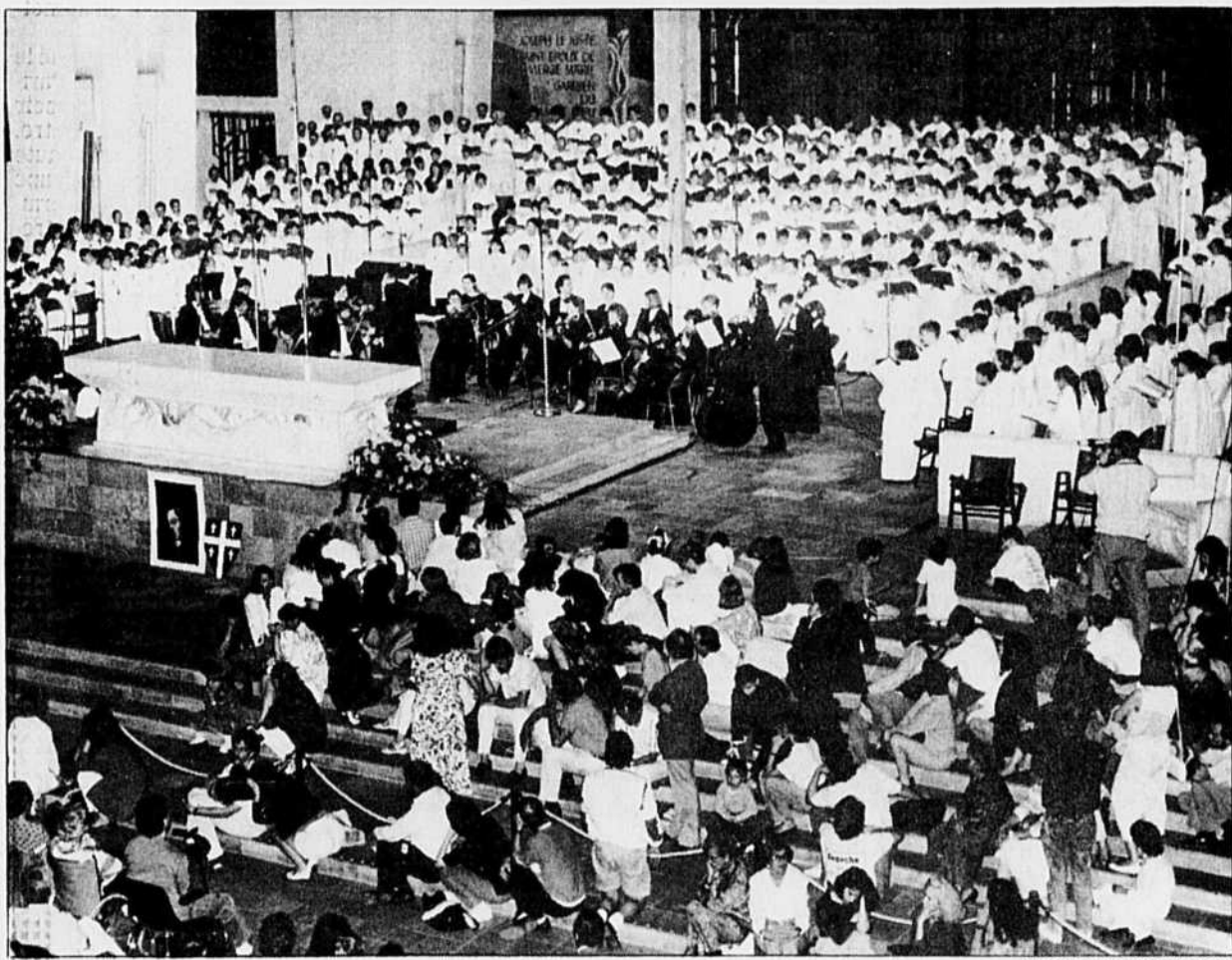


PHOTO JACQUES NADEAU

Des voix d'anges près du ciel

Plus de 5000 personnes ont envahi la basilique et le campus de l'Oratoire St-Joseph hier après-midi pour entendre le concert Mozart donné par un chœur réunissant 400 voix des sept Mairies et Manécanteries de chanteurs venus de sept villes du Québec, toutes membres de la fédération des *Puerie cantores*. Cet événement soulignait de manière grandiose le 35e anniversaire des Petits Chanteurs du Mont-Royal sous la direction de Gilbert Patenaude. Depuis sa fondation en 1956 par les Pères de Ste-Croix, 825 jeunes garçons ont bénéficié d'une formation musicale et pédagogique à cette école spécialisée. Chacun des chœurs de Montréal, de Québec, de Beloeil, de Trois-Rivières, du Cap de la Madeleine, de Tracy et de St-Laurent a interprété des oeuvres religieuses et profanes de Mozart pour terminer tous ensemble en chantant le célèbre AVE VERUM et la Messe du couronnement.

L'État mettrait trop l'accent sur la langue et pas assez sur la culture

Caroline Montpetit

DES REPRÉSENTANTS du monde de la danse, du théâtre et du cinéma ont dénoncé hier l'accent mis par le gouvernement du Québec sur la langue, et non sur la culture, dans un contexte de redéfinition de la société distincte québécoise.

S'exprimant tour à tour autour d'une table ronde organisée à la librairie Gallimard, à Montréal, les participants ont surtout marqué la très faible proportion du budget du gouvernement québécois (7/10 de 1 %) allouée au développement de la culture, dans un Québec cherchant pourtant activement son identité.

« La culture, pour le gouvernement actuel, c'est la Loi 101 et la Loi 178, a déclaré d'entrée de jeu l'animateur Marc Laurendeau. Parce que l'on tient un discours nationaliste, on a l'impression que le gouvernement du Québec se préoccupe de sa promotion, ce qui n'est pas nécessairement le cas », de préciser M. Laurendeau.

« Félix Leclerc a dit que chaque petit peuple était un soleil, a souligné Lucette Lupien, administratrice dans le domaine des arts et de la culture et directrice de *Convergences*. Or, lorsqu'on nous présente le débat constitutionnel, on a l'impression qu'on pose la question du 'comment' avant de poser la question du 'pourquoi'. Nos chefs moraux et politiques conduisent la souveraineté du Québec comme un bateau sans gouvernail. Au plan culturel, on ne sait pas où on va ni comment on va y aller. »

Citant un mémoire présenté par le Conseil québécois du théâtre à la commission Bélanger-Campeau, M. Pierre Mac Duff, directeur de cet organisme, a notamment rappelé les vœux pieux énoncés par le gouvernement libéral de Jean Lesage, en matière de culture, aux meilleurs

moments de la Révolution tranquille, en 1961.

« Dans le livre blanc *Pour une politique*, Georges-Émile Lapalme, premier ministre des Affaires culturelles du Québec, avait placé les Affaires culturelles, au cinquième rang des priorités québécoises, c'est-à-dire avant l'Éducation, la Santé, et le Commerce et l'Industrie », poursuit M. Mac Duff.

Rappelant l'évincement de M. Lapalme à la tête de son parti et le rejet du programme qu'il réservait au ministère des Affaires culturelles, le mémoire conclut que « cette victoire d'un mouvement nihiliste débouchera sur le soutien, par l'État, du développement d'une classe 'bourgeoise' comme le Québec n'en avait pas encore possédée ».

« À l'heure actuelle, il semble qu'on ait dévié de la finalité de la Révolution tranquille qui était un enrichissement collectif et non un enrichissement individuel », de poursuivre M. Mac Duff.

Par ailleurs, l'essayiste et fondateur du forum *l'Agora*, Jacques Dufresne, a dénoncé la mainmise qu'un groupe d'artistes-peintres connus exerçait sur les subventions distribuées, en matière d'arts visuels, par le ministère des Affaires culturelles du Québec.

« On assiste à une forme de terrorisme intellectuel qui contrôle toutes les subventions du gouvernement du Québec. Si vous n'êtes pas dans cette clique, vos espoirs de subventions sont perdus. Je crois qu'en matière culturelle, l'obscurantisme est plus grand au Québec à l'heure actuelle qu'il ne l'était peut-être au moyen-âge en Europe. »

Au terme de l'assemblée, les participants ont unanimement réclamé une intervention plus substantielle de l'État en matière culturelle, intervention dirigée plus particulièrement vers les artistes, par opposition à une intervention visant le développement d'une « industrie culturelle ».



Centraide

Donnez.

Il n'y a pas d'autre façon d'agir.

NOTRE-DAME-DES-NEIGES MÉMOIRE VIVANTE DE NOTRE COMMUNAUTÉ

Labonté, Cholette, McKearly, Pertini, Kowalsky, Joseph, Sanchez, Pereira, Woo et bien d'autres encore sont des noms familiers.

À NOTRE-DAME-DES-NEIGES, on respecte leur désir, expression de leur différence.



Parc naturel au cœur de la Cité, musée à ciel ouvert abritant de multiples œuvres d'art, la corporation sans but lucratif de NOTRE-DAME-DES-NEIGES a le souci de répondre aux besoins actuels de la collectivité en offrant des services professionnels et personnalisés, comme par exemple :

- ◇ Arrangements préalables
- ◇ Concessions funéraires
- ◇ Inhumation
- ◇ Crémation
- ◇ Choix d'urnes
- ◇ Columbarium
- ◇ Mausolée
- ◇ Transport des défunts, du lieu de décès à NOTRE-DAME-DES-NEIGES, pour les familles ne souhaitant pas d'exposition



NOTRE-DAME-DES-NEIGES
4601, chemin de la Côte-des-Neiges
Montréal H3V 1E7
735-1361

*Au service
du temps présent*

LA VIE ÉCONOMIQUE

Montréal, lundi 27 mai 1991

Cette semaine à la Bourse

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Nom de la Compagnie	date	heure	lieu
Atco Ltd	27-05	10 h 00	Calgary
Rogers Communications Inc	27-05	12 h 30	Toronto
Coniagas Mines Ltd	28-05	9 h 00	Toronto
Greyvest Financial	28-05	10 h 00	Toronto
Counsel Corporation	28-05	11 h 00	Toronto
Harricana Inc (Groupe)	28-05	14 h 00	Montréal
Consolidated Professor	28-05	15 h 00	Toronto
Deprenyl Research	29-05	8 h 30	Toronto
Banister Inc	29-05	9 h 00	Edmonton
Telus	29-05	9 h 30	Edmonton
CGC Inc	29-05	10 h 30	Toronto
Marshall Stett Limited	29-05	11 h 00	Laval
Texaco Canada Petroleum	29-05	11 h 00	Calgary
Brampton Brick Ltd	29-05	11 h 30	Toronto
Four Seasons Hotels	29-05	16 h 30	Toronto
Markborough Properties Inc	29-05	16 h 00	Toronto
Colortech Corporation	30-05	9 h 00	Toronto
Black Hawk Mining	30-05	10 h 00	Toronto
Glanayre Electronics	30-05	10 h 00	Vancouver
Growth Investment Corp	30-05	10 h 00	Toronto
McGraw-Hill Ryerson Ltd	30-05	11 h 00	Toronto
Guardian Capital Group	30-05	11 h 00	Toronto
Greater Lenora Resourc. Ltd	30-05	11 h 30	Toronto
San Francisco Inc.	30-05	11 h 30	Montréal
Tungsten Mining	30-05	14 h 00	Toronto
La Baie d'Hudson	30-05	15 h 30	Toronto
Veinor Inc (Resources)	31-05	9 h 30	Québec
Corona Corporation	31-05	10 h 00	Vancouver
Bruneau (Corp Minière)	31-05	11 h 00	Montréal
Denison Mines Ltd	31-05	11 h 00	Toronto
Sani-Mobile Inc (Groupe)	31-05	11 h 00	Lévis, Québec
Sceptre Resources Ltd	31-05	14 h 00	Calgary
Consolidated Norx	31-05	15 h 30	Calgary

PRIVILÈGE D'ENCAISSEMENT PAR ANTICIPATION ANNUELLE

Okanagan Skeena Group Ltd

Symbole: OKS.P.R.A.

Valeurs: actions privilégiées 8 %, cumulatives, rachetables par anticipation.

Prix à l'encaissement: 5 \$ plus 10 cents de dividendes accumulés et non versés

Date limite pour exercer votre privilège: le 3 juin 1991

Date d'encaissement: le 30 juin 1991

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

Investments Guardcor Inc. (GI)

Modalités: Guardian Trustco Inc a déposé une offre d'achat visant la totalité des actions de la société Investissements Guardcor Inc qu'elle ne détient pas au prix de 10 \$ l'action. L'offre d'achat expirera à 17 h 00 le 28 juin 1991.

Consoltech Canada Inc (CTX)

Modalités: CCI Acquisition Inc. a déposé une offre d'achat en vue de faire l'acquisition de la totalité des actions de la société Consoltech Canada Inc au prix de 33 \$ l'action. L'offre d'achat se termine le 27 mai 1991. Elle est sujette à certaines conditions.

PROJET DE FRACTIONNEMENT

Les Entreprises Cara Limitée (CAO) (CAO.A)

Valeurs: action ordinaire

Base du fractionnement proposée: 3 pour 1

Date de l'assemblée: le 27 juin 1991

MODIFICATION DE LA RAISON SOCIALE ET

REORGANISATION DU CAPITAL

Sensormatic Canada Limitée

Symbole: SEC

Modalités de l'échange: Sensormatic Canada Limitée a modifié sa raison sociale pour Senvest Capital Inc.

IPC International Prospector Corp.

Symbole: IPZ

Modalités de l'échange: une action ordinaire de Kinston Resources Ltd pour chaque groupe de deux actions ordinaires et demie d'IPC International Prospector détenues.

PLAN D'ENTENTE

Exploration Groupe d'Or Inc.

Symbole: GGE

Ressources Golden Hope Inc.

Symbole: GHR

Modalités: Exploration Groupe d'Or Inc. et Ressources Golden Hope Inc. ont conclu un accord pour fusionner et former Brookline Minerals Inc. Les actionnaires de la société recevront une action de Brookline pour chaque 2,4 actions détenues de la société et les actionnaires de Golden Hope recevront une action de Brookline pour chaque 2 actions détenues de Golden Hope.

Exploration minière Golden Day Inc.

Symbole: GDY

Edge Resources Ltd.

Symbole: EDG

Durham Resources Ltd

Symbole: DRH

Modalités: les Exploration Minière Golden Day Inc., Edge Resources Ltd et Durham Resources Ltd ont convenu de fusionner leurs opérations. Durham et Edge fusionneront d'abord à raison de 1 1/3 actions de Durham et 2 actions de Edge pour former Gothic Resources Inc. La société fusionnera avec une filiale de Gothic, les actionnaires de la société obtenant une action de Gothic pour chaque dix actions détenues de la société. Une assemblée des actionnaires de la société est prévue le 26 juin 1991.

Total Petroleum (North America) Ltd

Symbole: TPN

Modalités: une action ordinaire de Total Canada Oil et Gaz Ltd pour chaque action ordinaire de Total Petroleum (North America) Ltd détenue à la date de clôture des registres, soit le 1er juin 1991.

À TITRE D'INFORMATION

Les soupes Campbell ltée

Symbole: CSC

Campbell Soup Co envisage acheter toutes les actions ordinaires en circulation de la société Les Soupes Campbell Ltée dont elle n'est pas déjà propriétaire au prix de 34,50 \$ l'action. L'offre sera conditionnelle à ce qu'au moins 90 % des actions de la société, dont l'initiateur n'est pas déjà propriétaire, soit déposé aux termes de l'offre.

Norgold Resources Inc.

Symbole: NGR

La Bourse est informée que Bema Gold Corporation a acquis plus de 90 % des actions ordinaires de Norgold Resources Inc et que la société Bema Gold Corporation entend utiliser l'article 279 (2) de la Compagny Act of B.C pour se porter acquéreur des actions ordinaires de Norgold qui n'ont pas été déposés à l'offre d'achat.

Société d'épargne de la Montérégie Inc.

Symbole: SM

La société Nationale de Fiducie a l'intention d'offrir d'acheter la totalité des actions en circulation de la Société d'Épargne de la Montérégie Inc au prix de \$1,50 l'action. L'offre sera conditionnelle en autres, à ce que 90 % des actions ordinaires visées par l'offre soient déposées.

New Jordan Petroleum Ltd.

Symbole: NJD

La société a avisé la Bourse que le droit de conversion rattaché aux actions catégorie B de New Jordan Petroleum Ltd en actions de catégorie A et en actions de catégorie C de la société, expirera le 31 mai 1991. En vertu du droit de conversion, les détenteurs d'actions catégorie B ont le droit de convertir la totalité ou une partie des actions catégorie B en actions de catégorie A et en actions de catégorie C de la société sur une base de 1 action catégorie A et 1 action catégorie C pour chaque action catégorie B, avec paiement de 3,65 \$ pour chaque action de catégorie B remise pour fin de conversion.

Les renseignements contenus aux présentes proviennent de sources que nous croyons dignes de foi mais nous ne pouvons garantir leur exactitude. Ce document est un bulletin d'information et pourrait s'avérer incomplet.

Ces renseignements sont fournis par

Tassé

Les É.-U. veulent protéger leurs entreprises des prises de contrôle de l'étranger

Serge Marti

Le Monde

NEW-YORK — Généralement écartées par l'administration, les velléités protectionnistes du Congrès — visant souvent le Japon — ont toujours été de mise aux États-Unis, car bien vues par les électeurs. Cette fois, c'est M. Mel Levine, un parlementaire démocrate de la Chambre des représentants, qui a déposé une proposition de loi visant à bloquer toute acquisition susceptible de menacer non seulement la sécurité nationale mais aussi les intérêts économiques du pays. Une notion nouvelle. Dans le même temps, de nouvelles dispositions fiscales devraient bientôt pénaliser les filiales américaines de firmes étrangères.

« L'Amérique s'est rapidement déplacée dans le Golfe pour défendre les intérêts de notre sécurité nationale ? Pourquoi ne devrions-nous pas les défendre, aussi, à l'intérieur de nos frontières ? Si nous continuons à vendre un nombre trop important de nos entreprises de semi-conducteurs, d'informatique, d'engins aérospatiaux et de machines-outils, nous risquons fort de nous transformer en otages technologiques d'autres nations en temps de guerre. C'est là un risque que nous ne pouvons pas nous permettre de prendre ». En tenant ces fermes propos, le 13 mai, à l'occasion de la présentation d'une proposition de loi visant à mieux contrôler — et à freiner — les investissements étrangers aux États-Unis, M. Mel Levine, élu démocrate de Californie, a renoué avec le *Japan-Bashing*, cette façon de tomber régulièrement à bras raccourcis sur l'influence économique nippone aux États-Unis pour en dénoncer les excès. Quand il ne s'agit pas, comme dans un récent ouvrage, d'entrevoir déjà le prochain conflit militaire entre une Amérique plus puissante et un Japon réarmé.

L'ennemi public numéro un est clairement identifié dans les commentaires de M. Levine lorsqu'il s'insurge contre la politique laxiste de l'administration à l'égard de l'investissement étranger, « à tel point que nous avons perdu plus de 150 firmes électroniques au profit des Japonais et ce depuis 1986 seulement ». Mais, en réalité, c'est toute la présence étrangère qui est visée par le parlementaire américain. Ce dernier s'appuie à la fois sur les travaux du Conseil scientifique de la défense — « un organisme public composé de brillants experts et dont les conclusions sont enterrées depuis plus d'un an dans un tiroir du département de la défense » — et sur les études de l'Institut stratégique économique pour affirmer que les dispositions dites Exon-Florio, visant à contrôler certaines formes d'investissement étranger, sont insuffisantes. Et pour demander que le Committee on Foreign Investment in the United States (CFIUS), créé pour vérifier qu'une prise de contrôle d'une entreprise américaine par une firme étrangère ne menace pas la sécurité nationale, étende ses prérogatives.

La croisade avait commencé en 1987, au lendemain de la bataille qui avait embrasé le Capitol Hill à propos du projet de rachat de Fairchild



Semiconductors par la firme japonaise Fujitsu, lequel avait d'ailleurs été repoussé. Le sénateur démocrate James Exon (Nebraska) et le représentant, également démocrate, James Florio, aujourd'hui gouverneur de l'État du New-Jersey, avaient déposé un amendement à l'Omnibus Trade Act de 1988, autorisant l'exécutif à bloquer toute acquisition étrangère pour peu qu'elle constitue un danger pour la sécurité nationale. C'est en fonction de cet amendement, devenu une section du Defense Production Act de 1950 que le CFIUS, un organisme créé en 1975, a été chargé de filtrer les dossiers. Depuis août 1988, c'est-à-dire depuis la mise en application du Trade Act, ce comité de contrôle des investissements étrangers a examiné 550 dossiers. Seuls 12 d'entre eux ont fait l'objet d'une enquête plus approfondie et un seul projet d'acquisition a été bloqué en février 1990, celui de la firme Mamco Manufacturing, un fournisseur de Boeing à qui elle vend des éléments de météorologie, installée à Seattle, et que convoitait la China National Aero-Technology Import & Export Corp. Mais à l'époque, il était difficile de faire la part entre le simple désir de préserver un secteur jugé vital, au regard d'impératifs de défense, et la volonté politique de signifier à Pékin que la Chine était toujours en quarantaine après les sanglants événements de la place Tiananmen, en juin 1989.

« C'est là pour l'instant le seul exemple de refus », indique à Washington l'un des responsables du CFIUS, rappelant que « l'administration américaine s'est toujours opposée à des contraintes pénalisant les investissements étrangers ». Ce que lui reproche justement le représentant Levine. En l'espace de deux ans et demi, plus de 400 acquisitions de sociétés américaines à caractère « critique » ont été réalisées par des investisseurs étrangers sans que les représentants des huit départements et agences constituant ce comité aient trouvé à redire, regrette-t-il. Et de citer le cas de 96 firmes d'informatique, de 35 sociétés de semi-conducteurs, de 30 entreprises de four-

niture de matériel pour semi-conducteurs et de 15 compagnies liées au domaine aérospatial, passées sous contrôle étranger.

Les acheteurs japonais ne sont pas seuls en cause. M. Mel Levine condamne aussi le fait que le CFIUS ait approuvé la vente de Monsanto Electronics Material à la firme allemande Heuls, ce qui a eu pour effet de faire tomber de 45 % à 8 % la part de marché des États-Unis dans ce secteur. Idem pour Semi-Gas Systems, rachetée par Nippon Sanso, alors que la société américaine Sematech, fournisseur du Pentagone et qui lui avait confié un contrat de 3,5 millions \$, voit sa part de marché chuter de 46 % à 20 % après cette acquisition. « À présent, nos industries de défense ne peuvent plus se passer des Japonais », poursuit le parlementaire américain. « Au cours de la guerre du Golfe, sans pièces de rechange japonaises, nos pilotes de chasseur F-16 n'auraient pas atteint leurs objectifs. Seule l'importation de machines-outils nippones a permis de construire le char Abrams M-1. Enfin, l'efficacité des missiles Sparrow, Sidewinder, TOW's et Mavericks — tous utilisés dans le Golfe — doit beaucoup aux puces étrangères dont ils ont été équipés », assure-t-il à l'appui de son texte de loi, que ses détracteurs considèrent comme une nouvelle menace protectionniste à peine voilée.

En effet, font-ils valoir, s'il est vrai que l'investissement direct étranger aux États-Unis (excluant les investissements de portefeuille) a fortement progressé en 10 ans, passant de 83 milliards \$ en 1980 à près de 420 milliards \$ en 1990, le CFIUS a examiné un nombre croissant de ces opérations. À tel point que, selon le Trésor qui préside ce comité, il surveille à présent environ 50 % de tou-

tes les acquisitions d'entreprises américaines opérées par des intérêts étrangers, dès lors qu'elles dépassent le million \$. Ce qui n'a pas empêché nombre de parlementaires d'avoir déposé en l'espace de deux ans au moins une dizaine de projets visant, d'une façon ou d'une autre, à contrôler l'investissement étranger aux États-Unis. Sans avoir eu, pour l'instant, force de loi.

Un nouveau dispositif fiscal

En revanche, un certain nombre de dispositions nouvelles à caractère fiscal, beaucoup moins médiatiques, pourraient entrer bientôt en vigueur. Ainsi devraient être publiés au cours des prochaines semaines les décrets d'application (régulations) de l'Omnibus Budget Reconciliation Act (OBRA) de 1989, dont deux dispositions intéressent les sociétés françaises opérant aux États-Unis. La première mesure obligerait les filiales américaines de groupes étrangers (détenues à plus de 25 % par ces derniers) à déclarer et à conserver, sous peine d'une astreinte de 10 000 \$ par infraction (sans plafond), l'ensemble des transferts effectués avec cet « actionnaire significatif ». Un projet de décret d'application en ce sens a été déposé en décembre 1990 et les inévitables auditions (*hearings*) se sont déroulées en février dernier.

À côté de cette disposition qui, selon un spécialiste de la fiscalité européenne à Washington, « est contraire à l'article 418 du Code français des impôts, qui interdit la communication de ce type de document à une administration étrangère », la seconde mesure prévoit que la déductibilité des intérêts pour les filiales américaines de sociétés étrangères ne sera admise qu'en fonction du bénéfice réalisé. Elle concernera sur tout les sociétés américaines dont le ratio d'endettement (dettes/capitaux propres) est supérieur à 1,1. « Depuis la réforme fiscale américaine de 1986, plusieurs propositions de lois fiscales visant indirectement à faire payer les sociétés étrangères », outre des projets antitrust destinés à freiner l'investissement étranger, ont été déposées sur le bureau du Congrès. La plupart d'entre elles n'ont pas eu de traduction législative en raison de l'opposition de l'administration. « Cette fois, il pourrait en aller autrement », estime ce spécialiste fiscal.

À plusieurs reprises, les parlementaires américains se sont émus du traitement de faveur appliqué aux filiales de firmes étrangères. Ainsi, M. Dan Rostenkowski, un représentant démocrate — et influent — à la Chambre où il préside la commission des voies et moyens et qui est l'un des artisans de ce barrage fiscal anti-étranger, a-t-il affirmé que plus de la moitié des 37 000 entreprises étrangères présentes aux États-Unis ne payaient pas d'impôt, entraînant pour le Trésor un manque à gagner d'environ 30 milliards \$ par an.

RELAIS D'AFFAIRES LAURENTIDES



Val-David 819-322-2020
Montréal 514-866-8262
Ext. de Mt 800-567-6635
Toronto 416-889-7531
Fax 819-322-6510

PRIX DE QUATRE DIAMANTS

Endroit désigné pour joindre affaires et plaisir

À 1 heure de Montréal — 70 chambres — Cuisine raffinée — 4 fourchettes
— 5 fleurs de lys — Prestigieuse cave à vin — Sports de saison — 6 salles de conf., équip. audio-visuel complet — FORFAITS VACANCES DISPONIBLES
— 2 repas par jour, semaine et fin de semaine.

C.P. 190 VAL-DAVID (QC) CANADA J0T 2N0 AUTOROUTE DES LAURENTIDES (15 NORD) - SORTIE 76

RELAIS & CHATEAUX

LA PLUS BELLE CHAÎNE DU MONDE
378 HOTELS ET RESTAURANTS DANS LE MONDE
DONT 6 SEULEMENT AU QUÉBEC

ESTRIE / NORTH HATLEY

AUBERGE HATLEY:

Plein air et gastronomie dans un décor d'autrefois. Un relais pour les gourmets-gourmands, classé 4 fourchettes. Le charme d'une vieille demeure bourgeoise perchée sur une colline dominant le lac Massawippi. 25 chambres dont certaines avec foyer. Ski de fond dès la porte de l'auberge, ski alpin à proximité. 10% de rabais sur les tarifs conférence jusqu'au 31 mai 1991.

(819) 842-2451

HÔTEL L'EAU À LA BOUCHE:

Ste-Adèle, un bouquet pour fleurir vos vacances. Confort, calme, détente et tout le service auquel vous vous attendez. 26 chambres luxueuses. Salons aménagés pour réunions. Le restaurant vous servira une fine cuisine du marché. Classe 4 fourchettes et 5 fleurs de lys. Demandez pour nos forfaits. Tél. sans frais de Mt: 514-227-1416 ou 229-2991. Fax: 229-7573.

MONTÉRÉGIE / SAINT-MARC-SUR-RICHELIEU

HÔSTELLERIE LES TROIS TILLEULS:

À St-Marc-sur-Richelieu. Une hostellerie paisible et confortable, dans une demeure d'un autre âge, sur le bord de la rivière Richelieu et où le personnel n'a qu'un seul désir: satisfaire. Lauréat national « Mérite de la Restauration ». 5 salles de réunions disponibles. Nous avons différents forfaits à vous proposer. 584-2231.



Représentant spécial
concernant la

Commission royale sur les peuples autochtones

AVIS

Sollicitation de mémoires

Dans le discours du Trône du 13 mai 1991, ouvrant la troisième session de la 34^e Législature du Canada, était annoncée la nomination du très honorable Brian Dickson comme représentant spécial chargé de mener des consultations sur le mandat et la composition de la Commission royale sur les peuples autochtones.

Le Représentant spécial invite toute personne ou groupe intéressé à lui communiquer par écrit ses vues concernant le mandat et la composition de la future commission royale. Les mémoires doivent être reçus à l'adresse suivante avant le 20 juin 1991 :

Le très hon. Brian Dickson
Suite 1100
171, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1A 0A3

Édith Cresson ne peut qu'améliorer les relations entre la France et le Québec

Michel Dolbec

de la Presse Canadienne

PARIS — L'arrivée de Mme Edith Cresson à la tête du gouvernement français ne bouleversera pas les relations entre la France et le Québec mais elle améliorera sûrement l'atmosphère, estiment plusieurs observateurs à Paris.

Il n'existait qu'une d'atomes crochus en effet entre le premier ministre Robert Bourassa et son ancien homologue Michel Rocard, et leurs rapports, s'ils étaient corrects, étaient teintés d'une certaine méfiance.

« Il y avait quelques cadavres dans le placard », a rappelé un fonctionnaire du Quai d'Orsay, qui a demandé à garder l'anonymat.

Lors du référendum de 1980, M. Rocard avait pris position en faveur du 'Oui' dans une lettre confidentielle, qui avait fait les manchettes des journaux. Selon l'ex-ministre péquiste Claude Morin, c'est M. Bourassa qui avait orchestré cette fuite. M. Rocard lui en aurait toujours gardé rancune.

De son côté, le gouvernement Bourassa a toujours trouvé que l'ex-premier ministre français était trop proche des souverainistes. On estimait qu'il se laissait trop influencer par les péquistes, particulièrement par l'ex-députée générale du Québec à Paris, Mme Louise Beaudoin, dont il est très proche.

Dans l'immédiat donc, le départ de Michel Rocard permettra de dissiper tout malaise. Le nouveau « premier ministre » (le terme n'est pas féminin en France) est décrit comme une femme pragmatique et on ne lui connaît pas d'états d'âme particuliers sur la question québécoise. On croit de façon générale qu'elle et M. Bourassa s'entendront assez bien, les deux priorités de Mme Cresson — le développement économique et l'Europe de 1993 — étant les deux dadas du premier ministre québécois.

Au-delà de ces considérations cependant, la nomination de Mme Cresson, qui a effectué une visite au Canada en 1983 (en tant que ministre du Commerce extérieur), ne changera pas grand-chose aux relations institutionnelles entre la France et le

Québec. « L'orientation résolument économique qu'elles ont prises depuis quelques années sera maintenue, voire renforcée, estime-t-on à la Délégation générale du Québec, mais il n'y aura sûrement pas de changement de cap ».

L'arrivée d'une autre femme, Mme Chatherine Tasca, au poste de ministre déléguée à la Francophonie pourrait par ailleurs donner un nouveau souffle à ce dossier, à quelques mois du quatrième sommet francophone, qui se tiendra à Paris en novembre. Mme Tasca remplace l'historien Alain Decaux, qui avait de la chose francophone une vision plutôt romantique.

Tant du côté canadien que québécois, on se réjouit de la nomination de Mme Tasca, qui détenait jusqu'ici le portefeuille des Communications, pilotant notamment le dossier TV5.

« Nous voyons sa nomination d'un bon oeil », a-t-on indiqué à l'ambassade du Canada, pendant qu'à la délégation générale du Québec, on la décrivait comme « une amie du Québec ».

Dans le passé d'ailleurs, le Québec a maintes fois vanté ses mérites et son efficacité auprès des autorités françaises. Ces bons mots lui ont apparemment permis de demeurer au gouvernement. L'hebdomadaire satirique Le Canard enchaîné affirmait en effet la semaine dernière que Mme Tasca devait en bonne partie son poste aux interventions du

Le président François Mitterrand

aura peut-être ainsi trouvé l'occasion de faire plaisir — et à peu de frais — au gouvernement québécois. Il ne faudrait toutefois pas voir dans ce geste le signe annonciateur d'un quelconque changement de politique du gouvernement français face à la question canadienne. À ce chapitre, le mot d'ordre est toujours le même : « non ingérence et non indifférence » et « maintien d'une relation directe et privilégiée avec le Québec ».

Les choses en resteront là tant que le problème n'aura pas été réglé par les Québécois eux-mêmes. À ce chapitre, indique une source diplomatique française qui a voulu garder l'anonymat, le président Mitterrand voit l'éventualité d'un Québec souverain avec un « certain scepticisme, mais il n'a pas l'intention de laisser tomber le Québec quoiqu'il adienne ». Paris a d'ailleurs posé récemment plusieurs gestes pour contrer l'impression qu'il y avait relâchement dans les relations France-Québec. Le président Mitterrand a reçu à l'Élysée le nouveau délégué général André Dufour ainsi que le chef de l'opposition à l'Assemblée nationale, M. Jacques Parizeau. Le premier ministre Rocard devait pour sa part accueillir à l'Hôtel Matignon le sept juin le ministre québécois des Relations internationales, M. John Ciaccia. On ignore si Mme Cresson le recevra, pas plus qu'on ne sait d'ailleurs si elle effectuera la visite officielle que son prédécesseur devait faire au Québec en septembre.



Edith Cresson, premier ministre de France.

Pour une meilleure santé,
Cessez de fumer!



Le 4 juin, soyez du nombre!



Bénéficiez du recensement du Canada

Le 4 juin, remplissez et postez votre questionnaire du recensement. Vous aiderez ainsi votre communauté à obtenir sa juste part de fonds consacrés aux écoles, aux hôpitaux, aux services sociaux essentiels, au logement, à la voirie, au transport en commun, aux parcs, aux services de garde et aux services de police.

Toute information inscrite sur votre questionnaire de recensement est protégée par la loi et demeure confidentielle.

Le recensement n'a lieu qu'une fois tous les cinq ans. Voilà pourquoi il importe tant que vous soyez du nombre maintenant. Pour en faire partie, remplissez et postez votre questionnaire le 4 juin. Avec vous, le recensement prend tout son sens.

Si le 1^{er} juin vous n'avez pas reçu votre questionnaire de recensement ou pour toute autre question, composez, sans frais, le

1 800 267-1991

entre 9 h et 21 h, du jeudi 30 mai au vendredi 7 juin (sauf le dimanche).

Ottawa n'a pas encore résolu le problème des expropriés du parc Kouchibouguac

Huguette Young

de la Presse Canadienne

OTTAWA — La crise des expropriés du parc national Kouchibouguac au Nouveau-Brunswick n'a pas fini de faire des siennes.

Vingt-deux ans après la création de ce parc en 1969 par les libéraux, un groupe d'expropriés exige toujours la tenue d'une commission royale d'enquête pour déterminer si la création du parc était légale.

Le ministre responsable du dossier, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration, Bernard Valcourt, n'est toutefois pas enclin à pencher en faveur d'une telle commission, a-t-il confié la semaine dernière à La Presse Canadienne.

« La solution n'est pas là, a-t-il indiqué. Ces gens-là veulent une commission royale d'enquête. Ce n'est pas qu'ils veulent blâmer quelqu'un, c'est qu'ils veulent planifier leur avenir. Et ils veulent voir si certains peuvent retourner vivre à l'intérieur de ce parc ».

M. Valcourt a promis de répondre à la requête des expropriés dès la rentrée parlementaire en septembre dernier mais sa réponse se fait toujours attendre.

Le premier ministre Brian Mulroney avait également promis de donner suite à cette affaire lorsqu'il avait participé à une tribune téléphonique à Radio-Canada, à Moncton, le 7 mai 1988, rappelait récemment le président du comité des expropriés Rhéal Vautour.

« Je tiens toujours à cœur cette promesse faite sur les ondes de Radio-Canada, écrivait M. Vautour dans une lettre datée du 9 mai adressée au premier ministre, et voilà déjà que trois années se sont écoulées ».



PHOTO PC

Bernard Valcourt

M. Vautour rappelle dans cette lettre dont La Presse Canadienne a obtenu copie, qu'il compte sur le gouvernement Mulroney « pour corriger les injustices de Kouchibouguac » à l'instar du cas des expropriés de Mirabel.

Or, M. Valcourt souligne qu'il attend de son côté la position du ministre de l'Environnement Jean Charest qui est responsable des parcs nationaux, avant de prendre une décision finale.

« Je veux des réponses avant de me faire dire qu'il n'y aura pas de commission royale d'enquête », a expliqué le ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Au départ, toutefois, M. Valcourt qui est originaire de la région d'Edmundston, au Nouveau-Brunswick, a

répété qu'il n'est pas du tout convaincu qu'une telle commission apporterait un éclairage nouveau sur cette situation délicate « qui a été étudiée par tout le monde et son père », a-t-il rappelé.

Selon M. Vautour, le premier ministre libéral du Nouveau-Brunswick Frank McKenna a apparemment écrit au premier ministre Mulroney pour lui conseiller de clore le dossier. Mécontent, M. Vautour a répliqué que M. McKenna « devait se mêler de ses affaires ».

M. Valcourt admet que le cas des expropriés de Mirabel a bel et bien été réglé mais que la situation de Kouchibouguac est différente.

À Kouchibouguac, a-t-il opiné, à Mirabel, on avait exproprié un trop grand nombre de gens, alors qu'à Kouchibouguac, il s'agit plutôt d'une question de justice sociale.

« C'est le problème d'avoir pris des gens enracinés sur leur lopin de terre pour des centaines d'années quasiment, et de les avoir sorti de là », a précisé M. Valcourt qui connaît bien le dossier de Kouchibouguac.

D'ailleurs, il ne voit aucune raison pour quoi les expropriés n'auraient pas le droit de revenir s'installer sur leurs terres, comme l'a fait Jackie Vautour, le plus récalcitrant des expropriés de Kouchibouguac.

M. Rhéal Vautour du comité des expropriés reste toutefois ferme sur ses positions. Selon lui, la création d'une commission royale d'enquête permettrait d'étaler au grand jour les injustices commises à l'endroit des expropriés.

La plupart des quelque 230 familles d'expropriés ont été indemnisées mais bon nombre d'entre elles préféreraient reprendre possession de leurs terres à l'intérieur du parc.

L'importation de viande avariée du Canada fait encore jaser à Washington

Maurice Girard

de la Presse Canadienne

WASHINGTON — Un membre du Congrès américain a des doutes sur les connaissances que l'ambassadeur du Canada à Washington a du dossier des présumées exportations canadiennes de viande avariée aux États-Unis.

Dans une interview accordée la semaine dernière à La Presse Canadienne, le représentant Byron Dorgan, du Dakota du Nord, écarte du revers de la main les objections soulevées la semaine dernière par M. Derek Burney, qui reproche aux inspecteurs américains de ressasser de vieilles histoires sur de pseudo-arrivages de viande impropre à la consommation, faits par des salaisons canadiennes peu scrupuleuses.

« L'inspecteur Lehman, de Sweetgrass, et d'autres inspecteurs du Dakota du Nord, avec qui j'ai parlé, me disent qu'ils refusent un bon pourcentage de la viande en provenance du Canada. Ils soupçonnent cependant qu'une portion de cette viande avariée réussit à passer », affirme M. Dorgan, reconnu au Capitole comme un protectionniste, qui s'est battu contre le libre-échange avec le Canada et un projet semblable avec le Mexique.

Le congressiste reprend à son

compte les accusations des inspecteurs américains, qui ont décrit dans des termes crus devant un comité du Congrès l'état de certaines cargaisons qui provenaient pratiquement toutes d'une seule salaison, située en Alberta.

« On retrouve des caillots de sang, des veines et des morceaux d'os dans cette viande. En somme, de la viande impropre à la consommation. Si on procède à l'inspection, c'est justement pour protéger le consommateur. En l'absence de toute autre preuve, on devrait écouter les inspecteurs. S'ils recommandent que des milliers de tonnes de viande en provenance du Canada soient rejetées, on devrait alors suivre leurs conseils », propose M. Dorgan.

La semaine dernière, l'ambassadeur Burney déclarait que le M. Lehman avait fait « pas mal de chemin avec les mêmes ragots. Le Canada n'a pas à avoir honte du dossier des exportations de viande aux États-Unis ».

Byron Dorgan réplique à son tour : « L'ambassadeur du Canada est peut-être un homme bien, qui porte chemise blanche, veston sport et boutons de manchettes français, mais il ne se trouve pas sur place, dans les postes frontaliers, à inspecter la viande ».

Ainsi, en dépit des rapports de bon voisinage, le ton monte parfois entre

Canadiens et Américains. M. Dorgan n'est pas le seul à s'en prendre à l'ambassadeur du Canada. Il y a quelque temps, le secrétaire à l'Agriculture, M. Edward Madigan, a eu une première rencontre houleuse avec M. Burney, d'où il est ressorti plus convaincu que jamais de prendre à cœur les intérêts des agriculteurs américains.

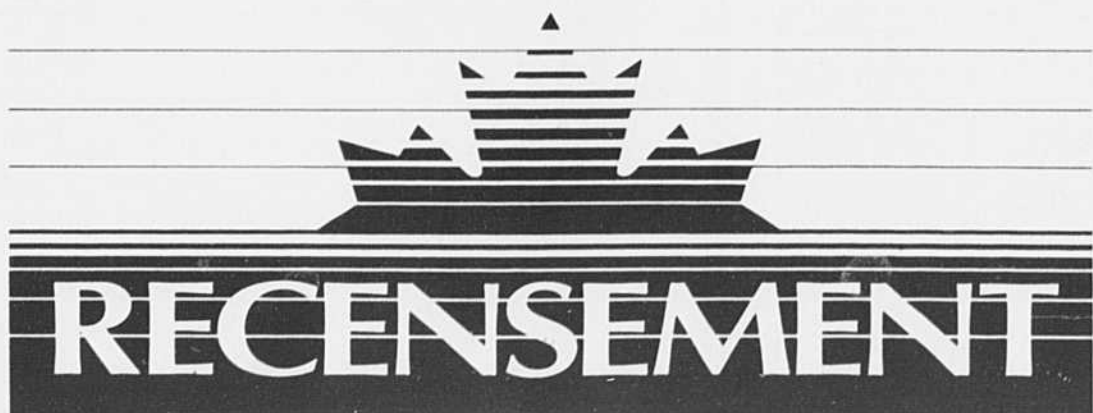
Pourtant, depuis l'arrivée du Parti conservateur au pouvoir en 1984 à Ottawa, le Canada a amorcé un rapprochement avec les États-Unis qui s'est traduit par la signature de l'accord de libre-échange, un autre sur les pluies acides, un appui d'Ottawa à la politique extérieure américaine dans le golfe Persique et, dit-on dans les cercles diplomatiques à Washington, une franche camaraderie, sinon amitié sincère, entre le premier ministre Brian Mulroney et le président George Bush. L'an prochain, on ajoutera possiblement un autre accord de libre-échange, comprenant cette fois-ci le Mexique.

Mais ce bon voisinage entre les deux plus importants partenaires commerciaux au monde ne se transpose pas à tous les niveaux. Les conflits commerciaux se multiplient : bois d'œuvre, porc, fabrication de limousines, exportations de céréales, homard et, depuis quelques jours, la viande avariée.

Jusqu'à présent, les « adversaires » ont résisté à la tentation de céder aux attaques personnelles. Appelé à commenter la semaine dernière les propos de M. Dorgan, le porte-parole de l'ambassade, M. Malcolm McKechnie, a simplement fait valoir : « M. Burney ne porte pas de boutons de manchettes française ».

Qui Sait ...

si vous n'en profitez pas vous même?



Statistique Canada / Statistics Canada

Canada

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

Le parti du Congrès se cherche un leader

NEW DELHI (AFP) — Le parti du Congrès (I) toujours plongé dans un total désarroi par la mort de son président Rajiv Gandhi et le refus de sa veuve Sonia de prendre la relève de la dynastie Nehru-Gandhi, a annoncé qu'il se réunirait mercredi pour choisir un nouveau président.

Incapables de se mettre d'accord sur une personnalité capable de conduire le parti à la campagne des élections législatives qui reprendra en juin, les dirigeants du plus vieux parti politique indien espéraient toujours durant le week-end pouvoir convaincre Mme Sonia Gandhi de changer d'avis, malgré son clair refus il y a quatre jours.

Un porte-parole a expliqué hier que rien de définitif ne pouvait être décidé jusqu'à mercredi car les cadres du Congrès étaient occupés aux préparatifs du voyage des cendres de M. Gandhi, assassiné mardi dans un attentat dans le sud du pays, vers Allahabad, berceau de la famille Nehru-Gandhi, où elles seront dispersées.

« Les consultations se poursuivent », a dit le porte-parole M. Pranab Mukherjee. Il a ajouté que de nombreuses personnalités du Congrès avaient lancé des appels à Mme Gandhi lui demandant de réexaminer sa décision.

Mme Sonia Gandhi, 44 ans, Italienne de naissance, a été élue à l'unanimité présidente du parti au lendemain de la mort de son mari, mais a refusé le poste en invoquant le drame qui avait frappé sa famille. Discrète et connue pour son aversion à l'égard de la politique, elle n'a jamais eu le moindre rôle politique, se contentant d'aider Rajiv lors de ses campagnes électorales dans sa circonscription d'Amethi.

« La décision du comité directeur du Congrès d'élire Mme Gandhi a le soutien de tous les membres du Congrès dans le pays », a affirmé de son côté un des dirigeants du parti, M. Arjun Singh.

Mais le choix du Congrès a été vivement critiqué par ses opposants, publiquement ou en privé, ainsi que

par la presse. Ils y ont vu d'une part une tentative pour masquer ses désaccords internes et d'autre part la révélation de l'absence de toute personnalité capable de faire le poids.

La tâche du Congrès est d'autant plus délicate qu'il doit reprendre, dès la fin du deuil d'une semaine décrétée en Inde après la mort de M. Gandhi, sa campagne pour les dernières étapes des élections législatives, repoussées aux 12 et 15 juin.

Avant l'attentat, le Congrès semblait devoir remporter le maximum de sièges lors des élections, dont un premier jour de scrutin avait eu lieu dans une partie du pays lundi dernier. Rajiv Gandhi, dont les portraits pour la campagne sont encore affichés partout dans le pays, était souvent présenté comme le futur premier ministre, un poste qu'il a occupé de 1984 à 1989.

Le Congrès avait commencé sa campagne sur le thème de la stabilité, invoquant le fait qu'il avait su gouverner l'Inde pendant quarante ans, et que les brèves tentatives de l'opposition s'étaient toujours soldées par un fiasco. Mais les incertitudes actuelles risquent d'ébranler cette image.

Si Mme Gandhi renouvelle son refus, le parti pourrait choisir un président intérimaire jusqu'aux élections, et le choix pourrait se porter sur l'ancien ministre des Affaires étrangères M. P.V. Narasimha Rao, un proche de Mme Indira Gandhi.

La police, par ailleurs, s'efforçait toujours hier d'identifier une femme dont le corps déchiqueté par l'explosion qui a tué M. Gandhi a été retrouvé sur le lieu de l'attentat, à Sriperumpudur, un village du Tamil Nadu.

Selon la police citant les récits de témoins et s'appuyant sur une photo prise juste avant l'attentat, la femme, transformée en bombe vivante avec des explosifs très malléables incorporés dans ses vêtements, aurait déclenché un dispositif provoquant l'explosion au moment où elle offrait une guirlande de fleurs à M. Gandhi.



Le fils de Rajiv Gandhi, Rahul, a transporté les cendres de son père hier lors d'une cérémonie religieuse. Les cendres seront dispersées dans le Gange.

Selon divers témoignages publiés par la presse, la femme serait parvenue sans autorisation à s'infiltrer dans un petit groupe placé sur le parcours de l'ancien premier ministre, sous le prétexte de lui offrir une guirlande de fleurs. C'est alors que l'explosion aurait eu lieu.

Les soupçons se sont immédiatement portés vers le LTTE (Tigres pour la libération de l'Eelam tamoul), qui lutte pour l'indépendance

du nord et de l'est du Sri Lanka, séparé par un étroit bras de mer du Tamil Nadu.

Les enquêteurs cités par la presse ont fait état de nouveaux indices durant le week-end à l'appui de cette thèse, notamment le fait que l'explosif utilisé, du RDX, était selon eux le même que celui qui a tué le 2 mars dernier le ministre sri lankais de la Défense Ranjan Vijeratne, à Colombo.

Castro accueille les derniers soldats cubains d'Angola

LA HAVANE (Reuter) — Les derniers soldats cubains rapatriés d'Angola ont été accueillis à La Havane par un salut, une poignée de main et une tape dans le dos de Fidel Castro.

Samedi soir, lors d'une cérémonie discrète mais empreinte d'émotion, le Lider Maximo, vêtu de son habituel treillis vert olive, a salué chacun des 119 soldats à leur descente d'un Iliouchine de la compagnie aérienne nationale.

« Commandante, la mission que vous nous avez confiée en Angola a été couronnée de succès », a déclaré au chef de l'État le général Samuel Rodiles, dernier militaire à descendre d'avion, avant une chaleureuse accolade.

Le général Rodiles, dernier commandant des forces cubaines en Angola, était flanqué de deux soldats dont l'un portait le drapeau cubain et l'autre l'étendard du corps expéditionnaire.

L'arrivée du dernier Iliouchine a mis fin à 16 ans de présence militaire cubaine en Angola en soutien au gouvernement marxiste de Luanda, parvenu au pouvoir à la faveur de l'indépendance de l'ancienne colonie portugaise en 1975.

Le contingent cubain, qui a atteint 50 000 hommes dont 2000 ont payé de leur vie l'engagement internationaliste de La Havane, a été rapatrié conformément à un accord de paix régional signé en décembre 1988 sous les auspices des Nations unies.

Au total, plus de 400 000 Cubains se sont relayés en Angola.

L'intervention de Cuba n'a pas empêché le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA, au pouvoir) de renoncer progressivement à l'orthodoxie marxiste pour embrasser le multipartisme et le libéralisme économique.

Le président angolais José

Edouardo dos Santos paraphra à Lisbonne, le 31 mai, un accord de paix avec le chef rebelle Jonas Savimbi, dont l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) pro-américaine combattait le MPLA et le contingent cubain depuis 1975.

La fin de la guerre froide a permis de relancer le processus de paix entre les deux belligérants angolais.

Aux côtés du Lider Maximo se tenait son frère, Raul, ministre des Forces armées, ainsi que le général Ulises Rosales, chef d'état-major interarmes.

« Pour Fidel, pour Raul, pour le Parti (communiste), pour le socialisme, pour l'internationalisme, nous avons fait notre devoir, nous avons fait notre devoir », a chanté un groupe de soldats en descendant de l'avion.

« Cela valait la peine », a déclaré un des vétérans, le lieutenant-colonel Luis Baez.

Beaucoup avaient la poitrine bardée de médailles. Certains portaient des drapeaux cubains et angolais, et des photos de Castro et de Che Guevara, qui avait conduit l'un des premiers groupes de soldats cubains internationalistes en Afrique au début des années 1960.

Le général Rodiles a déclaré être fier d'être le dernier militaire cubain à quitter l'Angola. « Les résultats sont là : nous avons aidé les pays africains à se sentir plus indépendants et plus libres », a-t-il dit.

Il a ajouté que la présence cubaine avait contribué à l'accession de la Namibie à l'indépendance, après 70 ans de domination sud-africaine.

Les soldats ont été exhortés par leurs supérieurs à se tourner vers un nouveau front : la lutte pour la survie économique et politique de Cuba dans un monde hostile.

L'opposition camerounaise baisse le ton

DOUALA (Reuter) — L'opposition a choisi de mettre un bâton dans la roue de la campagne contre le président Paul Biya, écartant les risques immédiats de guerre civile au Cameroun.

Mais ses dirigeants lui ont donné jusqu'au 13 juin pour se prononcer sur leur revendication première, la convocation d'une conférence nationale sur des réformes constitutionnelles.

Au cours de débats qui ont duré plus de 24 heures, les chefs de l'opposition sont convenus de n'appeler à la grève qu'une journée par semaine. Ils ont renoncé à convoquer eux-mêmes la conférence nationale si le chef de l'État ne le faisait pas.

Le président Biya a placé la plus grande partie du territoire sous contrôle militaire spécial vendredi pour ramener le calme dans des régions où l'appel à la désobéissance civile lancé par l'opposition a été très suivi.

Le porte-parole de l'opposition, Alexandre Taku, a vu dans cette mesure une étape vers la proclamation

de l'état d'urgence.

L'un des dirigeants de l'opposition, John Fru Ndi, a déclaré que le refus de Paul Biya de démissionner ou d'organiser une conférence nationale risquait de provoquer une guerre civile au Cameroun, où les tensions ethniques s'aggravent.

La tribu du président, les Bétis du sud, pourraient dans ce cas affronter le reste du pays. On craint également un conflit entre les musulmans du nord et les habitants du sud.

Les Bétis, qui représentent 10 % des 12 millions de Camerounais, tiennent les postes clés de l'armée.

Des habitants du nord ont fait état de violences commises dans la région, qui ont amené certains immigrants à retourner au sud.

Un porte-parole de l'opposition a cependant dit hier que l'assouplissement de la campagne contre Paul Biya répondait à des signes d'ouverture du président à propos des négociations sur la constitution.

Les opposants ont conclu leurs

pourparlers par un communiqué réconciliant les points de vue radicaux et modérés.

Outre la tenue d'une conférence nationale, ils demandent le retrait immédiat des militaires déployés dans plusieurs villes et à l'université de Yaoundé, la libération des militants arrêtés et celle d'un dirigeant politique qui aurait été enlevé par des agents du gouvernement.

Ces exigences sont cependant considérées comme insuffisantes par le principal parti d'opposition, le Front social-démocrate (FSD), qui est aussi le mieux organisé.

Ses membres, dont beaucoup sont anglophones, vont jusqu'à envisager une sécession de leurs régions si le chef de l'État continue de refuser le dialogue.

« Je pense que la conférence nationale n'est qu'une revendication mineure. Le FSD et les anglophones demanderont ensuite un système fédéral », estime le journaliste Boh Herbert.

La région qui sert de base populaire au FSD correspond à l'ancien Cameroun britannique, riche en pétrole, qui produit l'essentiel des denrées alimentaires du pays.

Elle a fusionné avec le Cameroun français il y a 19 ans, à la faveur d'un référendum. Beaucoup d'anglophones considèrent aujourd'hui que leur région n'en a retiré aucun avantage.

Victoire socialiste en Espagne

MADRID (AFP) — Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE, au pouvoir) sort vainqueur des élections municipales qui ont eu lieu hier en Espagne, en obtenant 39,8 % de voix après le dépouillement de 50,42 % des votes émis, a affirmé le ministre espagnol de l'Intérieur, M. José Luis Corcuera.

Si les chiffres officiels se confirment à l'issue du dépouillement de

la totalité des votes émis, le PSOE gagnerait plus de deux points par rapport aux précédentes élections locales de 1987.

Le principal parti de l'opposition, Parti populaire (PP, conservateur), progresse quant à lui de deux points, de 20,3 % à 22,37 % des suffrages. Izquierda Unida (IU, Gauche unie) passe de 6,9 % en 1987 à 9,19 % des voix.



Zviad Gamsakhourdia a voté hier à Tbilissi.

Avance de Gamsakhourdia en Géorgie

TBILISSI (Reuter) — Le dirigeant nationaliste Zviad Gamsakhourdia est très largement en tête du premier tour des élections présidentielles qui a eu lieu hier en Géorgie, selon les premières estimations.

« La tendance est clairement pour Gamsakhourdia », a déclaré Artil Tchirakadze, président de la commission électorale de la république soviétique. « J'insiste sur le fait que ces chiffres sont des résultats tout à

fait provisoires. Mais ils se répètent dans toutes les régions du pays. »

Dans certains quartiers de la capitale, Tbilissi, Zviad Gamsakhourdia remporte entre 75 et 90 % des suffrages exprimés.

À 52 ans, le chef de l'Alliance de la Table ronde partait grand favori de ce scrutin au suffrage universel direct, premier du genre en URSS.

Pendant sa campagne, menée sur le thème d'une indépendance totale

de la Géorgie envers Moscou, il a décrit comme autant d'agents du Kremlin les cinq autres candidats, pourtant tous ralliés à la déclaration de souveraineté de la république.

Cet ancien détenu politique jouit d'importants pouvoirs depuis son élection à la tête du Parlement géorgien, l'an dernier, mais la victoire lui donnerait une plus grande autorité pour l'adoption de mesures radicales.

RÉSULTATS
l o t o - q u é b e c

Banco		Le Mini		6/49	
Tirage du 91-05-24		Tirage du 91-05-24		Tirage du 91-05-24	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
6 9 1 2 5 7	50 000 \$	2 1 0 6 1 3	100 000 \$ *	2 1 0 6 1 3	100 000 \$ *
9 1 2 5 7	5 000 \$	1 0 6 1 3	1 000 \$ *	1 0 6 1 3	1 000 \$ *
1 2 5 7	250 \$	0 6 1 3	100 \$ *	0 6 1 3	100 \$ *
2 5 7	25 \$	6 1 3	25 \$ *	6 1 3	25 \$ *
5 7	5 \$	1 3	5 \$ *	1 3	5 \$ *
6 9 1 2 5 7	1 000 \$				
6 9 1 2	100 \$				
6 9 1	10 \$				

Prochain tirage: 91-05-27

Quotidienne

Tirages du	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI
91-05-20 au 91-05-25	690	285	094	302	400	859
	3144	1230	6988	0848	0544	9635

INTER PLUS

NUMÉROS	LOTS
1 6 3 7 3 3	250 000 \$
6 3 7 3 3	2 500 \$
3 7 3 3	250 \$
7 3 3	25 \$
3 3	10 \$
NUMÉROS MOBILES	
5 4 5 7 2	1 000 \$
1 1 3 6	100 \$
4 1 3	25 \$

Extra

NUMÉROS	LOTS
1 2 3 7 2 4	100 000 \$
2 3 7 2 4	1 000 \$
3 7 2 4	250 \$
7 2 4	50 \$
2 4	10 \$
4	2 \$

PROMO

NUMÉROS DÉCOMPOSABLES	NUMÉROS	LOTS	
1147498	500 000 \$	4149730	250 000 \$
147498	5 000 \$	149730	5 000 \$
47498	500 \$	49730	500 \$
7498	100 \$	9730	100 \$
498	25 \$	730	25 \$
98	5 \$	30	5 \$
NUMÉROS NON-DÉCOMPOSABLES	LOTS	NUMÉROS	LOTS
100 000 \$	4751972		
50 000 \$	2770955	4146767	
5 000 \$	1088465	1929769	2594497
	1097512	2254384	3029271
	1142372	2353179	3158345
	1382779	2427180	3597066
	1833136		4973004

Le billet donne droit à 4 tirages consécutifs

SELECT

Tirage du 91-05-25	No complé- mentaire	
6 8 10 17 24 40	21	
GAGNANTS	LOTS	
6/6	0	500 000,00 \$
5/6+	1	27 685,40 \$
5/6	46	401,20 \$
4/6	1 974	42,00 \$
3/6	31 017	5,00 \$
VENTES TOTALES:	1 068 128,00 \$	
PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF):	550 000,00 \$	
PROCHAIN TIRAGE:	91-06-01	

6/49

Tirage du 91-05-25	No complé- mentaire	
2 23 28 32 33 47	44	
GAGNANTS	LOTS	
6/6	0	2 594 138,00 \$
5/6+	7	111 177,30 \$
5/6	258	2 413,10 \$
4/6	15 329	77,80 \$
3/6	304 085	10 \$
VENTES TOTALES:	18 286 947,00 \$	
PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF):	5 000 000,00 \$	
PROCHAIN TIRAGE:	91-05-29	

T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Addis Abeba encerclée par les rebelles

ADDIS ABABA (Reuter) — Des coups de feu ont retenti hier soir à Addis Abeba et une colonne de douze chars gouvernementaux a fait mouvement vers le palais présidentiel, rapportent des témoins.

On ignore l'origine de ces fusillades. La capitale est encerclée par les rebelles du FDRPE (Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien), coalition de quatre mouvements rebelles, qui semblent attendre, avant un assaut final, la tenue de pourparlers de paix à Londres.

Le son de fusils automatiques a retenti à la tombée de la nuit, dans les collines entourant le palais présidentiel. Aucune bataille rangée ne semblait s'être déclenchée.

Ces dernières nuits, plusieurs coups de feu ont déjà retenti dans les rues de la capitale, tirés par des miliciens chargés de faire appliquer le couvre-feu.

Dans un communiqué diffusé hier soir, le FDRPE a averti qu'aucun avion ne devait décoller de l'aéroport d'Addis Abeba, à portée de ses canons lourds.

Les principaux points stratégiques de l'Éthiopie sont désormais sous contrôle rebelle. Les combattants du FDRPE ne sont plus qu'à 12 km de la capitale en certains endroits.

Ils se sont emparés de la base aérienne de Debre Zeit, située à 50 km au sud d'Addis Abeba. Le commandant de l'opération, Gebre Tsedek, a dit au correspondant de Reuter Ai-

dan Hartley : « Militairement, nous pourrions entrer à Addis Abeba n'importe quand. Mais nous attendons de voir ce que donnera la conférence de Londres ».

La base abrite des dizaines de MiG, d'Antonov et d'hélicoptères, et sa prise neutralise l'armée de l'air éthiopienne.

De son côté, le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE), allié du FDRPE, a pris le contrôle du port d'Assab, sur la Mer rouge. Le gouvernement a ainsi perdu son dernier port, par où transitait la majeure partie de l'aide internationale destinée aux populations menacées par la famine.

Avant la chute d'Assab, les troupes gouvernementales avaient capitulé devant le FPLE vendredi à Asmara, capitale de l'Érythrée. Cent mille soldats étaient isolés dans cette région depuis l'année dernière.

La marine de guerre éthiopienne s'est en outre réfugiée au Yémen. « Nous pensons qu'il s'agit de la totalité de la flotte », a dit un responsable yéménite à propos des douze navires éthiopiens arrivés hier matin dans le port de Mocha, dans le sud du Yémen, avec 3000 personnes à bord.

Devant l'avance des rebelles, le président Mengistu Haile Mariam s'est enfui en exil mardi.

Environ 10 000 Éthiopiens, civils et militaires, ont trouvé refuge ce week-end à Djibouti, rapportait hier la radio djiboutienne.

La guerre en Éthiopie

Une opposition aux multiples visages

Catherine Simon

Le Monde

C'EST EN 1962, au moment où la plupart des pays africains, après des années de lutte contre le pouvoir colonial, accèdent à l'indépendance, que s'allumaient les premiers foyers de la guerre d'Érythrée. Cette année-là, l'empereur Haïlé Sélassié décidait, au mépris des résolutions votées par les Nations unies quelque dix ans plus tôt, d'annexer cette ancienne colonie italienne. Faisant fi du statut fédéral et de semi-autonomie dont jouissait l'Érythrée, le Négus la réduisit brutalement au rang de simple province.

Le renversement de l'empereur par la junte marxiste du « camarade », Mengistu, en 1974, n'aura semé qu'un bref espoir parmi les maquisards nordistes. D'abord soutenus par les Soviétiques, les irrédentistes érythréens seront soudainement « lâchés » par Moscou en 1978, lors de la guerre de l'Ogaden qui oppose l'Éthiopie et la Somalie. Ils se tournent alors vers les pays arabes, les émirats et l'Arabie saoudite notamment. Ces derniers, trop heureux de pouvoir maintenir l'insécurité dans ce bastion du christianisme et du marxisme que représentait, à leurs yeux, le régime d'Addis-Abeba, ne lésineront pas sur leur aide à la guérilla.

À l'issue d'une douloureuse épreuve — qui conduisit la plupart des dirigeants du Front de libération de

l'Érythrée (FLE) à se réfugier au Soudan — le Front populaire de libération de l'Érythrée (FPLE) reste, aujourd'hui, le seul en piste. Débarassé — vents d'Est obligent — de son jargon marxiste, le FPLE fonctionne en Érythrée comme un véritable parti-État.

Tout en continuant à plaider officiellement la cause d'un « référendum d'autodétermination », le FPLE ne fait pas mystère de ses orientations « nationalistes », favorables à l'indépendance. La presque totalité du territoire rebelle est, depuis cinq ans, sous contrôle du FPLE. Une dizaine de « départements » font office de ministères. La branche humanitaire du FPLE, l'ÉRA, complète efficacement ce « gouvernement », que chapeautent un comité central de 77 membres et un bureau politique plus restreint d'une dizaine de membres. Malgré d'inévitables divisions internes (entre chrétiens et musulmans, en particulier), la puissante guérilla érythréenne peut se targuer de son ancienneté et de son expérience. Elle ne manquera pas d'en jouer lors des prochaines négociations de Londres.

À l'inverse de ses voisins d'Érythrée, les maquisards de la province du Tigré — l'ancienne de l'Abyssinie — n'ont fondé leur mouvement qu'en février 1975, après la chute de l'empereur. Le Front populaire de libération du Tigré (FPLT) ne revendique pas l'indépendance. Prônant l'avènement d'une Éthiopie démoc-

ratique, déterminé à redonner toute sa place à une province que les précédents régimes ont volontairement confinée dans le sous-développement, le FPLT est le mouvement d'opposants le plus redouté par le pouvoir central.

Les membres de la tribu Amhara, soutiens traditionnels des « jacobins » installés à Addis-Abeba, craignent plus que tout la revanche des anciens parias du Tigré. Ce n'est pas un hasard si l'actuel premier ministre, M. Tesfaye Dinka, nommé en catastrophe il y a moins d'un mois, est d'origine tigréenne. Cela risque, cependant, de ne pas suffire à calmer les passions. Les dirigeants du FPLT, qui ont longtemps affichés leurs sympathies pour Staline et pour l'Albanie d'Enver Hoxha, ont été bien souvent moqués — y compris par leurs cousins d'Érythrée — à cause de leur « archaïsme » idéologique. La Ligue marxiste-léniniste du Tigré (LMLT), créée en 1985, constitue un des derniers fiefs des tenants de l'afro-communisme.

Son influence, encore dominante au sein du FPLT, commence cependant à être fortement contestée. Plus démunis que les Érythréens, les rebelles du Tigré n'en ont pas moins marqué, depuis 1987, des victoires décisives contre l'armée gouvernementale.

Depuis près de deux ans, grâce aux accords de coopération militaire conclus avec le FPLE, la province

est passée entièrement sous contrôle du FPLT. Au fur et à mesure de leur progression vers Addis-Abeba, les guérilleros tigréens ont été forcés de nouer — avec plus ou moins de bonheur — de nouvelles alliances avec les populations « ralliées » à leur cause. C'est ainsi qu'est né le Front populaire révolutionnaire et démocratique éthiopien (FPRDE), officiellement composé de quatre mouvements armés, mais que dirige, de fait, le FPLT. Parmi les faibles alliés, figure le Front de libération Oromo (FLO). Bien qu'il dispose, comme les Tigréens et les Érythréens, d'un bureau à Khartoum, au Soudan, le FLO n'a d'autre choix, jusqu'à présent, que de jouer les forces d'appoint.

Face aux mastodontes érythréens et tigréens, les maigres troupes d'opposants qui commencent à relever la tête à Addis-Abeba pèseront aussi d'un moindre poids. Quant aux exilés, qui tentent de faire renaître l'ancien Parti révolutionnaire du peuple éthiopien — dont les militants furent les principales victimes de la « terreur rouge » de 1978, aux côtés des militants marxistes-léninistes du Meison —, il leur faudra attendre encore longtemps avant de pouvoir faire entendre leurs voix. Les négociations sur l'avenir politique de l'Éthiopie ne s'engageront pas, en effet, avant qu'un cessez-le-feu ne soit conclu entre les guérillas et le « nouveau » régime.

LES ANNONCES CLASSÉES 286-1200

INDEX DES REGROUPEMENTS DES RUBRIQUES

100-199 Immobilier — Résidentiel

200-299 Immobilier — Commercial

300-399 Marchandises diverses

400-499 Offres d'emploi

500-599 Services

600-699 Véhicules automobiles

900-999 Avis

LES ANNONCES CLASSÉES DU DEVOIR

Du lundi au vendredi de 8h30 à 16h00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14h30 pour l'édition du lendemain.

Pour placer votre annonce par la poste: C.P. 6033, succ. Place d'Armes, Mtl, H2Y 3S6

NOUS ACCEPTONS

PAR TÉLÉPHONE

286-1200

101 Propriétés à vendre

OUTREMENT: cottage familial, 4 ch., semi-déjà, boiseries, 2 foyers, s/sol fini, bibliothèques, garage, syst. d'alarme, patio, prox. métro, commerces, institutions. Sans intermédiaire. 273-2046

103 Propriétés à l'extérieur de Montréal

A STE-ADÈLE Secteur paisible. Belle propriété, très éclairée, 7 pièces, foyer, tourbillon. 1-229-6777.

103 Propriétés à l'extérieur de Montréal

AHUNTSIC: bas duplex en copropriété divisé située au 221 boul. Gouin est, r.d.ch. + s/sol, exclusivité cour arrière. Quartier calme, beaucoup d'arbres, près parc Nicolas Viel et piste cyclable, à 5 min. de marche du métro H. Bourassa et à proximité d'excellentes écoles et 2 cégeps. 383-3676 rés. 434-0306 bureau

105 Propriétés à louer

AHUNTSIC-CRÉMAZIE Maison 6½, possibilité sous-sol, près de tout. Idéal pour professionnels. 387-9896

BROSSARD, secteur T, 6½ non chauffé, secteur recherché, près autobus, 800/5 mois, 465-6245

MÉRICIER, 15 rue Laval, maison neuve jamais habitée, à louer ou à vendre, 5505, 454-7270

ST-LEONARD, bungalow, 3 + 2 c.c., 2½ s/bains, s/dol fini, garage, climatisation, grande cour 1000\$, 739-0541

105 Propriétés à louer

ILE DES SOEURS: Maison de ville, 3 c.c., cuisinière, réfrigérateur, lavavais., lav/séch., 1½ s/bains, garage, entièrement refait à neuf, jardin, 1 000 \$/mois. Chauffage non inclut. Libre 1er juin. 768-7424

118 Copropriétés à vendre

LAC BROME Manoir Inverness. Éléante copropriété de style loyaliste, dans rare ensemble riverain. 1 100 pi.ca. plus terrasse, 2 ch., 1 s/bains, 5 appareils ménagers, foyer, grands rangements. Tous services incluant 2 piscines, marina, tennis, entretien extérieur. Copropriétaires soigneux, confort, sécurité, tranquillité. A moins de 30 minutes de centres de ski, golf en développement en annexe. Loisirs quatre saisons. Libre immédiatement. Prix: 125 000 \$ Sur rendez-vous: jour: 887-3838, soir: 388-2704.

121 Condos à louer

ANGUS - RSMT Magnifiques condos 4½ + 5½, lave-vaisselle incl. Occupation juillet, 590\$ à 640\$. 526-1147.

LONGUEUIL Luxueux 4½, relié métro Longueuil. Piscine intérieure, bar, gym, sauna, stat. intérieur. Vue fleuve et Mt. 900 \$ 671-3285.

PIERREFONDS, 4½ pièces, vue sur rivière, tapis mur à mur, poêle, frigo, laveuse, sècheuse, draperies, air conditionné, foyer, près du train CN, prix 115 000 \$, 683-1878.

122 Condos à vendre

PRÈS HÔPITAL MAISONNEUVE-ROSEMONT Condo de prestige, tout le Métro. Belle vue, vue dégagée et superbe sur ville et boisé protégé, lumière. Intérieur 1 500 pi.ca. plus terrasse près de 400 pi.ca. 2 s/bains, 2 garages intérieurs. Tous services incluant saunas, piscines intérieure et extérieure, bain tourbillon, salle d'exercices. Construction de qualité, conciergerie résident, copropriétaires responsables, sécurité, confort, proximité de toutes artères. Libre immédiatement. Prix: 210 000 \$ Sur rendez-vous: jour: 887-3838, soir: 388-2704.

125 Chalets à louer

EVADEZ-VOUS au cœur des Cantons de l'Est. Un chalet de 6 pièces, 3 chambres à coucher et étagère cédre, 3 chambres à coucher et étagère cédre, 335-5399.

141 Maisons de campagne à vendre

STE-PÉTRONILLE ILE D'ORLÉANS Spacieuse et chaleureuse. Maison ancienne, rénovation, foyer, superbe vue sur le fleuve. Grande véranda. Calme. 140 000 \$ (1418) 228-9553.

VERMONT, endroit prestigieux sur le Lac Champlain, couchers de soleil fabuleux, 50 min. de Mtl, maisons neuves, 3 c.c. à 2½ s/bains, garage double, chauff. électr., foyer, poêle à bois, 802-796-3453.

160 App. et log. à louer

A & A App.: Outremont/Rosemont C.D.N. Parc Extension. Mtl-Nord. Choix d'étages et grandeurs. 725-2222

ALONGUEUIL 1822 Marquette, 4½ à louer pour personne sérieuse et tranquille, 670-2792.

AHUNTSIC-SAUVE Grand 3½, frais peint, chauff. libre imm. 4½ chauffés, libres 1er juillet. 387-9896.

160 App. et log. à louer

BOUL. ST-JOSEPH: Face au métro, 4½, 700 \$, 5½, 800 \$ Spacieux, cuisine/ frigo, non chauffés. 485-5310

C.D.N. 3245 Linton, (entre Hudson et Decolles) 4½ chauffé, poêle, frigo, eau chaude. Après 3030 731-5040.

C.D.N. Sous-location jusqu'au 31 déc. 2½, 2 s/b, 1 s/ toilette, salons, cuisine, chauffé, eau chaude, cuisinière, réfrigérateur, lave-vaiss., stat. int., place de rangement, accès à des magasins par l'intérieur, piscine int. 1 096 \$ 739-8829.

CARTIER/DORION: (1 mois gratuit), 4½, très beau, style condo, près du métro, entrées lav/séch. A partir de 511 \$/mois. 493-9665

CHATEAUBRIAND, près métro, bas 5½, rénové, cour clôturée, stat. int., lav/séch., libre 1er juillet, aussi disp. 5½ haut duplex, 274-0138.

DAUPHIN SUR LE PARC Papineau/Sherbrooke. Qualité/style de vie. 3½ non métro, piscine, gardien etc. 645\$ 274-4650.

ED.-MONTPELIT Face U. de M. 5½, 4½, chauffés, équipés. Résidentiel. Stat. juillet. 341-6148, 342-0443.

GRAND STUDIO 1½ ensoleillé, libre immédiatement, calme, près métro. 398 \$ tout compris. 527-6396.

ILE DES SOEURS, 3½, 11½, vue fleuve, juin/juillet, tarif réduit, 768-1563 (message).

LOGAN - COM PLESSIS 4½ - 3½, propres, semi meublés ou non. 1-347-9114

MTL-NORD, 10½, 800\$/mois, 4½ et grand 3½, 400\$/mois, chauff. électr. loc., 12049, rue Brunet, 325-3722.

N.D.G. EST Haut duplex: 7½, 4 c.c., 2 s/b, propre, 875\$/m. Pas chauffé, métro. Idéal pour groupe. 392-1437 ou 481-5062.

N.D.G. Girouard, près métro, voies rapides/Decarie, Libre r.d.c., rénové, 5½, s/sol fini, boiseries, garage. 925\$ 523-7357, 522-7952.

N.D.G. Girouard, haut duplex, grand 7½, parc, boiseries, chauffé, 900 \$, juillet 481-3309.

N.D.G., 5½, r.d.c., 5 appareils, tranquille, près tennis, métro, garage, 790 \$/mois, 259-1433 ou 845-5885.

N.D.G., magnifique app. 7½, foyer, électroménagers, 2 balcons, stat., 1020\$/mois, pas d'animaux, libre 1er juil. 482-8452.

OUTREMENT Stuart. Haut duplex, très beau, très éclairé, 9½, boiseries, tapis, chauffé, garage, balcons. 1 420 \$ 271-6529, 274-6900.

OUTREMENT Au pied du Mont-Royal. Luxueux 7½, 2 chambres, 2ième, 1er juillet. 1 150 \$/mois. 647-5419.

OUTREMENT 3½, sous-sol, libre. 4½, juillet, chauffé, poêle, frigo, rénové. 272-9152, 737-9711.

OUTREMENT, Mc Eachran, bas de duplex, 6½, foyer, cour, stationnement, 885\$ chauffé, 485-8934.

OUTREMENT, grand 7½ haut de duplex, chauffé, garage, près métro Outremont. 1250\$, 272-0099.

OUTREMENT, Du Manoir, 7½ haut duplex, 1½ s/b, 980\$ chauffé, garage 40\$, 1er juillet, 769-3542 733-4192

OUTREMENT, rue Stuart, près métro, 6½, poêle/frigo, stat. 780\$, non-chauffé, libre 1er juil. 282-8034.

PLATEAU: Messier/Sherbrooke, 3½, 390 \$ — 4½ 475 \$ chauffés, cuisine/ frigo. Juillet 271-2101

PLATEAU: St-Denis près Roy. Très grand 3½, lav/séch., cuisinière/frigo, ensoleillé, terrasse, rénovations de qualité, bien insonorisé, stat. Libre A partir de 695 \$ 843-5923, répondeur 266-3891

PRÈS U. DE M. 4½ chauffé, électrique, rénové, très propre, face d'un centre d'achats. 345-9178.

R.D.P. Maurice-Duplessis et 27e avenue. Grand 5½ moderne, r.d.c., élect. garage, cour. 750 \$ 721-4472.

TÉTRAULTVILLE 8574 Hochelaga, 4½ libre 1er juillet. Construction 1989, grand, moderne, tranquille. Près métro Honoré-Beaugrand. 352-3185, 351-4219.

VAN HORNE: près U de M 3½ semi-sol, 335 \$ — 4½ 525 \$ impeccables, cuisine/ frigo. 389-2090

160 App. et log. à louer

VERDUN 3e Avenue, 4½ pièces, pour le 1er juillet + un autre 4½ sur la 5e Avenue. 1-456-3653.

VIMONT-LAVAL Beau 3½, chauffé + eau chaude, libre juillet. 487-7132, 975-9346.

251 Bureaux à louer

400 PI. CA. de bureaux, près du métro, air conditionné, élect. entretien, stationnement. 735-1352, 9h à 17h.

A-1 CARRÉ ST-LOUIS 200 à 999 pi.ca., 200\$/mois + Libre 843-6126

CÔTE VERTU/Lacade 1000 à 20 000 pi.ca. bureaux professionnels, clé en main, grand parking. Tous les services 850\$ pi.ca. 739-3641.

IDÉAL PROFESSIONNELS de 350 à 3 600 pi.ca. Chauffé, ascenseur à côté du métro, 271-2222.

RUE ST-LAURENT/DULUTH Édifice Cooper, 750 ou 1 500 pi.ca. rénové, très éclairé. 967-1818

ST-LEONARD: près Boul. Langelier, grand bureau très bien équipé, chauffage et air climatisé compris, 1500 pi.ca., 321-8882.

VEUX MONTRÉAL, 187 Place d'Youville coin St-François Xavier, 1250 pi.ca., r.d.c., foyer de pierre, cachet exceptionnel, entièrement restauré, 845-1103.

259 Espaces commerciaux à louer

LOCAL, près métro, 4545 St-Denis, idéal pour boutique, bar, café, restaurant, bureau, 849-8620.

351 Ameublements

A BAS PRXI Futons et matelas toutes grandeurs, meubles, étagères, grand choix. 3500, Notre-Dame O. 939-6155.

363 Mobiliers de bureau, accessoires

AMEUBLEMENT de bureau neuf et usagé, l'équipement classeurs. Les Aménagements F.B. inc. 636-6898.

391 Antiquités

ANTIQUITIÉS, brocante, collection, timbres, cartes postales, etc. GRENIER ST-ANDRÉ, 6631 St-André, Mt. Vend. sam. dim. 270-4916.

DECÈS

Gérard Delage à Westmount, le 24 mai 1991, à l'âge de 78 ans, est décédé M. Gérard Delage, c.r., époux d'Yvette Juras, 11 ans dans le deuil des enfants: Pierre (Lucie Dion), Jocelyne, Lucette (Jacques Beauregard), Li-son (Philip Creery), Yves (Anne Morissette), Michel (Louise Prud'homme); ainsi que ses petits-enfants: Esther, Louis-Philippe et Isabelle Delage, Pascal et Joëlle Messier, Danielle et Gaëlle Beauregard, Patrick et Cybèle Creery, Alexandrina et Olivier Delage.

Admis au Barreau en 1937, il était gouverneur et membre à vie du Barreau, membre de l'Ordre du Canada, de l'Union des Artistes, de l'Association des Hôtelières de la Province de Québec et de plusieurs confréries vineuses et gastronomiques. À la demande du défunt, il ne sera pas exposé. Un service commémoratif aura lieu le mercredi 29 mai 1991 à 14 h, en l'Eglise Saint-Léon-de-Westmount, 4311 ouest, boul. de Maisonneuve.

La famille acceptera les condoléances à l'église, à compter de 13 h. Des dons peuvent être envoyés à la Fondation Gérard Delage, 423 est, rue Sherbrooke, Bureau 004, Montréal, H2L 1J9.

Les arrangements funéraires ont été confiés à la Maison Urgel Bourgie Ltée.

Claire Giroux Au nom de Giroux Claire (née Bernard), à la Maison Michel Sarrazin le 25 mai 1991, est décédée Dame Claire Bernard épouse de feu René Giroux. Elle demeurait à Québec, la famille recevra les condoléances aux Funérarium Lépine-Cloutier Ltée, 975 Marguerite Bourgeoise, Québec, lundi et

275 Locaux à louer

3840-82 BELANGER E. (Pie IX) 2000 pi.ca., magasin ou bureau, vitrines, 3 mois gratuits, 594-9305, 252-8959.

BORD DU RICHELIEU c.v. St-Jean. Idéal pour restaurant. Activités touristiques. À vendre ou louer. 347-1846 ou 953-6119.

DE LANAUDIÈRE Entrepôt 5 000 pi.ca. incluant bureaux climatisés. Bail long terme. Libre. 725-3161.

MTL-NORD, 6546 Léger, magasin ou bureau 500 pi.ca., avec sous-sol, 325-1659, 881-0689.

VIMONT PLAZA Magasin 4000 pi.ca. ou moins, superbe prix, 2 mois gratuits, choisissez votre bail 487-7132, 975-9346.

287 Commerces à louer

A PLAZA ST-HUBERT, près métro Beaubien, 12x X 100 pi., chauffé, air/c., complètement rénové. Occ. imm., 738-3660.

351 Ameublements

A BAS PRXI Futons et matelas toutes grandeurs, meubles, étagères, grand choix. 3500, Notre-Dame O. 939-6155.

363 Mobiliers de bureau, accessoires

<

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

L'OTAN étudie le nouveau dispositif militaire allié en Europe

Washington s'oppose à toute force européenne indépendante de l'Alliance atlantique

d'après AFP et Reuter

BRUXELLES — Les ministres de la Défense de l'OTAN se réunissent demain et mercredi à Bruxelles pour approuver les grandes lignes d'un nouveau dispositif militaire allié en Europe, dont le fer de lance sera une force d'action rapide composée essentiellement de soldats européens.

Ce remaniement, le plus radical entrepris par l'Alliance depuis sa fondation en 1949, est rendu indispensable par la nouvelle donne stratégique en Europe : diminution de la menace soviétique, démocratisation des pays de l'Est, démantèlement du Pacte de Varsovie. Du temps de la guerre froide, les troupes de l'OTAN étaient alignées par corps d'armée nationaux le long du rideau de fer, pour faire front à une attaque soviétique soudaine et massive.

Selon les plans préparés par les chefs militaires de l'Alliance, le nouveau dispositif reposera sur des forces beaucoup moins nombreuses et plus mobiles, organisées en unités multinationales. La principale nouveauté sera un corps expéditionnaire de 50 000 à 70 000 hommes capable de se déployer rapidement en cas de crise sur l'ensemble du territoire de l'OTAN, de la Norvège à la Turquie.

Cette force de réaction rapide (RRF), soutenue par une centaine d'avions de combat et des navires de guerre, devrait être composée quasi-exclusivement de soldats européens, principalement britanniques, avec un quartier-général en Allemagne. Bien que la participation exacte des États-Unis ne soit pas encore fixée, ils ne devraient lui fournir qu'un appui aérien, selon des diplomates alliés.

En cas de crise en Europe, l'OTAN pourra envoyer en quelques heures une force de réaction immédiate, une brigade de 5000 hommes basée sur l'actuelle Force mobile alliée (AMF). La RRF interviendrait ensuite si la crise s'aggrave. Une éventuelle escalade ferait entrer en action deux autres échelons : des forces de défense principales multinationales et des renforts nationaux.

Globalement, les effectifs alliés stationnés en permanence dans la région du Centre-Europe (Allemagne et Benélux) seront réduites de moitié, selon les prévisions des chefs militaires. Leur degré de préparation sera moindre : avec le retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est, le délai dont disposera l'OTAN pour réagir à une hypothétique attaque va passer de 48 heures à un mois environ.

Mais, alors que beaucoup de pays souhaitent engranger rapidement les bénéfices de la paix, des responsables de l'OTAN soulignent qu'à court terme, la nouvelle stratégie ne sera pas bon marché : il faudra des armements ultra-modernes pour la RRF et les besoins logistiques (communications, moyens de transport) augmenteront.

Les ministres de la Défense ne devraient approuver que le schéma général du nouveau dispositif. Les effectifs exacts et la participation des différents pays sont toujours en discussion, notamment le nombre de soldats que les États-Unis maintiendront en Europe.

La France, qui a quitté le commandement militaire intégré de l'OTAN depuis 1966, ne participe pas à cette réunion semestrielle conjointe du Comité des plans de défense (CPD) et du Groupe des plans nucléaires (GPN).

Les ministres devraient évoquer aussi un des principaux problèmes qui retarde l'adoption d'une nouvelle stratégie : la volonté des Européens, au sein de la CEE et de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), de prendre davantage en mains leur propre défense.

Hier, le secrétaire américain à la Défense, Dick Cheney, a déclaré à son arrivée à Paris que les États-Unis s'opposeraient à toute initiative de leurs alliés européens visant à créer une force militaire indépendante qui ne soit pas sous le contrôle de l'OTAN.

Le secrétaire américain à la Défense a déclaré que Washington soutenait les récentes initiatives des pays d'Europe de l'Ouest pour renforcer leur sécurité commune, mais il a souligné que l'Alliance atlantique devait rester la pierre de touche de la coopération militaire américano-européenne.

« Nous voulons participer à ces débats, mais il faut savoir que nous ne voulons rien soutenir qui sape l'autorité de l'OTAN », a-t-il dit aux journalistes l'accompagnant depuis Washington.

En attendant, la porte reste ouverte à une utilisation par les Européens de la nouvelle Force de réaction rapide pour défendre leurs propres intérêts en dehors de l'Europe. « La RRF sera assez souple pour prendre cela en compte », explique un haut responsable de l'Alliance.

Ce soir, les pays européens de l'OTAN membres de l'Eurogroupe évoqueront cette question. Des diplomates s'attendent à ce que les trois alliés européens qui n'appartiennent pas à la CEE — Norvège, Turquie, Islande — y expriment leurs craintes d'être exclus de la future structure européenne de défense.

Enfin, les ministres ne prendront aucune décision sur la nouvelle stratégie nucléaire, se bornant à réaffirmer les grands principes énoncés au dernier sommet atlantique de Londres (juillet 90) : nette réduction de l'arsenal en Europe et moindre dépendance envers l'arme atomique.

LE MONDE EN BREF

L'IRA revendique un attentat

BELFAST (AFP) — L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué hier l'attentat à la bombe commis samedi dans une caserne de Belfast-Ouest, dans lequel un soldat a été tué et un autre grièvement blessé, a indiqué la police d'Irlande du Nord. Dans son communiqué de revendication, transmis à un organe de presse, l'IRA a indiqué avoir utilisé un nouveau type de grenade dont la nature n'a pas été précisée par la police. L'engin avait été lancé par-dessus un mur d'enceinte de la caserne. Le caporal Terence O'Neill, 44 ans, maître chien se trouvait dans le chenil, situé juste derrière ce mur, au moment de l'explosion. Il a été tué sur le coup. Un soldat, également maître chien, qui se trouvait avec lui, a été grièvement blessé. Un autre attentat à la bombe, dans lequel deux policiers ont été légèrement blessés dans la nuit de samedi à hier à Cookstown (ouest de l'Ulster), n'a pas été revendiqué mais porte également, selon la police, les marques de l'IRA. Samedi, un groupe paramilitaire protestant, les Combattants pour la liberté de l'Ulster, avait assassiné un conseiller municipal du Sinn Féin, la branche politique — légale — de l'IRA, en représailles contre le meurtre d'un protestant. L'Irlande du Nord est en proie depuis deux semaines à une nouvelle vague d'attentats terroristes, qui ont fait cinq morts, alors que les partis locaux tentent d'entamer des discussions intercommunautaires sur l'avenir de la province.

La Sierra Leone reprend des villes

FREETOWN (Reuters) — Les forces gouvernementales en Sierra Leone ont repris aux rebelles libériens trois villes proches de la frontière du Liberia, l'un au moins 60 rebelles et en capturant six, ont rapporté hier des témoins. Renforcées par un contingent venu de Guinée, les troupes ont repris les villes de Poturu, Dandabu et Futa Pujeh dans la région de Bo, à 250 km à l'est de la capitale Freetown. Les témoignages indiquent que les forces gouvernementales se dirigent maintenant sur la ville de Pujehjan, aux mains des rebelles depuis deux mois. Les rebelles libériens, qui ont commencé à remettre leurs armes aux troupes sierra-léonaises, sont selon Freetown des hommes du chef rebelle Charles Taylor. Selon des diplomates, ceux-ci envahissent la Sierra Leone en représailles contre sa participation à la force de maintien de la paix au Liberia, qui a empêché le chef rebelle de prendre la capitale, Monrovia.

Forum des sécessionnistes

MOSCOU (AFP) — Un Forum permanent des mouvements nationalistes des six républiques soviétiques sécessionnistes (Arménie, Géorgie, Moldavie et les trois républiques baltes) a été créé samedi à Kichinev (Moldavie) lors d'une réunion de dirigeants de ces mouvements, a annoncé un communiqué parvenu à Moscou hier. David Chakhnazarian du Mouvement national arménien, Andres Ekhnin du Front populaire estonien, Gueorgui Maisachvili de la Table ronde géorgienne, Maida Chinta du Front populaire letton, Alvidas Medalinskas du Sajudis lituanien, et Iouri Rochka du Front populaire moldave ont signé une série de documents définissant les objectifs principaux de ce Forum : coordination de l'action politique, développement des liens économiques directs et échange d'informations. Le communiqué précise que le Forum de Kichinev se fonde sur les principes définis par la Charte des Nations unies et sur le droit des peuples à l'autodétermination prévu par la résolution 1514 de l'ONU sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples colonisés (1960). Le Forum a adressé un message à Mikhaïl Gorbatchev, dénonçant les agissements des forces spéciales du ministère de l'Intérieur soviétique dans les trois républiques baltes et demandant la restitution aux autorités républicaines de tous les bâtiments occupés depuis les mois de janvier. Un appel a également été lancé au secrétaire général de l'ONU et à la commission de l'ONU chargée des droits de l'homme. Le Forum de Kichinev se réunira au moins une fois par mois, à tour de rôle dans chacune des six républiques qui refusent de participer à l'élaboration du nouveau Traité de l'Union, indique le communiqué.

Kaboul inflige une défaite aux moudjahidin

KABOUL (AFP) — Le gouvernement afghan a affirmé hier que les troupes de Kaboul ont conquis un district de la province de Herat jusque-là tenu par la résistance, à l'issue de combats terrestres et aériens qui se sont déroulés pendant dix jours. À Peshawar, au Pakistan, la résistance a affirmé que plusieurs milliers de personnes ont pris part à une manifestation antigouvernementale, vendredi dans la ville de Herat, pour protester contre de violents bombardements qui se sont poursuivis pendant trois semaines dans la région. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a indiqué que les troupes gouvernementales ont chassé les moudjahidin appartenant à la faction rebelle Jamiat-i-Islami du district de Zindajan après les avoir soumis à des bombardements aériens et des tirs d'artillerie lourde. Le porte-parole, M. Humayun Mukammel, n'a pas précisé les dates du début et de la fin de l'offensive gouvernementale, se bornant à indiquer que les combats avaient duré dix jours. Il a affirmé que les troupes de Kaboul s'étaient notamment emparées de la vallée de Rabbat Pai, dans le district de Zindajan et que le chef rebelle Ismail Khan s'était enfui de sa base située dans cette vallée stratégique. Des sources indépendantes ont confirmé que de nombreux moudjahidine s'étaient retirés de la vallée de Rabbat Pai lors des combats. M. Mukammel a également affirmé que les rebelles retranchés dans cette vallée avaient soumis la ville de Herat à des tirs de roquettes avant le début de l'offensive gouvernementale.

AVIS AUX PATIENTS ET AUX USAGERS DES SERVICES DE SANTÉ DU QUÉBEC

Le mercredi 29 mai 1991, les médecins du Québec se rendront devant l'Assemblée nationale pour dire au ministre de la Santé et des Services sociaux et au Gouvernement que le projet de loi 120 sur la réforme de la santé est inacceptable pour les Québécoises et les Québécois.

Le projet de loi 120 sur la réforme de la santé au Québec met en péril la qualité des soins, brime votre droit de choisir votre médecin et votre centre hospitalier, et compromet la confidentialité de votre dossier médical en autorisant les bureaucrates à le consulter.

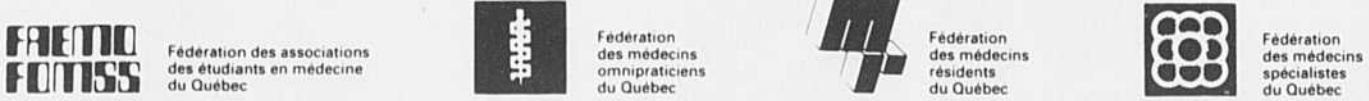
Les médecins du Québec s'opposent à ce projet. Par contre, ils sont prêts à collaborer à une véritable réforme.

C'est pour cela que le mercredi 29 mai, les rendez-vous en clinique externe, les opérations non urgentes et les examens de radiologie devront être reportés.

C'est pour vous que les médecins du Québec posent ce geste.

Les soins essentiels seront assurés et les salles d'urgence seront ouvertes comme à l'habitude.

Le Regroupement des Fédérations de médecins du Québec.



ÉDITION SPÉCIALE

RÉSULTATS

Photo-Québec

TIRAGE DU 26 mai

1 lot de 50 000 \$ (no non-décomposable)	4 lots de 10 000 \$ (nos non-décomposables)
111D264	276B378 371D607 177C695 409D010

20 lots de 5 000 \$ (nos non-décomposables)

274A845 568B134 453C512 326D598 565E544
395A550 646B479 480C613 329D458 579E427
428A052 205C984 526C227 379D347 586E682
631A166 242C914 624C321 539D565 615E334

25 autres lots le dimanche 2 juin

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraîtront au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle, cette dernière a priorité.

L'ENTREVUE DU LUNDI

MARIO BUNGE

La rigoureuse obsession de l'Homme universel

Josée Boileau

DANS LA galerie des penseurs de notre temps, Mario Bunge peut prétendre figurer en bonne place.

Mario qui ? Bunge, Argentin d'origine, Montréalais d'adoption, philosophe de profession, qui vit et qui travaille au Québec, à l'université McGill, depuis 25 ans dans la superbe indifférence de ses concitoyens qui ignorent tout de ce chercheur pourtant coté internationalement.

À l'ère des communications, dans un monde où tout ce qui n'est pas reconnu par les médias n'existe pas, Mario Bunge est parvenu à se tailler une niche respectable dans les cercles scientifiques et philosophiques à l'Ouest comme à l'Est, le seul philosophe au Québec à pouvoir prétendre à une telle audience, en demeurant tout à fait inconnu du grand public.

Non que l'homme soit discret. Il a au contraire des commentaires à l'emporte-pièce et une approche philosophique qui lui valent bien des détracteurs. Il le dit lui-même : « Je suis complètement anti-diplomatique, je n'ai pas de tact ». Ceux qui le contestent et qui se sont déjà fait rabrouer publiquement par lui à l'occasion d'un des multiples congrès auxquels il participe, ne sauraient mieux dire...

S'agit-il alors d'un mépris du savant pour ces médias qui cherchent toujours à tout simplifier ? Même pas : il accorde toute entrevue qui lui est sollicitée. Mais on le demande peu et il ne court pas les journalistes. Pour une raison toute simple : il n'a pas le temps. L'homme a une œuvre à construire.

Comment alors peut-on le présenter à des profanes ? Se compare-t-il à un Albert Jacquard, un Hubert Reeves, un Michel Serres peut-être ? ... Grands dieux du ciel, non ! Partisan acharné de la rigueur, Mario Bunge ne peut concevoir que l'on puisse parler de ce que l'on ne connaît pas. Et s'il a un reproche à faire aux personnes susmentionnées, c'est bien celui-là.

« Reeves ? Mais c'est un spécialiste de l'astrophysique. Il n'a aucune compétence philosophique », répondra-t-il en balayant l'air du revers de la main.

En fait, lui qui cumule une formation de physicien, de mathématicien et de philosophe des sciences, qui a consacré sa vie à une réflexion d'Homme universel comme on ne le conçoit plus de nos jours, ne peut que dresser le constat suivant : « Je ne me sens proche d'aucun philosophe contemporain. Aucun. »

« J'ai bâti un système philosophique très proche de la science et qui emploie aussi des outils mathématiques, poursuit-il. Or la plupart des philosophes de notre époque ne se soucient pas de la science ou, s'ils font de la philosophie de la science, ils ne la connaissent pas. »

« Dans le passé, Aristote, Descartes, Leibniz ont été à la fois des scientifiques et des philosophes parce qu'à cette époque, on ne faisait pas la distinction entre la philosophie et la science. Ce sont les philosophes romantiques allemands, les Fichte, Schelling, Hegel et ceux qui ont suivi comme Nietzsche et Heidegger — que je tiens pour des malfaiteurs —, qui ont malheureusement introduit cette division, de sorte qu'aujourd'hui les philosophes ne connaissent pas la science et les scientifiques méprisent la philosophie. »

L'époque est à la spécialisation, Mario Bunge préfère ratisser large. Il s'est lancé il y a une vingtaine d'années dans l'élaboration d'un sys-



PHOTOS JACQUES GRENIER

« Les philosophes continuent de parler de l'esprit comme on en parlait au Moyen-Âge ! Comme si c'était quelque chose de séparé du cerveau, d'immatériel... À mon avis ce sont des théologiens, pas des philosophes. »

tème philosophique complet qu'il a ramassé dans un Traité en huit volumes englobant tous les volets du monde de la pensée : sémantique, ontologie, épistémologie, éthique, sur des bases rigoureusement scientifiques. Son but : que l'humanité connaisse mieux les lois qui la régissent. Un défi qu'il est le seul penseur contemporain à avoir tenté.

« Les systèmes de philosophie ne sont pas à la mode, explique-t-il,

« La France est devenue une grande exportatrice d'ordures intellectuelles avec le déconstructivisme, l'existentialisme. C'est du charlatanisme parce que c'est irrationnel, anti-scientifique, du dévergondage intellectuel... »

parce que les systèmes traditionnels ont échoué et que depuis les années 30, la philosophie analytique a dicté l'analyse de concepts isolés. Je crois plutôt qu'en philosophie tout se tient. »

« J'ai voulu que mon système soit original, cohérent, exact, et qu'il puisse intéresser les scientifiques. Je me suis penché sur des problèmes comme la vérité des faits en science, la signification des formules. J'ai abordé aussi des questions générales

comme la nature du système chimique ou ce que l'on entend par 'organisme'. Le dernier volume traite des valeurs et des normes morales. Il faut d'abord ce qu'est une valeur pour pouvoir déterminer ce que nous valorisons. »

Pour élaborer ses théories, Mario Bunge n'a qu'une façon de travailler : se tenir à la fine pointe de TOUS les plus récents développements dans le domaine sur lequel il choisit de se pencher. S'intéresse-t-il à la psychologie ? Il se tape minutieusement les revues spécialisées, d'une couverture à l'autre. Même démarche pour les sciences sociales, ou l'économie, son sujet de préoccupation actuel. Cette méthode de travail explique le respect qu'on lui témoigne en dépit de la controverse que ses idées suscitent dans les milieux spécialisés.

« Je procède ainsi par honnêteté intellectuelle, dit-il. Il faut toujours faire attention aux développements contemporains. »

« On peut par exemple se demander : qu'est-ce que l'esprit ? Aujourd'hui, on ne peut pas aborder ce problème de la façon dont le font l'énorme majorité des philosophes. Ceux-ci ne tiennent absolument pas compte des avancées de la psychologie biologique qui considère que toutes les fonctions mentales, cognitives ET affectives, sont des fonctions du cerveau. Certes c'est une hypothèse, mais elle est très bien appuyée. »

« Les philosophes continuent pourtant de parler de l'esprit comme on en parlait au Moyen-Âge ! Comme si

c'était quelque chose de séparé du cerveau, d'immatériel... À mon avis ce sont des théologiens, pas des philosophes. »

« De la même façon, pour pouvoir parler de la vérité des sciences, il faut savoir qu'il y a toute une théorie des erreurs élaborée en mathématiques. Un philosophe qui l'ignore n'a aucun intérêt pour un scientifique. »

À l'inverse, continue-t-il, la recherche scientifique présuppose une foule de principes philosophiques : la vérité du monde extérieur, le fait que le monde est connaissable... Si un scientifique ne croyait pas à la légalité du monde, pourquoi donc chercherait-il à prouver des lois ? illustre-t-il.

Philosophe matérialiste qui estime que sa discipline doit entretenir un dialogue constant et documenté avec les sciences, Mario Bunge ne peut supporter les approches philosophiques de tendance littéraire comme celles qui ont la faveur en France.

« La France est en pleine décadence philosophique depuis une centaine d'années, explose-t-il. Elle est devenue une grande exportatrice d'ordures intellectuelles avec le déconstructivisme, l'existentialisme. C'est du charlatanisme parce que c'est irrationnel, anti-scientifique, du dévergondage intellectuel avec des textes que personne ne comprend. Ce n'est pas ça du tout la philosophie. Au contraire, l'une de ses tâches doit être d'éclaircir les idées. »

Sans faire véritablement œuvre de vulgarisation, même s'il y a consacré quelques volumes, Mario Bunge a toujours tâché d'écrire pour

être compris des étudiants qui en sont à leurs premières années à l'université. Quoique spécialisé, son Traité témoigne de cet effort de clarté.

Et quand il parle de la langue universelle de toutes les sciences, là où on attend le mot l'anglais, il mentionne... les mathématiques. Il en use abondamment dans ses livres.

« C'est le pont qui unit toutes les sciences, dit-il. Une même théorie

« Les jeunes ont rejeté la science mais ils n'ont pas compris qu'il ne faut pas blâmer les scientifiques et les hommes d'affaires qui continuent de ruiner le monde naturel et le monde social en se servant de la technique. »

mathématique peut être interprétée en termes physiques, biologiques, économiques, etc. Par exemple les notions de fonction, groupe, matrice sont des termes mathématiques que toutes les sciences utilisent à leurs fins propres et qui permettent d'atteindre à l'exactitude. »

Va encore pour les sciences pures, mais le même discours vaut-il pour tout le champ des sciences sociales ? « Je reconnais qu'une grande par-

tie des calculs mathématiques qu'on fait en sciences sociales sont artificiels parce qu'ils ne correspondent pas à la réalité, fait-il. Beaucoup de modèles sont solides mais la majorité, surtout en économie, sont creux. »

« Présentement je travaille à une critique de l'économie néo-classique. Pour moi c'est de la pseudo-mathématique, ce n'est pas sérieux. Pour effrayer les gens les économistes leur disent : nous sommes les spécialistes. Mais quand on pénètre dans leur domaine, on se rend compte que ce n'est pas plus solide qu'un château de cartes. »

« Il y a 50 ans les économistes de l'école dite marginaliste ont proclamé l'indépendance de l'économie vis-à-vis des autres sciences sociales, en particulier la sociologie, l'histoire et la politique. Ils voulaient même bâtir une science a priori, c'est à dire indépendante des données empiriques. »

« Pour moi c'a été le commencement du déclin de l'économie comme science parce que la société est une. Comment, par exemple, comprendre l'économie moderne si on oublie les liens entre l'économie et la politique, la concentration du capital, l'intervention des syndicats ? Où est-elle la liberté de l'individu qui est contraint par son budget, ses habitudes, des considérations qui ne sont pas rationnelles. »

« Il faut plutôt revenir aux économistes classiques à la Adam Smith ou Karl Marx. Pour eux il n'y avait qu'une science de la société. Ils s'intéressaient à la fois à l'économie, à la sociologie, à la politique, à l'histoire... »

Il craint aujourd'hui le même déclin pour la philosophie pour laquelle les idées nouvelles, dit-il, se font rares ou sont tout bonnement rejetées.

« Une des causes de cette situation, en Amérique du Nord, c'est le mouvement politique des années 60 contre la guerre, en faveur de l'environnement, explique-t-il. Les jeunes ont rejeté la science et la philosophie rationaliste parce qu'ils croyaient que ça faisait partie de l'establishment. Ils ont d'emblée tourné le dos à tous les progrès scientifiques. »

« En agissant ainsi, ils ne se rendaient pas compte que s'ils étaient progressistes du point de vue politique, ils étaient réactionnaires au niveau intellectuel. Ils n'ont pas compris qu'il ne faut pas blâmer les scientifiques mais bien les politiciens et les hommes d'affaires qui continuent de ruiner le monde naturel et le monde social en se servant de la technique. Il ne faut pas, par exemple, arrêter d'exploiter le pétrole. Par contre, c'est une ressource si rare qu'on devrait le vendre 5 000 \$ le baril pour empêcher tout gaspillage ! »

Les dangers d'une science sans conscience lui apparaissent en fait tout aussi vifs que ceux soulevés par le discours des idéalistes de tout poil. En Argentine, sous le régime Peron, il a lutté contre la soumission de la recherche aux forces militaires avant d'être finalement mis au ban de l'université.

« Je dis toujours à mes étudiants : vous devez vous impliquer en politique. Vous avez des devoirs, pas seulement des droits comme citoyens. S'il n'y a pas d'implication, si on n'essaie pas de travailler à l'intérieur d'un parti pour le convertir, alors on va vers la dictature de la classe politique. »

Revenir à la Politique au sens platonicien de la Cité. Bunge, philosophe qui se réclame de la tradition classique, ne pouvait mieux trouver pour boucler la boucle de sa pensée.



Josée Boileau

B IEN AU-DELÀ de l'intelligence, Mario Bunge a tout pour servir de prototype du grand intellectuel. Et la famille, et les idées, et les goûts, et le style de vie.

Né en 1919 à Buenos Aires, il s'ajoute à une famille déjà bien établie en Argentine. Son grand-père avait été juge en chef, son oncle était professeur, son père cumulait les rôles de physicien, de sociologue et de député, d'obédience socialiste.

Les Bunges étaient de descendance allemande et suédoise, le jeune Mario en fut quitte pour ajouter l'allemand, mais aussi le français, à l'espagnol de son pays. Libre de fureter dans la bibliothèque de son père, il y acquiert dès le plus jeune âge des connaissances encyclopédiques. L'Homme universel déjà en germe...

Lui ne se trouve aucun mérite : « Je suis curieux, dit-il. Et puis accumuler du savoir, c'est surtout une question d'âge. Je suis âgé de 71 ans, alors j'ai eu beaucoup de temps pour apprendre ! Toute ma vie j'ai beaucoup lu et je n'ai rien produit. J'ai commencé à écrire somme toute assez tard. »

La somme de travail reste colossale : des centaines d'articles, 80 livres, incluant les traductions, une correspondance volumineuse avec des chercheurs de partout, et une dizaine

d'auteurs qui se sont consacrés à l'étude de son œuvre.

Il a, en fait, la minutie du savant, en rupture complète avec la course au succès et à la productivité qui caractérise maintenant nos sociétés. Il dira par exemple : « Je n'ai commencé à travailler systématiquement sur l'esprit il y a seulement une vingtaine d'années », ou encore « J'ai peaufiné mon système de philosophie exacte pendant un quart de siècle », et dans sa bouche on conçoit que sur 70 ans de vie, 20 ans c'est un fond bien court...

Pour mieux réfléchir, il s'est installé dans les hauteurs tranquilles de Westmount, dans une maison cossue mais dépeuplée. À l'intérieur, la sobriété règne : des fauteuils de cuir, une table solide au bois travaillé, un masque africain, à peine quelques bibelots, mais des livres et encore des livres, bien serrés sur les rayons.

Mario Bunge lit pour son travail. Que fait-il donc pour se détendre ? « Je lis autre chose ! Je ne m'endors qu'après avoir lu plusieurs pages de roman, du classique comme du contemporain. Je viens de relire *La Comédie humaine* de Balzac... »

Un peu de sport aussi ? Très peu, seulement de la natation. Manger, boire, alors ? Non, pas du tout. Des vacances peut-être ? « Des vraies vacances où l'on arrête tout ? Non, je m'ennuie. Je travaille plutôt une partie du jour, puis je vais sur la plage ou me promener. »

Il faut dire à sa décharge que son métier le sert bien. Au moment de l'entrevue, il était justement sur le point de partir en Grèce, en Autriche, en Italie... Les colloques se mêleront aux jours de repos.

Ce qui étonne dans ce portrait tout classique, c'est qu'il ait choisi de s'établir au Québec, où l'on ne pêche pas par excès d'intellectualisme. Mais Mario Bunge, toujours aussi typé, est comme son père un social-démocrate. En 1966, après avoir quitté son pays en raison du climat politique, il reçoit une invitation de l'université Yale aux États-Unis. Or la guerre du Vietnam sévit, la femme de Mario Bunge est enceinte et il est hors de question de « donner un petit soldat à l'armée américaine. »

Martha Bunge, elle-même mathématicienne, reçoit alors une offre de l'université McGill, Mario Bunge demande s'il n'y aurait pas aussi une place pour lui. On le retrouvera au département de philosophie.

« C'est vrai qu'il y a des lieux intellectuellement plus intéressants. Mais nous espérons en venant ici trouver le meilleur de deux mondes, de l'Europe et de l'Amérique, et nos espérances n'ont pas été déçues. Nous avons joui d'une liberté intellectuelle et académique dont il n'y a pas d'équivalent aux États-Unis. Là-bas, malgré le temps qui passe, on craint toujours le retour du maccarthysme. Ici, on peut dire ce qu'on veut... Peut-être parce qu'on n'est pas écouté, mais ça c'est une autre

histoire », termine-t-il en riant.

Preuve de l'attachement : les Bunge deviennent citoyens canadiens en 1975. Le retour de la démocratie en Argentine leur permettra de visiter à moult reprises leur pays d'origine depuis 1985, mais il n'est toujours pas question de s'y installer.

« C'est un beau pays, dit-il, un beau climat. J'y ai des parents et des amis. Mais c'est aussi un pays en pleine désintégration, en pleine corruption, en plein déclin. Il y a une nette résistance au retour des opposants : on leur rend la vie vraiment difficile. »

L'empreinte de l'Argentine reste malgré tout indélébile : « Si vous êtes un intellectuel dans le Tiers-Monde, vous êtes un homme orchestre. Vous devez faire un peu de tout », fait-il, ne pouvant mieux définir l'éclectisme qui le caractérise aujourd'hui.

Le philosophe, enfin, ne manque pas de projets. Deux livres sont en marche : un sur la philosophie et les sciences sociales, l'autre sur les systèmes sociaux. Il doit aussi développer une philosophie de la biologie, et élaborer un dictionnaire de philosophie. Sans compter les imprévus : des contributions à des volumes rendant hommage à des scientifiques, des conférences à prononcer, en plus des étudiants à superviser. Car Mario Bunge est encore, d'abord et avant tout, un professeur émérite d'université.

Tout pour servir de prototype de grand intellectuel

CULTURE ET SOCIÉTÉ

MUSIQUE CLASSIQUE

CE SOIR, LUNDI 27 MAI

LA PETITE MUSIQUE DE NUIT DE
CIEL MF

PRÉSENTE À 22:00

- symphonie no 6 (Schubert)
- quatuor op. 12 en mi bémol (Mendelssohn)

DEMAIN SOIR, 22:00

- concerto de Aranjuez (Rodrigo)
- concert pour hautbois et orch. nos 2-5-6-8-11 (Albinoni)



RENSEIGNEMENTS: 527-8321

Son départ laissera un vide !

Les Misérables

LA PLUS POPULAIRE DES COMÉDIES MUSICALES

PLUS QUE QUATRE SEMAINES !

Doit prendre fin à Montréal le 23 juin !

Il reste encore des billets pour toutes les représentations

N'ATTENDEZ PAS QU'IL SOIT TROP TARD ! RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT !

Billets en vente au guichet du Théâtre, aux comptoirs Ticketron ou par

TÉLÉTRON: (514) 288-2525

Groupes de 20 personnes et plus: (514) 527-3644

Billets d'étudiants offerts à 16 \$ (TPS incl.) sur présentation d'une carte d'identité valide

au guichet du Théâtre et aux comptoirs Ticketron

THÉÂTRE SAINT-DENIS, MONTRÉAL

RÉTROSPECTIVE CINÉMA

Voilà maintenant six ans que les étudiants du programme d'études cinématographiques de l'Université de Montréal organisent un événement visant à promouvoir les talents de la relève cinématographique qui se sont manifestés dans leur cadre universitaire. Cet événement porte le nom de: «Rétrospective Cinéma».

Cette année, la Rétrospective se tiendra à la salle Maisonneuve de la Place des Arts, mardi le 4 juin prochain à 19h00. Lors de cette soirée, 14 courts métrages (7 de première année et 7 de deuxième année) tous plus différents les uns que les autres seront présentés. Un jury formé de 5 professionnels du milieu récompensera les efforts des étudiants en décernant divers prix pour le travail effectué dans tous les domaines (réalisation, direction photo, son, etc.). En guise de conclusion, le public sera appelé à voter pour son film préféré en première et en deuxième année.

La Rétrospective se veut une ouverture pour ces étudiants vers un plus large auditoire ainsi qu'un moyen d'intéresser les professionnels du cinéma oeuvrant au Québec. C'est aussi une soirée de fête qu'ils veulent partager avec vous.

Billets en vente au guichet de la Place des Arts au coût de 8,00 \$.

Théâtre Maisonneuve
Place des Arts
Réservations téléphoniques:
514 842 2112. Frais de service:
Redevance de 1 \$ (+ T.P.S.)
sur tout billet de plus de 10 \$.

LE DEVOIR

CINÉMA

ASTRE I: (327-5001) — *Back Draft* 1 h, 9 h 45 II: *Madonna Truth or Dare* 9 h — *Mannequin on the Move* 7 h III: *Hudson Hawk* 7 h 15, 9 h 15 IV: *FX 27* h 10 — *Stone Cold* 9 h 20BERRI I: (288-2115) — *Jouer dur* 1 h 30, 4 h, 7 h, 9 h 15 II: *FX 21* h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30 III: *La fissure* 21 h 40, 3 h 40, 5 h 40, 7 h 40, 9 h 40 IV: *Mes deux vies* 1 h 40, 4 h 10, 7 h 15, 9 h 30 V: *Scanners* 1 h 30, 3 h 30, 5 h 30, 7 h 30, 9 h 30BONAVENTURE I: (861-2725) — *Back Draft* 7 h, 9 h 45 II: *Silence of the Lambs* 7 h — *Stone Cold* 9 h 20BROSSARD I: (465-5906) — *Stone Cold* 7 h, 9 h 45 II: *Mes deux vies* 7 h 10, 9 h 15 III: *Jouer dur* 7 h, 9 h 30CARREFOUR LAVAL 1: (688-3684) — *Stone Cold* 9 h 20 — *La fissure* 27 h 2 — *Mannequin on the Move* 7 h 15, 9 h 25 3: *Back Draft* 7 h, 9 h 45 4: *Madonna, Truth or Dare* 7 h 05, 9 h 25 5: *Mes deux vies* 7 h 20, 9 h 30 6: *Only the Lonely* 7 h 20, 9 h 30CENTRE EATON 1: MII — *Thelma & Louise* 12 h 45, 3 h 35, 6 h 25, 9 h 10 2: *Switch* 12 h, 2 h 15, 4 h 30, 7 h, 9 h 30 3: *Misery* 12 h 10, 2 h 25, 4 h 45, 7 h 05, 9 h 20 4: *Los Angeles Story* 12 h 15, 2 h 20, 4 h 40, 7 h 05, 9 h 15 5: *Les Doors* 12 h 20, 3 h 30, 5 h 40, 7 h 05, 9 h 15 6: *The Long Walk Home* 12 h 40, 2 h 55, 5 h, 7 h 15, 9 h 25CINÉMA ÉGYPTIEN 1: 1455 Peel, MII — *Only the Lonely* 1 h, 3 h, 5 h, 7 h 10, 9 h 20 2: *Mannequin on the Move* 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15 3: *Madonna, Truth or Dare* 2 h, 4 h, 30, 7 h, 9 h 25CINÉMA JEAN-TALON: MII — *Thelma & Louise* 7 h, 9 h 35CINÉMA OMEGA 1: — *Thelma & Louise* fr. 7 h, 9 h 30 2: *Maman, j'ai raté l'avion* fr. 7 h, 9 h 30 3: *Los Angeles Story* 7 h 15, 9 h 30

CINÉMA PARALLELE: 3682 boul. St-Laurent, MII (843-6001) —

CINÉMA PARIS: MII (875-7295) —

CINÉMA POINTE-CLAIRE 1: 6361 Trans-Canada — *Madonna, Truth or Dare* 7 h, 9 h 30 2: *The Gate* 27 h 10 — *Stone Cold* 9 h 10 3: *FX 27* h, 9 h 15 4: *Only the Lonely* 7 h 15, 9 h 20 5: *Back Draft* 7 h, 9 h 30 6: *Silence of the Lambs* 9 h 25 — *Mannequin on the Move* 7 h

CINÉMATHEQUE QUÉBÉCOISE: (842-9768) —

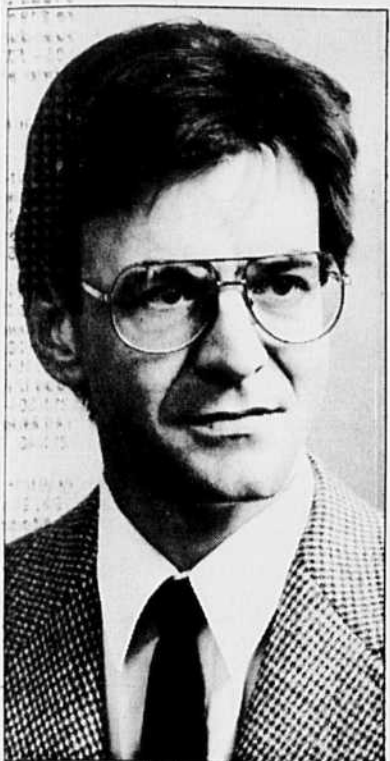
CINÉMA V - 1: 5560 Sherbrooke O. (489-5559) — *What About Bob?* 7 h 05, 9 h 15 2: *Paris Trout* 7 h 30, 9 h 40 — *What About Bob?* lun. au jeu. 7 h 05, 9 h 15CINÉPLEX I: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35 2: *Misery* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX II: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX III: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX IV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX V: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX VI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX VII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX VIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX IX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX X: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XIV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XVI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XVII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XVIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XIX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXIV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXVI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXVII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXVIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXIX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXXI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXXII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXXIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXXIV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXXV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXXVI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXXVII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXXVIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XXXIX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XL: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XLI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XLII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XLIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XLIV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XLV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XLVI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XLVII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XLVIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX XLIX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX L: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LIV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LVI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LVII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LVIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LVIX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXIV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXVI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXVII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXVIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXIX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXXI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXXII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXXIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXXIV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXXV: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXXVI: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXXVII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXXVIII: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXXIX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 35CINÉPLEX LXXX: (849-4518) — *Stone Cold* 1 h 05, 3 h 10, 5 h 15, 7 h 25, 9 h 355 h 15, 7 h 25, 9 h 35 III: *Un thé au Sahara* 1 h, 4 h 05, 6 h 45, 9 h 25 IV: *Mannequin on the Move* 1 h 30, 4 h 30, 7 h, 9 h 05 V: *Kiss Before Dying* 1 h, 3 h, 5 h, 7 h 05, 9 h 10 VI: *Quand l'habit fait l'espion* 2 h, 7 h 05 — *The Gate* 2 h, 7 h, 9 h 10 VII: *Madonna Truth or Dare* 1 h 15, 4 h 30, 7 h, 9 h 30 VIII: *Back Draft* 1 h 05, 4 h, 7 h, 9 h 30 IX: *Mado poste restante* 1 h 30, 4 h 15, 7 h, 9 h 05COMPLEXE DESJARDINS I: (288-3141) — *Hal-laoulne* 1 h 15, 3 h 15, 5 h 15, 7 h 15, 9 h 15 II: *Il danse avec les loups* 1 h 30, 5 h, 8 h 30 III: *Le silence des agneaux* 1 h 30, 4 h 15, 7 h 10, 9 h 30 IV: *Alice* 1 h, 3 h 10, 5 h 20, 7 h 30, 9 h 40COMPLEXE GUY-FAVREAU / O.N.F.: 200 ouest Boul. René-Lévesque, MII (283-8229) — *Speak White/Un homme de parole* 15 h, 17 h — *Festival International du cinéma chinois de Montréal* (24 au 31 mai)CONSERVATOIRE D'ART CINÉMATOGRAPHIQUE: (848-3878) — *Les enfants du paradis* 20 h 30CRÉMAZIE: (388-4210) — *La gloire de mon père* 7 h — *Le château de ma mère* 9 h 05DAUPHIN I: (721-6060) — *Il danse avec les loups* 8 h 11: *L'évêlé* 7 h, 9 h 30CINÉMA DÉCARIE 1: (341-3190) — *Back Draft* 7 h, 9 h 30 2: *FX 27* h 05, 9 h 35DORVAL I: (631-8586) — *What About Bob?* 7 h 05, 9 h 15 II: *Thelma & Louise* 6 h 30, 9 h 20 III: *Wild Hearts Can't Be Broken* 7 h, 9 h IV: *Toy Soldiers* 6 h 45, 9 h 15DU PARC 1: (844-9470) — *Thelma & Louise* 6 h 30, 9 h 10 2: *What About Bob?* 7 h, 9 h 3: *Switch* 7 h 05, 9 h 15DU PLATEAU 1: (521-7870) — *Thelma & Louise* 2 h, 4 h 30, 7 h 05, 9 h 35 — 2: *Les Doors* 1 h, 3 h 45, 6 h 30, 9 h 15

FAIRVIEW I: (697-8095) —

CULTURE ET SOCIÉTÉ

Montréal, lundi 27 mai 1991

MUSIQUE / chronique



Jacques Faubert



Edgar Fruiter

Missa Solemnis de Beethoven à l'OSMR

Marie Laurier

CETTE œuvre magistrale de Beethoven, la Missa Solemnis en ré majeur op. 123, l'Orchestre symphonique et le Chœur de Mont-Royal la répètent depuis deux ans. Si bien que les musiciens et les choristes sont en mesure de l'offrir en cadeau à leur public en guise de concert de clôture de la saison ce jeudi 30 mai à l'église Saint-Joseph de Mont-Royal. Le fondateur et directeur artistique de l'OSMR, Jacques Faubert, sera au pupitre en compagnie des solistes Nicole Lorange, soprano, Sonia Racine, mezzo-soprano, Guy Bélanger, ténor, Roland Gosselin, baryton-basse, Johanne Morin, violon solo et Thérèse Laflamme, organiste.

A Saint-Lambert

DE NOMBREUX artistes professionnels et jeunes musiciens en herbe participent au Festival de musique de Saint-Lambert qui se déroule présentement jusqu'au 9 juin, parmi lesquels on note l'organiste Suzanne Ozorak, la chanteuse Lucie Mayer, la pianiste Eva Csarnay, les guitaristes Marc Deschênes et André Roy.

Plus de dix chorales seront aussi du festival dont la Société chorale de Saint-Lambert qui donnera un concert avec l'Orchestre symphonique de la Montérégie. Edgar Fruiter animera le 5 juin une soirée-conférence consacrée à Mozart et Henri Bergeron animera le concert-gala du 7 juin à l'église Saint-Thomas d'Aquin.

Saint-Lambert compte environ 800 étudiants en musique et un grand nombre de musiciens professionnels. Renseignements pour le festival auprès de Denis Poirier : 671-0086.

École de musique à Sherbrooke

L'UNIVERSITÉ de Sherbrooke aura son école de musique. Il s'agit de la reprise d'un projet qui coûtera 2 417 000 \$ dont le quart sera payé par l'université. En annonçant cette nouvelle ces jours derniers, Mme Lucienne Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science du Québec, a précisé qu'une subvention de fonctionnement pourrait atteindre 630 000 \$ qui viendra s'ajouter à une subvention annuelle de 114 000 \$ pour l'entretien de l'école.

L'université prévoit être en mesure d'accueillir ses premiers étudiants en musique en septembre 1992. En vitesse de croisière, le programme de trois ans devrait accueillir 70 étudiants à temps complet. Par ailleurs, une entente est intervenue avec l'Université Bishop de Lennoxville, notamment, pour y accueillir et former d'autres

étudiants en musique à l'intérieur du même programme.

Concours Pavarotti

HUIT chanteurs ont été retenus lors de la première ronde des auditions canadiennes du 4e Concours international Luciano Pavarotti/Opera Company of Philadelphia qui ont eu lieu ces jours derniers. Ce sont de Montréal, les sopranos Maureen Browne, Manon Feubel, Hélène Fortin, les mezzo-sopranos Lyne Comtois et Maria Popescu, le ténor Gordon Gietz ; de Toronto, le soprano Sharon Azrieli et d'Ottawa la basse Alexander Savchenko.

Ces artistes participeront aux demi-finales nord-américaines à New York en février 1992. L'épreuve finale aura lieu à Philadelphie en octobre 1992 et les lauréats se produiront avec Pavarotti l'année suivante dans une des productions de l'Opera Company of Philadelphia.

Le directeur général et artistique de l'Opéra de Montréal, Bernard Uzan faisait partie du jury.

Nouveau départ pour le festival de piano

LE FESTIVAL international de musique de Montréal fait relâche en 1991 pour mieux reprendre son souffle et préparer le festival de 1992 qui s'inscrira dans le contexte des fêtes du 350e anniversaire de Montréal. La direction annonce également un changement de nom pour cet événement qui s'appellera désormais Festival international de piano de Montréal, toujours dans le but de faire de la métropole le rendez-vous mondial du piano. Autre changement : cet événement aura lieu au printemps plutôt qu'à la rentrée de septembre, soit du 7 au 14 juin 1992 sous le thème Piano et romantisme. On reprendra alors la formule originale de récitals, concerts, ateliers d'interprétation, conférences, tables rondes, clips-concerts et autres activités. En préambule au festival 1992, un concert-bénéfice aura lieu le jeudi 19 septembre à la salle Claude-Champagne, avec en première nord-américaine le pianiste soviétique Evgueny Moguilevsky et l'orchestre de chambre de Salzbourg sous la direction du chef italien Rodolfo Bonucci et le pianiste suédois Helge Antoni.

A l'OSM

Charles Dutoit dirige les concerts de l'OSM mardi et mercredi en offrant de la musique russe. Des œuvres de Tchaïkovski, et de Chostakovitch avec les solistes Ju Hee Suh, pianiste et James Thompson, trompettiste solo de l'Orchestre symphonique d'Atlanta qui a occupé cette chaise à l'OSM de 1976 à 1991.

Des restes humains non identifiés et la véritable nature du théâtre

Robert Lévesque

ON IMAGINE mal qu'une pièce de Michel Tremblay soit mieux rendue par une équipe canadienne-anglaise ; qu'une production de *Bonjour, là, bonjour*, par exemple, gagne en force et en signification à Toronto ou à Edmonton plus qu'à Montréal.

On sait maintenant que le contraire est tout à fait possible, après avoir vu au Festival des Amériques ce week-end la production torontoise de *Unidentified Human Remains and the True Nature of Love* de Brad Fraser, cette pièce qu'André Brassard a fait triompher au Théâtre de Quat'Sous il y a peu, la traduisant et la mettant en scène.

La production canadienne-anglaise de cette pièce, tel qu'on peut le voir à l'auditorium D.B. Clarke, ne va pas à la cheville de la production magistrale du Quat'Sous. Dans les mains de Brassard, la pièce de Fraser est peut-être apparue plus forte, d'ailleurs, qu'elle ne l'est en réalité...

Pourquoi ? Une pièce n'existe pas toute seule, et il faut un artiste, en l'occurrence un metteur en scène, pour la comprendre, la propulser, choisir une orientation critique, un sens, un ton ; on voit mieux maintenant, à la comparaison, comment Brassard a su soutenir d'une théâtralité précise (une tension) la pièce informelle de Fraser, comment il a su l'orchestrer, la rendre sensible et signifiante, provocante non plus au premier degré (il y est question de cul, d'homosexualité, de meurtres), mais en profondeur.

Non mobilisés dans cette théâtralité essentielle, les comédiens de Toronto n'arrivent donc pas, comme ceux du Quat'Sous, à imposer des personnages forts et significatifs, et ils demeurent tous étrangers l'un à l'autre ; l'ensemble de la pièce de Fraser est ici très faible, sans impact, le tout orphelin d'une manière, d'un climat, bref d'une théâtralité comme celle, rigoureuse et expressionniste à la fois, que Brassard, en se l'accapant, avait imposée à cette pièce... par ailleurs désuète quant à la forme (c'est du théâtre années 70) et très actuelle quant au brassage d'angoisses et de désespoirs que Brad Fraser met en marche.

Paradoxalement, la production du *Crow's Theatre* de Toronto, mise en scène par Jim Millan, apparaît plus crue, les personnages étant montrés souvent nus, mais elle est aussi plus faible ; son audace vient de quelques fesses et seins aperçus, mais pas du tout, comme chez Brassard au Quat'Sous, de cette tension souterraine beaucoup plus dangereuse, agressive, qui fait de cette pièce le brûlot qu'elle peut être, portait sans message d'une génération sans partage, une jeunesse qui fuit une vie qu'elle n'attrapera plus jamais.

Avec Brassard, la pièce de Brad Fraser atteignait à la tragédie, au

vaudeville hard ai-je écrit, pensant au bagage d'angoisse que comportent les grands vaudevilles de la fin du 19e siècle, ceux de Feydeau en particulier ; avec le *Crow's Theatre*, *Unidentified Human Remains* demeure au niveau du boulevard, un boulevard certes étoffé et cru mais servi tel qu'on jouerait un Neil Simon plus noir que nature.

Là où Élise Guilbeault et Yves Jacques donnaient aux rôles de Candy et David une force extraordinaire, une stature explosive, on ne retrouve que deux acteurs qui se contentent de rendre avec le plus de réalisme possible leurs comportements, gestes, paroles. Ce qu'il y avait d'expressionniste chez Brassard devient sans expression chez Jim Millan, et la pièce perd la moitié de son impact, tout son humour cynique (que Brassard a mieux cerné) et aussi sa poésie, en particulier pour ces scènes entre David et son copain-frère.

Étonnante constatation, fruit doux-amer d'un festival, que de voir jusqu'à quel point une production originale d'une pièce d'un auteur alber-

tain créée à Toronto peut être très en-deça de sa traduction française et d'une production québécoise... Un précédent, sans doute ?

Autre surprise, au FTA, avec le remarquable *Juan Darien* du *Music-Theatre Group* de Julie Taymor et Elliott Goldenthal. Ces deux-là travaillaient ensemble à New York, ils en sont à leur sixième collaboration. Elle est scénographe, marionnettiste et metteur en scène, il est musicien (il a entre autres écrit la musique du film *Drugstore Cowboy*). Avec un conte de l'urugayen Horacio Quiroga, sur l'histoire d'un bébé-tigre pris en nourrice par une paysanne qui venait de perdre son bébé, ils ont élaboré un superbe spectacle de sons et de lumières, de musique et de mouvements.

Malgré qu'elle soit visiblement mal à l'aise à la salle Marie-Gérin Lajoie, salle froide et sans caractère, la troupe de *Juan Darien* arrive à séduire ses publics par une approche tout en délicatesse (c'est un conte pour tous dans la plus belle tradition), une partition musicale exceptionnelle qui renvoie aux charmes

sombres des messes de Requiem alors que se déroule devant nous, dans une scénographie superbe (le village en montagne qui devient, d'un tour, l'intérieur d'une chaumière), le drame d'un enfant dont on découvre l'origine animale et sauvage, que l'on torture et qui ne trouvera la paix et la liberté qu'en retrouvant chez les fauves ses semblables.

La scène, dans *Juan Darien*, n'est pas loin d'être aussi belle qu'un tableau du douanier Rousseau, quand une jungle entière descend des cintres. Ayant récolté plusieurs prix à New York, *Juan Darien*, sans trop ressembler aux travaux de Peter Schumann au *Bread and Puppet*, parce que le « message » moins en figure de proue, est un peu la quintessence de l'artisanal, avec tous les moyens du professionnalisme.

Unidentified Human Remains, à la salle D.B. Clarke de l'université Concordia, ce soir à 20 heures.
Juan Darien, à la salle Marie-Gérin Lajoie de l'UQAM, ce soir et demain à 19 heures.



PHOTO MICHAEL COOPER

John Moffat et Andrew Miller dans *Unidentified Human Remains and the True Nature of Love* de Brad Fraser.

Un Boulez qui se surpasse

Pierre Boulez et l'Ensemble InterContemporain

Une présentation de l'Orchestre Symphonique de Montréal (OSM) et de la Société de musique contemporaine du Québec (SMCQ) : Boulez, *Dérive 2* (1988), *Dérive 1* (1984) ; Garant, *Circuit III* (1973) ; Messiaen, *Oiseaux exotiques* (1956) ; Boulez, *Le Marteau sans maître* (1952-1954, révision, 1957). Vendredi 24 mai, salle Claude-Champagne.

Carol Bergeron

Mieux garnie que la veille — sans pour autant être pleine — la salle Claude-Champagne réservait un accueil enthousiaste à Pierre Boulez et à l'Ensemble InterContemporain qu'il dirigeait cette fois-ci avec une volonté plus perceptible de toucher son public.

Mais pour bien comprendre le sens de l'événement, il fallait voir que les concerts de jeudi et de vendredi avaient été visiblement conçus en un tout soigneusement réfléchi : une sorte d'autoportrait que Boulez aurait tenu à partager avec des musiciens qu'il respecte pour différentes raisons.

Vu sous cet angle, on comprend alors qu'en un aussi court laps de temps (environ trois heures de musique), sa mémoire ne pouvait être que très sélective, on écoute des autres, que judicieusement orientée, son regard vers l'avenir, qu'allusif : quelques noms-phases, Schoenberg, Webern, Varèse et Messiaen, qu'il avait retenus dans une perspective historique ; trois musiciens, Carter, Ligeti et Garant, avec qui il avait partagé l'héritage de l'école viennoise de Schoenberg, Berg et Webern ; un compositeur de 25 ans, Marc-André Dabavie, en qui il

voyait peut-être le prolongement de sa propre démarche.

Pour le second volet, entre deux moments distincts (l'un récent, l'autre plus ancien) de son travail de créateur, Boulez laissait la parole à son maître Olivier Messiaen et au Québécois Serge Garant, l'un de ses disciples à qui il tenait à rendre hommage. Ce programme hissa littéralement l'auditoire à des sommets impressionnants de l'expression musicale.

Si les *Oiseaux exotiques* (Messiaen) furent accueillis avec un enthousiasme soutenu — et cela grâce à l'éblouissante prestation de l'InterContemporain et du merveilleux pianiste Pierre-Laurent Aimard —, *Circuit III* (Garant) ne fut, à mon avis, jamais mieux joué — la direction de Boulez s'appliquant à en faire ressortir l'étonnante richesse de l'instrumentation autant que la solide architecture.

De sa propre musique, Boulez nous laissa le souvenir du *Marteau sans maître* (achevé en 1957). Cette œuvre emblématique le situe non seulement dans le prolongement de

Schoenberg et de Webern, mais encore (par le choix et l'utilisation des instruments) le place sur la voie d'un renouvellement des couleurs de la palette instrumentale dont les ellip-tiques *Dérives 1 et 2* apportent une belle illustration.

Si les exégètes « bouléziens » s'accordent à reconnaître la souveraine intelligence de son écriture, il demeure que cette intelligence se traduit, pour ceux qui n'ont pas aussi facilement accès aux arcanes de la composition, par une sollicitation constante du plaisir de l'écoute.

Une analyse encore plus poussée, nous amènerait sûrement à multiplier les raisons d'apprécier l'œuvre, le travail de l'interprète et le fascinant discours du communicateur. Autant d'aspects qui furent abordés à travers les différentes manifestations d'une semaine mémorable consacrée à l'une des plus grandes personnalités artistiques du siècle. Un événement qui avait été conjointement organisé par les facultés de musique des Universités de Montréal et McGill, l'OSM et la SMCQ.

Comme si Gogol nous était conté

Denis St-Pierre
Atelier circulaire,
40 rue Mollière.
Jusqu'au 31 mai

Marcel Bellerive
Galerie Simon Blais,
4521 rue Clark
Jusqu'au 30 mai
Jean Dumont

IL SOUPA d'un cochon de lait, se déshabilla, se glissa sous la couverture et s'endormit aussitôt d'un profond sommeil, apanage des heureux mortels qui ignorent les puces, les hémorroïdes et l'excès d'intelligence. Cette phrase, extraite du roman de Gogol, *Les âmes mortes*, et placée en exergue de l'exposition de gravures et œuvres sur papier de Denis St-Pierre, à l'Atelier circulaire, marque, dans le simple fait de son énoncé, tout le chemin parcouru par cet artiste entre sa peinture

d'hier et sa gravure d'aujourd'hui. Il ne faudrait surtout pas déduire des termes employés une quelconque dévalorisation de cette peinture. Elle portait déjà, dans sa violence, toutes les raisons des gravures actuelles, mais cette violence, manquant de points d'appui, comme retournée contre elle-même, ne trouvait à s'exprimer que dans la posture souvent torturante des corps qui en semblaient, à la fois, la cause et le lieu.

Aujourd'hui, le corps est plus neutre (voir Gogol), et ce n'est plus tant lui qui est tenu pour responsable, que l'esprit. La violence alors a glissé de l'être aux relations entre les êtres. Elle pointe dans les rapports sociaux, traités par l'artiste comme une vaste chorégraphie absurde dans laquelle les partenaires feindraient de s'ignorer les uns les autres. C'est le drame de la fausse présence et de la solitude vraie, mais là au moins, en leur sein, la violence est nommée...

Cette remarquable maturation est

due certainement, du moins en partie, au perfectionnement de Denis St-Pierre dans les rudesses techniques de la gravure. Bien qu'il utilise principalement l'eau-forte et la pointe sèche, procédés qui autorisent encore une relative spontanéité gestuelle, il ne manque pas d'étapes, dans la réalisation d'une gravure, qui coupent le processus, obligent la pensée à revenir sur le travail déjà accompli et imposent une évaluation pondérée du geste à venir.

L'inversion elle-même, inséparable de l'impression, et qui oblige le graveur à ne tracer toujours que l'envers de son dessin, introduit entre la pensée et le geste un glissement, une retenue imperceptible, qui s'ajoute aux contraintes de la forme et favorise les dénominations, comme le fait d'ailleurs, dans la majorité des gravures de Denis St-Pierre, la prédominance de la ligne sur la matière.

La différence entre les deux moyens d'expression apparaît évidente dans l'exposition entre, par exemple, *L'homme contemporain*, une

récente et très belle acrylique et pastel sur papier, et la série des cinq petites gravures, eaux-forte et pointe sèche, de *Femme à la tresse*. D'un côté, la chair dense, la matière opaque et l'ordre inconnu du corps, et de l'autre la ligne, toujours un peu abstraite, spirituelle quand elle est libre, même si elle cerne le contour d'un corps. C'est peut-être cette ligne errante, qui est non pas d'avant, mais au-delà, hors le corps et son pouvoir, qu'il nous faudrait suivre pour résoudre la violence qui nous enchaîne et nous détruit...

Il est hélas trop tard pour voir, à la Maison du Meunier, la *Rétrospective 1970-1980*, consacrée à la période figurative de Marcel Bellerive. Et ceux qui ne connaissent pas la totalité de son œuvre se posent sûrement des questions sur cette période, en prenant connaissance, dans l'exposition *Marcel Bellerive, œuvres récentes*, que lui consacra pour quelques jours encore la Galerie Simon Blais, des belles acryliques de sa production actuelle.

Il faut sans doute ne pas se méprendre sur le sens des termes « période figurative », employés là car, pour reprendre les termes de Gilles Dagneault, il s'est agi, pour Marcel

Bellerive, « d'un long détour par une drôle de figuration », beaucoup plus proche, (ses paysages de boîtes par exemple), du conceptuel que de la représentation. Il faut dire aussi, que les termes d'abstraction et de figuration varient quelque peu de sens suivant qu'ils les utilise, et qu'au-delà de l'aspect physique du tableau, ils représentent deux aspects irréconciliables de la nature et du rôle même de l'art. « Abstrait ne s'oppose pas directement à figuratif, dit Deleuze, le figuratif (en tant que volonté d'imitation, de représentation) n'appartient jamais comme tel à une volonté d'art ».

Pour tous ceux, Marcel Bellerive y compris naturellement, pour lesquels l'objet de l'art n'est pas représentation du réel mais moyen de le penser, la différence entre l'abstrait et le figuratif est une distinction qui n'a de raison d'être que stratégique. Il suffit d'une visite à la Galerie Simon Blais pour s'en convaincre. Se convaincre aussi, qu'avec la soif de changement et de nouveauté qui nous caractérise, nous avons peut-être tendance à ranger sur les tablettes des moyens de penser, (telle l'abstraction de Bellerive), qui n'ont pas encore fini de dire tout ce qu'ils

avaient à dire.

Je pensais à ces notions, arrêté devant tel ou tel tableau de Bellerive, essayant de toutes mes forces de repousser l'éventualité de me laisser séduire par leur traitement de la lumière, pour être entièrement livré à la sorte de déséquilibre physique qu'ils induisent chez le spectateur. Physique, mais intellectuel aussi puisqu'il provient d'habitudes culturelles bousculées. Oscillations continues entre ce qui figure et ce qui nie la figure. Tous ces rectangles qui n'en sont pas vraiment, ces bords de tableau qui mentent au faux-cadre, cette logique qui n'a de raison d'être que la déception qui l'achève. *Ocre, gris et mauve*, le troublant petit dip-tique vertical dans lequel deux faux rectangles n'en finissent pas de se résoudre.

Je pensais, lors de cette visite, à cette réflexion que m'a faite un artiste français dont le nom malheureusement m'échappe : « J'ai mesuré les carrés de Malévitch, pas un n'est véritablement carré, Malévitch est un romantique... » Nous n'en avons pas fini avec la nature, nous n'en avons pas fini avec la culture, alors nous ne sommes pas près d'en avoir fini avec la peinture.

ÉDITORIAL

Le médecin et le gestionnaire

EN ACCEPTANT de suspendre l'examen en commission parlementaire des articles du projet de loi 120 relatifs à la pratique médicale et de s'asseoir avec les porte-parole de la profession pour en discuter, le ministre de la Santé et des Services sociaux corrige ce qui aura été de sa part une erreur de stratégie.

En commençant par là, il se serait évité quelques déboires.

En ce qui touche la médecine, le projet de loi déposé en décembre aura été une surprise complète. Depuis qu'il est question de réforme, rien ne laissait supposer que le gouvernement allait s'attaquer à cet aspect du problème. C'est en vain que l'on cherche dans le rapport de la commission Rochon la moindre recommandation là-dessus. Même silence dans les *Orientations* de Mme Thérèse Lavoie-Roux et dans son avant-projet de loi. Aucun indice non plus dans l'interminable consultation en commission parlementaire où cet avant-projet de loi a été passé au crible.

Bref, tout semblait indiquer que la réforme en cours laisserait intactes les conditions de la pratique médicale telles qu'elles se sont élaborées et consolidées au fil des ans.

La surprise fut si totale que les représentants des deux grandes fédérations, omnipraticiens et spécialistes, s'en trouvèrent estomaqués, abasourdis et sans voix. Destabilisés, les directions syndicales se retrouvaient également en porte-à-faux vis-à-vis de leurs membres. Du coup, le ministre perdait ses meilleurs interlocuteurs et peut-être même ses meilleurs alliés.

Dès lors, le dialogue était rompu, laissant la place à la surenchère démagogique, au discours réducteur, voire à la désinformation orchestrée par des experts en communications (*sic*).

Cette levée de boucliers aura du moins permis au public, au citoyen consommateur, de constater la grande hypocrisie du système professionnel au Québec. Certes, c'est une pitié de voir un Clément Richer jouer les Michel Chartrand, de constater qu'en termes d'égoïsme collectif la profession médicale n'a rien à envier aux syndicats de la Ville de Montréal, de l'Hydro-Québec et de la STCUM. Ils défendent leur butin, on le comprend. Ce qui est pire, c'est d'entendre les grossièretés dont sont capables les supposés défenseurs attirés de la population, les Augustin Roy, de la Corporation professionnelle des médecins, et les André Aubry, de l'Association des conseils de médecins, dentistes et pharmaciens !

Inquiet, le public se raccroche à l'idée

que les médecins, pris individuellement, valent beaucoup mieux que l'image grotesque que projette leur contestation hystérique.

Il y en a qui vont s'ennuyer de leur mère, déclarait le Dr Roy au congrès de l'Association des hôpitaux du Québec, vendredi matin. Celui-là même qui, de par la loi, a reçu le mandat de protéger le public contre la mauvaise médecine brandissait la menace de jeter le bordel dans les hôpitaux si le projet de loi 120 passe tel quel. Prenant la parole devant le même auditoire, le Dr Aubry, bon prince, ramenait la colère des médecins à une question de stratégie : assemblez le suspect d'abord (pour attirer son attention), interrogez-le ensuite ! Ça s'est déjà vu dans certains postes de police.

Comment le ministre résoudra-t-il cette quadrature du cercle ?

Un des problèmes auxquels le projet de loi 120 a voulu s'attaquer est celui des rapports entre la médecine et l'organisation hospitalière. Dans un monde plus simple, avant l'explosion des technologies, avant la mise en place des grands systèmes d'assurance-maladie publics ou privés, la question ne se posait pas. Elle est incontournable aujourd'hui.

Et pas seulement au Québec.

La presse américaine regorge d'informations faisant état du malaise dans la profession médicale causé par les mesures prises par les gouvernements et les grandes entreprises pour briser la spirale inflationniste des coûts des soins de santé. « Doctors in Distress », titrait récemment le *New York Times* dans une série de trois articles. À en juger par le contenu de ce reportage, les tracas administratifs qui s'abattent sur les médecins américains (dont une bonne moitié, faut-il le rappeler, exerce sous le régime du salariat) sont sans commune mesure avec ce qui se passe chez nous. En regard des diktats des tiers payeurs américains, le Québec fait figure de véritable paradis de la médecine libérale.

En se dressant contre le projet de loi 120, les médecins posent le problème en termes d'autonomie professionnelle. Forts d'une formation et d'un savoir incontestables, se sachant responsables

de ce qui arrive à leurs patients, les médecins attendent de l'organisation hospitalière tout le support jugé nécessaire à leurs performances professionnelles : ressources humaines, financières et techniques. Et surtout, ils ne veulent être jugés qu'entre pairs. À les entendre, tout le reste est bureaucratie.

Au Québec, le développement de l'infrastructure hospitalière s'est fait sous le signe de la bicéphalie : une même institution, deux têtes. L'ambitieux projet de M. Côté visait à rétablir une certaine unité de gestion. Initialement, le ministre avait même envisagé de supprimer les conseils de médecins, dentistes et pharmaciens (CMDP). Selon la loi actuelle, ces institutions ont comme principal mandat de surveiller la qualité des actes médicaux et de promouvoir la compétence professionnelle de ceux qui les posent. Dans bien des hôpitaux, elles ne sont plus que la caricature d'elles-mêmes, vouées qu'elles sont au confort de leurs membres. Le projet de loi 120 se limite à ramener les CMDP à leur fonction première. Les médecins, quant à eux, s'accrochent au statu quo. Prenant la parole vendredi à la séance de clôture du congrès de l'Association des hôpitaux, le ministre s'est dit prêt à discuter de la question avec les médecins « quitte à aller plus loin, pour vraiment garantir la qualité des soins ».

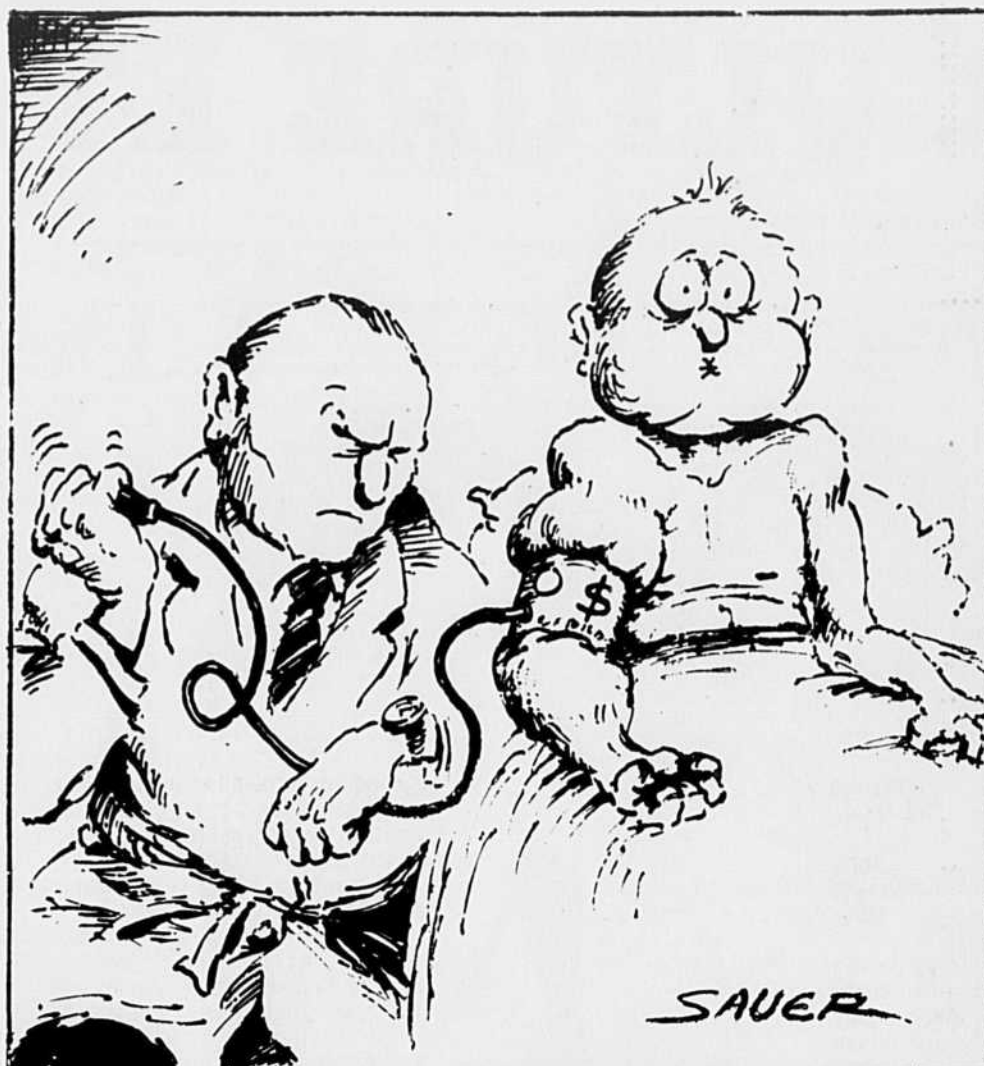
Une autre pomme de discorde porte sur l'organigramme même de l'hôpital. Le conseil des médecins, dentistes et pharmaciens continuera-t-il de relever du conseil d'administration ou sera-t-il placé sous l'autorité du directeur général comme le stipule le projet de loi ? Le débat est devenu largement symbolique et hautement émotif. Les médecins voient dans ce rattachement une sorte de « vassalisation » de la pratique médicale en établissement.

Le ministre réplique que le réseau affronte certaines difficultés en ce qui touche le respect par les médecins d'un minimum de règle d'utilisation des ressources, y compris la capacité financière des établissements. Les médecins, dit-il, n'ont pas que des privilèges au sein des hôpitaux, ils ont aussi des obligations.

Histoire de dissiper toute ambiguïté, M. Côté se dit prêt à apporter un amendement au projet de loi qui, insiste-t-il, « respectera le statut d'entrepreneur libre du médecin, tout en préservant les responsabilités que j'entends maintenir aux directeurs généraux ».

Il nous tarde de voir, plus concrètement, comment le ministre entend résoudre cette quadrature du cercle.

JEAN FRANCOEUR



Jeffrey Simpson

La peur des Américains

DANS DEUX petits livres sur les relations entre le Québec et le Canada, Phil Resnick a rendu un fier service à quiconque s'intéresse au développement intellectuel du Canada anglais. L'un, *Letters to a Québecois Friend*, fut lancé peu après la mort de Meech ; l'autre vient de paraître et s'intitule *Toward a Canada-Quebec Union*. Resnick a bien expliqué pourquoi plusieurs socialistes et socio-démocrates hors Québec sont déçus, s'agissant du Québec.

Resnick a séjourné plusieurs années à Montréal. Il parle français. Il enseigne présentement la science politique à l'UBC (Université de Colombie-Britannique). Ses deux livres ressemblent à de longs essais plus qu'à des traités de type académique. On y sent, omniprésente, l'aversion de Resnick envers l'accord de libre-échange canado-américain.

Pour cet universitaire, et pour beaucoup d'intellectuels anglophones hors Québec, cet accord a mis en péril la souveraineté canadienne. Resnick et les intellectuels de son école de pensée ont été gênés par l'influence américaine excessive sur la vie canadienne. Ces intellectuels de gauche, socialistes, socio-démocrates ou marxistes, n'ont eu que du mépris pour le capitalisme américain, ils ont considéré l'économie canadienne comme celle d'une succursale. Ils ont accepté ce portrait de « scieurs de bois et porteurs d'eau » au service des Américains.

Sur le plan culturel, ils furent peinés de cette télévision commerciale américaine, de cette rage de consommation et de ce matérialisme à l'américaine. Ils se portèrent à l'attaque de la politique étrangère, impérialiste dans son essence, du pays voisin. La description que fait Resnick de la politique étrangère américaine, dans son dernier livre, comporte une longue liste d'invasions américaines ou d'ingérences dans les activités d'autres États. Il ressort de cette liste que Resnick retient très peu de qualités qui rachètent les fautes de la politique étrangère américaine.

M. Resnick et consorts ont par conséquent toujours mené la lutte pour que le Canada garde ses distances vis-à-vis des États-Unis. Ils ont préféré que le gouvernement s'implique à fond dans l'économie, dans une politique étrangère « indépendante », dans une politique culturelle protectionniste et dans une politique sociale égalitaire.

EN NOUANT des liens plus étroits entre les économies canadienne et américaine, le libre-échange diminuait la capacité du Canada de bâtir le type de pays que désire M. Resnick. Et lorsque lui et d'autres tenants de la gauche hors Québec se sont demandés comment le Canada avait pu commettre cette faute, la réponse fut : Québec. Sans l'appui du Québec au libre-échange, les conservateurs auraient connu la défaite en 1988. Le même sort aurait été réservé au libre-échange.

Des gens comme M. Resnick ont compté parmi les Canadiens anglophones les plus tolérants et les plus ouverts envers le Québec. Longtemps, ils avaient tenté d'expliquer à leurs concitoyens la question québécoise, mais le Québec s'est mis à tourner le dos au Canada en accordant son appui au libre-échange. Le Québec a alors pactisé et s'est mis à menacer la souveraineté canadienne en proposant et en appuyant l'accord du lac Meech, qui aurait grandement affaibli le gouvernement fédéral canadien. C'est du moins l'explication que donne M. Resnick de l'histoire récente dans *Toward a Canada-Quebec Union*.

LE NATIONALISME québécois empêche également le Canada de construire le genre de pays que ce politologue et la gauche politique ont en tête. Les fédéralistes du Québec veulent un pays décentralisé et des provinces fortes ; M. Resnick opte pour un gouvernement central fort en vue de répandre l'égalité et de défendre la souveraineté canadienne contre les Américains.

Les Québécois, croit-il maintenant, ne sont pas intéressés à construire le genre de Canada que lui et d'autres Canadiens

anglophones veulent. Les Québécois en ont fait la preuve durant le débat sur le libre-échange. Il en va de même lorsque les Québécois demeurent indifférents aux efforts déployés en dehors du Québec pour promouvoir le bilinguisme et l'enseignement du français. La preuve est encore faite par leur préférence pour un gouvernement provincial encore plus fort, dans l'une des fédérations les plus décentralisées qui soient au monde.



En permettant au Québec de faire sécession du Canada, voire en encourageant cette tendance, M. Resnick et la classe politique de gauche croient qu'ils seront mieux placés pour en venir au Canada auquel ils aspirent. De toutes manières, leur parti chéri est le NPD, qui n'a jamais eu de bons résultats au Québec. Sans le Québec, la politique canadienne donnerait davantage dans l'idéologie, avec un parti à gauche et un autre à droite. Le départ du Québec accroîtrait les chances du NPD de former le gouvernement canadien.

La souveraineté-association et le statut spécial, M. Resnick les estime inacceptables et impraticables. Il indique comme piste de solution une union Canada-Québec à l'intérieur de laquelle les deux États céderaient volontairement une portion limitée de leurs compétences à une institution supranationale. Il pense que les Québécois, à l'instar de ceux qui lui ressemblent dans le Canada anglophone, en viennent à réaliser que le vrai danger pour leur langue, leur culture et leur indépendance économique provient des États-Unis, non pas du Canada. Ainsi, le Québec manifesterait de l'intérêt pour une union avec le Canada dans le but de se défendre contre les États-Unis, plutôt que de tenter d'en gagner les faveurs.

M. Resnick rêve s'il pense que le reste du Canada s'intéresserait, même de loin, à une telle union. La formule qu'il développe pourrait avoir du succès — je n'ennuierai pas le lecteur en entrant dans les détails. Cette formule est extrêmement compliquée, voire moins plausible que la souveraineté-association que clame le Parti québécois.

Q'ON ne s'y trompe pas. Les vues de M. Resnick sont celles d'un intellectuel de gauche. Elles ne sont pas celles de la majorité en dehors du Québec mais elles ont de l'influence dans les cercles académiques et — même si Mme Audrey McLaughlin le nierait — dans certaines sphères du NPD et du mouvement syndical.

Les *Letters to an ami québécois* qu'a écrites Resnick ont été la cible d'une attaque en règle du journaliste/politologue Daniel Latouche, indépendantiste de la première heure. M. Latouche qui cherchait à régler des comptes peut-être, a raté l'enjeu ; ou du moins il n'a pas saisi l'occasion implicite que lui offrait le livre de Resnick. M. Resnick ressemble à maints intellectuels de gauche, en dehors du Québec, qui, avec enthousiasme ou avec réserve, penchent vers des liens beaucoup plus lâches entre le Canada et le Québec. Une fois écarté le Québec, les Phil Resnick du Canada sentent qu'ils peuvent mobiliser toute l'attention et l'énergie du Canada pour mieux faire face à la menace américaine.

Au lieu d'attaquer M. Resnick, M. Latouche aurait dû prendre acte de la logique de la prise de position de Resnick. Ces deux-là ne sont pas du tout ennemis politiques ; ils sont des alliés politiques en quête d'une relation beaucoup plus lâche entre le Québec et le Canada.

Hommage bouleversant

COMME BEAUCOUP d'autres, j'étais au Vieux Port samedi dernier pour prendre part à l'hommage rendu à Marguerite d'Youville et aux Soeurs Grises. J'en ai été bouleversée.

De voir sur scène tant de jeunes crier leur amour et leur reconnaissance à Mère d'Youville m'a redonné un peu de cet espoir en un monde meilleur que j'avais perdu. On sentait un fort courant d'amitié parcourir cette foule venue de partout.

Bravo et merci à tous les artisans de ce merveilleux spectacle.

Bravo et merci surtout aux Soeurs Grises d'avoir pensé à nous associer à leur fête.

Yolande Bouchard-Côté
Montréal-Nord, 16 mai 1991

Pas de temps à perdre

MONSIEUR Robert Bourassa, depuis plusieurs années, le problème constitutionnel du Québec est présent à notre histoire et maintenant plus que jamais, les Québécois s'interrogent sur leur avenir comme l'a prouvé la création de la commission Bélanger-Campeau. Je veux vous dire mon ferme appui pour l'option de la souveraineté et je pense qu'il est grand temps de se donner un pays. Comme disait Gilles Vigneault : « Il n'y a pas de temps à perdre ; il n'y a que du temps perdu ».

En premier lieu, si on se situe au niveau économique, le Québec a toujours été désavantagé au profit de l'Ontario. Dans le domaine de la recherche, seulement 10 à 15 % de ce secteur revient au Québec alors que nous formons 25 % de la population canadienne. Et qui dit recherche, dit emplois futurs. Nous sommes donc automatiquement désavantagés pour l'avenir. En n'étant pas maître chez nous, nous ne pouvons décider de ce qu'il y a de mieux pour le Québec puisque les gouvernements veulent garder ainsi l'Ontario comme pilier du Canada.

Ensuite, je trouve que deux ministères pour gérer chaque secteur est une dépense inutile. Deux ministères pour le même malade, deux ministères pour le même étudiant, c'est complètement aberrant ! De plus, le fédéral et le provincial sont souvent en conflit. De un, parce qu'ils n'ont pas les mêmes objectifs et de deux, ils dépendent de l'énergie inutilement. Ils travaillent plus à se défendre l'un de l'autre qu'à bâtir et à construire. Prenons un fait d'actualité comme le conflit sur les projets d'Hydro-Québec. Chacun a sa vision des faits, ce qui dégenère en pourparlers, commissions, enquêtes, etc., et qui n'avance rien le projet.

Troisièmement, le Québec a été appelé société distincte. Donc, le Canada reconnaît que nous sommes un peuple différent mais a clairement répondu qu'il ne l'acceptait pas en disant non au lac Meech. Pourquoi s'obstiner à rester dans un pays qui ne veut plus de nous, qui ne respecte pas l'identité de ses peuples ? Nous avons une culture, une langue, une histoire qui nous est propre au Québec. En votant la loi 101 pour conserver un visage français au Québec, les Canadiens anglais ont eu peur de notre capacité à s'affirmer et ils l'ont complètement défaits. Le fé-

déral intervient toujours pour nous rappeler que nous sommes un peuple soumis.

Il est grand temps, monsieur Bourassa, que vous agissiez par la tenue d'un référendum. 75 % des mémoires qui ont été présentées à la commission Bélanger-Campeau sont en faveur de l'indépendance. Alors qu'attendez-vous pour agir ? Le peuple est prêt à se prononcer et nous les jeunes, les adultes de demain, nous rêvons de posséder notre propre pays : le Québec. C'est pourquoi je souhaite que vous demandiez l'opinion de la population et ce, en 1991 par la tenue d'un référendum sur l'indépendance du Québec.

Esther Clément
St-Élie, 12 mai 1991

La patience a des limites

« SOYEZ patients, soyez courageux ! » Voilà ce que l'on trouve à dire à une famille de réfugiés de quatre membre qui croupit depuis cinq ans dans le « camp de transit » à Phanat Nikhom, en Thaïlande.

Pourtant, en 1989, cette famille a été acceptée par le Québec et le Canada. Leur joie, à ce moment-là, était indescriptible. Et durant leur attente du départ prochain, attente qui n'avait plus de fin, la grand-maman, probablement par anxiété, tomba malade d'hypertension.

Il n'en fallait pas plus : les autorités, insensibles, décidèrent que la famille n'était plus éligible et firent parvenir une « lettre de rejet ».

« La patience et le courage » firent place au désespoir. Espérons que les autorités sauront revenir sur leur décision.

Je me demande parfois si, parmi ceux qui commandent, il s'en trouve qui ont déjà mis le pied dans un camp ; qui ont déjà discuté avec des réfugiés aux cas litigieux, non pas dans leurs bureaux à air conditionné mais dans le milieu où ces gens attendent si longtemps. Ils deviendront peut-être plus compréhensifs, plus conciliants.

Bien sûr, il y a des normes à suivre ; j'en conviens. Mais il existe aussi des principes de plus en plus méconnus : il y a le respect, la compassion, l'amour.

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa
le 10 janvier 1910

Directrice
LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef
et directeur de l'information
Bernard Descôteaux

Directeur délégué à l'administration
André Leclerc

Rédacteurs en chef adjoints
Jean Francoeur,
Michel Lefèvre

Directeurs adjoints de l'information
Pierre Cayouette, Jacques Chabot,
Guy Deshaies

FAIS CE QUE DOIS

Certains, dans leur tour d'ivoire, semblent ignorer ces principes fondamentaux. L'an dernier, par exemple, on prévenait, à 48 heures d'avance, que les réfugiés qui avaient été nommés pour partir le 20 juin... ne partaient plus : on venait de changer les règles ! Et puis après ? Ils n'avaient qu'à avoir « de la patience et du courage ».

Et s'ils savaient que toutes les démarches d'un autre réfugié n'ont duré que deux semaines : celles de l'ex-ambassadeur irakien...

André Juneau
St-Placide, 17 mai 1991

Bravo la police !

RAREMENT aura-t-on vu une scène aussi grotesque. Le forcené sortant tel un vainqueur d'une maison qu'il assiégeait depuis plus de 90 heures. Cette image me tourmente et m'a profondément choquée. Jusqu'où la bêtise humaine nous mènera-t-elle ?

Après avoir tenu la police en haleine pendant tout ce temps, chassés des gens de leurs résidences, voilà que le héros est accueilli avec des poignées de mains, des accolades, je ne comprends pas, que de gentillesse pour ce triste sire. Enfin on place notre homme dans une voiture en route pour l'hôpital car il est souffrant le pauvre !

Pendant ce temps d'autres policiers s'affairaient à l'intérieur de la résidence pour trouver le corps de l'infortunée victime Francine Béard. Pour elle, ce ne sera pas l'hôpital, mais la morgue. Pourtant elle avait tenté d'avertir les autorités quelque temps auparavant qu'elle craignait pour sa vie !

Bravo la police ! Bien triste société qu'est la nôtre.

Denise L'Abbé Tourangeau
Val-Morin, 12 mai 1991

Malheureux Mexicains

SUITE aux propos de M. Roger J. Bédard, conseiller en relation industrielle, LE DEVOIR 11 mai 91, page B-10, nous aimerions ajouter ce commentaire. Il est bien délicat pour un statisticien, de lier taux de syndicalisation et taux de chômage et ce, même si celui-ci va chercher des comparables sur le grand marché mondial.

Le vrai libre-échange américain devrait rendre l'émancipation syndicale, savoir Québec, contagieuse. Je viens d'embaucher un jeune Mexicain qui me raconte que le salaire moyen pour une journée de 8 heures de travail est en moyenne de 12 000 pesos (4,80 \$/jr) pour ceux qui travaillent (40 % de chômage), que les conditions de travail dans l'industrie sont abominables, il m'a aussi appris que si les syndicats sont existants, ils sont très souvent contrôlés (en tout cas, ils n'ont certainement pas le même objectif que les nôtres).

Aussi lorsque les nations s'intéresseront réellement à élever les niveaux de vies (lifestyle) de ces malheureux, nous aussi, il en profiteront en découvrant le « juste prix » des produits, que procure une compétition internationale devenue saine.

Gilles Paquette, Jesus Guzman Animas
St-Lazare, 12 mai 1991